N°376 février
2010 - 4,60€ - 7 FS



LES MURS, MÉDIAS ALTERNATIFS

CLIMAT
DOUCHE FROIDE À COPENHAGUE

ROUE LIBRE
ENTRE DEUX ALTERTOURS, C'EST ENCORE L'ALTERTOUR

3 questions à... Nanotechnologies
Pièces et Main d'œuvre

Silence : **Vous informez et luttez contre l'essor actuel de la recherche et du développement des nanotechnologies. Quels sont les dangers spécifiques liés à ces nouvelles technologies de l'infiniment petit ?**

Il faut distinguer entre les risques (sanitaires et environnementaux) et les menaces socio-politiques. Les premiers n'ont jamais été notre priorité — même si nous avons attiré l'attention dessus — contrairement aux écologistes d'Etat et associatifs dont cela constitue le pain quotidien. La toxicité des nanoparticules et les risques de pollution liés aux nanomatériaux ne diffèrent pas des autres nuisances industrielles (amiante, chimie, nucléaire, dioxines, etc.) et appelleront les réponses classiques du pouvoir : normes, seuils de nano-pollution "acceptables", vigilance sanitaire.

Ces dernières ne changeront rien à l'avènement d'un nanomonde totalitaire et artificiel, sur lequel nous concentrons notre critique. Les nanotechnologies permettent d'hybrider, pour les rendre plus puissantes, des technologies déjà très puissantes : biotechnologies (manipulations génétiques), informatique (échange de données et calcul), et neurosciences (intervention sur le cerveau). Ces technologies dites *convergentes* prétendent à la maîtrise de la matière, des atomes aux populations.

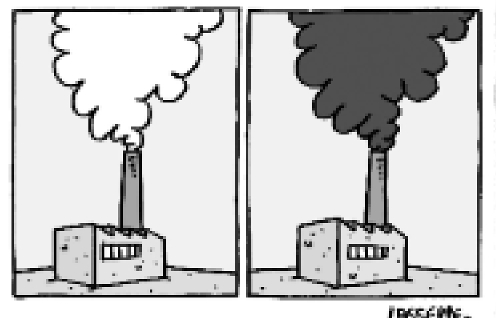
Le projet des nanotechnologies, en résumé, consiste à substituer au milieu, saccagé par les précédentes révolutions industrielles, un monde artificialisé, une techno-nature sous commande. Un monde-machine dont chaque rouage — objet, plante, animal, paysage, humain — est numérisé et interconnecté via les puces à radio-fréquences miniatures (RFID). Pucé, tracé, *profilé,* l'homme-machine sera lui aussi sous commande. Quant à l'hybridation vivant-inerte permise par les nanotechnologies, elle culmine avec l'implantation de prothèses électroniques neuronales capables de modifier le comportement des cyborgs ainsi créés en laboratoire — au motif de soigner les pathologies neurologiques.

Industriels et ingénieurs tentent de faire passer le tsunami des nanotechnologies pour une solution "écologique" à la menace climatique. Optimisation des installations photovoltaïques, création de nouveaux matériaux en remplacement des ressources minérales épuisées, voire modification du climat par géo-ingénierie : en misant sur les nanotechnologies, ceux qui nous ont conduits à la catastrophe écologique et sociale actuelle espèrent en rentabiliser les dégâts et repartir pour un nouveau cycle de croissance destructrice : le capitalisme vert *(green New Deal).*

La politique actuelle en faveur des nanotechnologies ne pose-t-elle pas également un problème démocratique ?

Question oiseuse. Le système technicien parvenu au stade de la tyrannie technologique ne se soucie pas de politique, et moins encore de démocratie. Techniquement, il n'existe jamais *qu'une seule* meilleure solution éligible en fonction des connaissances, des moyens et des compétences des décideurs en place. C'est uniquement une question d'expertise, ni la politique ni la démocratie n'ont à y voir. C'est sur ces prémisses déjà solidement établis que









quoi de neuf ?

A vous la parole !

Vous ne pouvez pas le louper, elle est au centre de ce numéro : l'enquête lectorat de *S!lence.* Habituellement, nous la réalisons tous les cinq ans... mais la crise de 2008 nous a mis en retard. Petite anecdote : lors de l'enquête lectorat de 2003, sur plus de 300 réponses, nous n'avions qu'un tiers de réponse de femmes. Fallait-il en conclure que nous n'avions qu'un tiers de lectrices ? Un pointage précis dans le fichier abonnement nous a alors montré que non : nous avons autant de lectrices que de lecteurs. Alors peut-on penser que les femmes ont moins de temps pour répondre ou n'aiment pas prendre la plume... A vous de nous répondre avec ce nouveau questionnaire...

Vous trouverez également un autre questionnaire en page Alternatives (page 23). Il s'agit pour nous de collecter des réflexions, des pratiques sur la colocation en vue d'un dossier prévu pour septembre 2010.

Le bruit des uns, le silence des autres

Anne-Laurence Mazenq a réalisé un film pour présenter le fonctionnement de la revue *S!lence.* Ce film est désormais visible sur le site de *S!lence,* www.revue-silence.net dans la section *"S!lence ?".* La version haute-définition peut nous être demandée si vous désirez le projeter dans une soirée publique.

Lyon
Une aide pour Primevère

Cette année, Primevère, le salon de l'écologie et des alternatives, se tient les 26, 27 et 28 février 2010. Nous y sommes présents, et en plus en 2010, nous devrions y animer une salle de rencontres pour les conférenciers. Nous avons donc besoin de nombreuses personnes pour se relayer sur ces tâches. Si vous pensez être peut-être disponibles pour nous aider, vous pouvez prendre contact avec Hélène à l'adresse *hviannaybayle@gmail.com* ou au 04 72 00 93 48 (avant 20h30, pas de rappel sur les portables). Cette aide vous permet d'entrer dans le salon gratuitement et d'assister aux conférences de votre choix. Contactez-nous dès maintenant même si vous n'êtes pas sûrs.

Ile-de-France
Stagiaire recherché-e

Silence recherche un ou une stagiaire disposant d'une formation commerciale (de type DUT ou Master en économie sociale et solidaire) pour l'aider à trou-

les orientations en recherche et développement sont devenues des orientations politiques, et que les décisions de développer les nanotechnologies, mais aussi d'autres hyper-technologies (biotechnologies, Iter, neurotechnologies), s'imposent en apparence d'elles-mêmes. Il va de soi depuis l'époque nucléaire, la *Big Science* et la création du Commissariat à l'énergie atomique, que la raison d'Etat est engagée à travers ces orientations, et qu'elle n'est pas discutable, autrement que de manière purement formelle et cosmétique.

Y a-t-il une porte de sortie, et comment agir ?

La véritable asymétrie entre le pouvoir et les sans-pouvoirs n'est pas tant d'ordre militaro-policier que d'ordre idéologico-intellectuel. C'est tout sauf une révélation, mais il importe d'en tirer les conséquences : restaurer l'esprit critique, la culture, la mémoire historique dans les cercles réfractaires ; restaurer une opinion publique par l'enquête critique et l'enquête-action, telles que les ont pratiquées par exemple les partisans du LKP en Guadeloupe (cf *Le Monde diplomatique,* novembre 2009). Du point de vue théorique et historique, cela suppose un retour en arrière pour prendre au sérieux la critique luddite qui s'est exprimée en actes en Angleterre et dans toute l'Europe depuis le début du dix-neuvième siècle (cf *La révolte luddite,* K. Sale, éditions L'Echappée). ■

> Pièces et Main d'œuvre, site de bricolage pour la construction d'un esprit critique, c/o Les Bas Côtés, 59, rue Nicolas-Chorier, 38000 Grenoble, www.piecesetmaindoeuvre.com

Dernier ouvrage paru :
A la recherche du nouvel ennemi - 2001-2025 : rudiments d'histoire contemporaine (Editions l'Echappée, octobre 2009)



ver de nouveaux points de diffusion de la revue en Ile-de-France (librairies, magasins et épiceries bio, centres de ressources, cafés associatifs, cinémas d'art et d'essai...). Le stage se fera à distance sur place (et non à Lyon), et serait d'une durée de six semaines (du 1er avril au 15 mai 2010).
La revue mettra à disposition du ou de la stagiaire, un fichier d'adresses et coordonnées à réactualiser et à démarcher. Une rémunération de ce stage est envisageable, notamment dans le cadre d'une convention d'EMT (Evaluation en milieu de travail) signée avec *S!lence* entre le stagiaire et le Pôle Emploi. La priorité sera donnée aux départements Val-de-Marne et Essonne, le numéro d'été étant consacré aux alternatives dans ces deux départements.
Pour en savoir plus sur cette offre de stage, contactez dès que possible *S!lence* par courrier postal, par téléphone (le mardi et le jeudi de préférence : 04 78 39 55 33) ou par courriel (via son site internet www.revuesilence.net), merci !

Paris
Recherche logement

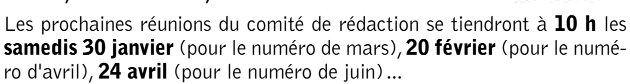
Afin de réaliser les reportages du numéro d'été, en Essonne et Seine-et-Marne, Silence cherche un prêt de chambre sur Paris (pour un couple) entre le 10 et le 19 février 2010.

Erratum

Suite à une mauvaise manipulation informatique, l'affiche illustrant la marche mondiale des femmes (n°375, p37) n'a rien à voir avec cette marche.

SOMMAIRE

Prochain dossier
Elu-es face à la question du genre



Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 15 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence.* Cela se poursuit le vendredi de 10 h à 18 h et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **18 et 19 février, 18 et 19 mars, 15 et 16 avril...**

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **10 h** les **samedis 30 janvier** (pour le numéro de mars), **20 février** (pour le numéro d'avril), **24 avril** (pour le numéro de juin)...

Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **6 janvier 2010.**



Lyon

Marie Clem's


Marie Clem's


Marie Clem's

Lyon : GDF "revisités"



Independentzia

Rafa / Hernani


Red Hand Cuchulainn defender of Ulster:
Cuchulainn loyaliste (UFF)

Alain Miossec

Éditorial

Murs, murs…

Des parois de la caverne aux dazibaos[1], de la tapisserie à l'épigraphe[2], de la fresque[3] à l'affiche…, de tout temps et en tout lieu, l'humain a utilisé le mur pour exprimer ses peurs et ses espoirs, sa vision de la vie et du monde. Au-delà du sens, en soi, qu'est tout mur, l'humain en a fait le support d'autres sens – et à travers ces sens seconds celui, sans doute, de son propre sens d'humain. Les pouvoirs en place, quels qu'ils soient, autorisent, monopolisent ou interdisent l'affichage ou les inscriptions[1], les contrôlent. Les contre-pouvoirs les détournent, les lacèrent, les recouvrent, ou s'y expriment à leur tour. Mots ou images, les « discours » des murs, tour à tour, balisent, annoncent, dénoncent, enjoignent, résistent… Les murs prennent alors le rôle qu'on veut bien leur faire jouer : social, politique, économique, identitaire, érotique, poétique…

Si, dit-on, « les murs ont des oreilles », ils (s)ont donc surtout une bouche. Alors, que mur-murent les murs à mes oreilles ?… si mes oreilles n'ont pas de murs ?

Jean-Pierre Lepri ■

1. Ou « tatzupaos » : journaux muraux chinois. Dans la Chine impériale, vers 1500, les citoyens mécontents avaient le droit d'écrire des affiches pour critiquer l'administration. Cette faculté a été utilisée notamment par Mao Zedong, lors de la Révolution culturelle de 1966. En 1979, le pouvoir chinois met fin à cette presse libre. En France aussi, de nos jours, l'affichage est interdit… sauf là où il est autorisé (par qui ? à qui ? où ? quand ? de quoi ? moyennant quoi ? …).
2. Inscription gravée sur un monument.
3. Technique de peinture murale sur un enduit encore frais (« fresco » en italien) ; les pigments pénètrent ainsi dans la masse. La peinture doit donc être réalisée très rapidement, entre le moment de la pose de l'enduit et celui de son séchage. De nos jours, « fresque » désigne plutôt toute peinture sur un mur – et non cette technique.

dossier

Couverture : Fresque se trouvant au coin de la Rue des Écoles et de la Rue Jean-de-Beauvais (Paris) en descendant les marches qui se trouvent en arrière de la sculpture de Mihai Eminescu. © Sophie_pr

Les contre-écritures des peuples

L'histoire des inscriptions urbaines est presque aussi longue que celle des villes. La retracer est une tâche complexe car ces formes d'expression, dont le seul point commun est d'avoir pour support les murs de l'espace public, apparaissent à différents endroits et à différentes époques, prennent des formes et des esthétiques très variées, sont issues d'intentionnalités parfois contradictoires…



Michel B.

Le cours Julien à Marseille : collaboration entre graffeurs et boutiques.

Comme le signale Armando Petrucci, pionnier dans les études sur ce domaine, les villes sont depuis toujours chargées d' "écritures exposées" — les écritures affichées dans l'espace public et destinées à être vues par le plus grand nombre —, à caractère informatif, politique ou sacré. A côté de ces écritures officielles, les murs voient aussi naître les premières "contre-écritures", marques des peuples et de leur volonté de s'exprimer, de façon politique ou non. On recense par exemple de nombreux graffitis dans des villes antiques grecques et romaines, au message politique, humoristique, érotique ou personnel.

Il convient aussi, avant d'aller plus loin, de différencier deux façons principales d'utiliser les murs : la peinture et l'écriture, ou plus précisément, les fresques artistiques d'une part, les graffitis et collages de l'autre. Les fresques, dont la réalisation est plus longue, sont faites pour durer, rester visible le plus longtemps possible et donc pérenniser un message. La démarche, on le comprend, est tout autre que celle du graffiti ou du collage, qui sont éphémères, souvent faits dans l'urgence pour transmettre quelque chose avant d'être effacés.

Les muralistes

Le premier mouvement de fresques murales apparaît lors de la révolution mexicaine qui débute en 1910. A travers des peintures monumentales, reprenant des éléments de l'histoire et des cultures locales, l'art devient politique par son contenu mais aussi par son emplacement physique : il se trouve dans la rue ou dans des bâtiments publics, au service de tous. Siqueiros, Orozco ou Rivera sont les précurseurs de différents mouvements de muralisme qui naîtront au fil du 20e siècle dans divers quartiers du monde, de Chicago à Belfast ou à Dakar. Sous des formes et dans des buts différents, il s'agit dans tous les cas de luttes esthétiques : peindre sur les murs pour donner forme à des revendications et les faire durer, qu'elles soient politiques, culturelles ou identitaires.

En parallèle, les murs sont appropriés par les partis et les organisations politiques, qui se servent principalement d'affiches. En Amérique latine, on trouve aussi beaucoup de pintadas : des slogans politiques, peints à même le mur, signés par des "brigades" et répétés le plus possible dans la ville. Certaines brigades ont parfois recours à un langage créatif et sensible, resserrant les liens entre art et propagande, comme dans le Chili des années 1960.

Poétique et politique

S'il a toujours existé, le graffiti se développe aussi davantage au 20e siècle et se décline sous différentes formes. C'est le plus informel des modes d'expression mural : anonyme et rapide, il est le moins contrôlable et permet de laisser une trace dans la ville en limitant les risques. L'émergence d'un premier "mouvement" de graffitis date de mai 68, sur les murs du quartier latin. Graffitis et affiches poético-politiques, ces inscriptions fleurissent en fait, à cette époque, dans bien des endroits du monde, témoignant du besoin d'exprimer des idées nouvelles et de nouvelles conceptions du politique. La production parisienne a fait anthologie : chargée de sens et d'une certaine qualité littéraire, elle est, comme nous le disions pour la



À Paris

peinture, un phénomène à la fois social, politique et esthétique. Un processus relativement proche apparaît dans les années 1980 en Amérique latine, à la sortie des dictatures militaires, avec les graffitis dits "ingeniosos", ingénieux, ou "de leyenda". Poétiques et humoristiques, ils sont aussi des critiques cinglantes du contexte social et politique. Au même titre que le rock'n'roll, le punk et d'autres formes de la contre-culture post-dictatoriale, ils sont subversifs au-delà de leur contenu, brisant par leur abondance les codes de "bonne utilisation" de la ville et sont témoins de la réappropriation de la parole après les années de silence imposé par les militaires.

Un art clandestin

Le graff, ou graffiti hip hop, représente un autre grand mouvement de graffitis, et prend origine dans une banlieue de New York à la fin des années 1960. Au croisement du texte et de l'image, les graffs sont le plus souvent des signatures au lettrage stylisé et haut en couleurs, parfois accompagnés de paysages et de personnages. Son corollaire est le tag, la signature de l'auteur, tracée au feutre ou à la bombe sur la fresque ou répétée le plus largement possible dans la ville. Ce type d'inscription a longtemps été associé à la culture hip hop et à la revendication d'une identité de ghetto, mais aujourd'hui elle dépasse largement ces cadres. Le graff s'est diffusé dans le monde entier, les "pièces" ont pénétré depuis bien longtemps les galeries d'arts tout en persistant dans la rue comme pratique clandestine. Le tag, souvent associé à un acte de vandalisme, rompt avec l'ordre urbain, graphique et esthétique, et provoque le rejet. Selon les villes, on voit apparaître la mise en place de dispositifs de nettoyage extrêmement coûteux.

Depuis, beaucoup d'autres formes ont apparu ou se sont développées, de façon globale (grâce à internet notamment, qui permet la diffusion libre de photographies et des échanges d'expériences). Les pochoirs, collages, stickers, sont autant de manières de marquer l'espace public, que ce soit à des fins politiques, artistiques ou, plus simplement, expressives.

A côté des inscriptions légales (signalétique et publicité principalement), les inscriptions murales sont donc de divers ordres : des plus créatives et recherchées — qui portent un message universel, aux plus simples et triviales expositions de soi ; avec ou sans finalité artistique. Parler des murs comme médias c'est alors prendre en compte des formes d'expressions "sauvages", c'est-à-dire illégales, mais aussi bien d'autres, acceptées de fait ou légitimées par leur aspect esthétique et qui maintiennent un autre rapport à la loi et aux institutions. Selon les pays, l'utilisation des murs est associée aux jeunes et aux marginaux d'une part, et de l'autre aux secteurs politiques les plus radicaux et donc subversifs (de droite comme de gauche). Les inscriptions murales donnent alors lieu à des réactions différentes : interdiction, répression et effacement ou, quand les perceptions changent, acceptation, institutionnalisation, entrée dans la culture, l'économie de l'art ou du tourisme. Le plus souvent, les limites sont floues et les relations entre le pouvoir et les auteurs, pour le moins ambiguës. La plus ou moins grande tolérance aux inscriptions murales nous ramène à Petrucci, qui formule une question centrale : celle du "Dominus" qui régit l'espace graphique ou, en d'autres termes, la lutte permanente pour le droit et la légitimité de l'utilisation de l'espace public pour s'adresser à ses concitoyens. Les murs, aux quatre coins du monde, ont toujours quelque chose à dire, en plus, contre ou à côté de ce que le pouvoir affiche.

> ***Les murs, aux quatre coins du monde, ont toujours quelque chose à dire.***

Un média alternatif ?

L'apparition successive des médias alternatifs, d'une manière plus générale, suit de près celle des autres médias. En effet, la presse alternative, les radios libres, télévisions associatives, pages web indépendantes, etc., existent pour dire ce que les médias de masse, commerciaux, ne disent pas (parce que cela va à l'encontre de leurs intérêts ou plus simplement parce que ça ne fait pas vendre). Lorsque le peuple s'approprie une technique, il l'utilise pour passer son message, notamment quand celui-ci ne correspond pas à la pensée dominante. Avec pour volonté première de communiquer, les médias alternatifs vont à contre-courant des systèmes médiatiques publics et privés, ils critiquent un état de faits tout en étant un moyen d'action politique : celle d'informer, d'intéresser, d'être l'exemple d'autres manières de faire et de percevoir le monde, une parole capable de sortir des cadres d'une pensée imposée comme la seule possible. Les médias alternatifs sont désintéressés : ils transmettent une information sans but lucratif et sont en cela une réaction à la commercialisation à outrance et à la marchandisation des idées. Ils



Michel B.

◂ *À Marseille*

permettent la visibilité de points de vue minoritaires, niés par les médias de masse.

Par ailleurs, certains médias sont plus difficilement appropriables et peuvent faire l'objet de monopoles (radio, TV, presse à grand tirage), laissant peu d'espaces pour les expériences alternatives. Le graffiti, la pintada ou d'autres interventions urbaines sont par contre beaucoup plus difficiles à contrôler, au même titre que les fanzines, les tracts ou la parole directe. Ils sont peu onéreux, ne demandent pas de grand savoir-faire technique ni beaucoup de matériel ; enfin, l'anonymat et la rapidité protège leurs auteurs. On comprend que c'est un excellent moyen d'échapper à la censure ou de la défier ouvertement.

Ainsi, les murs sont parfois le support de discours alternatifs et le réceptacle de pratiques alternatives de réappropriation de l'espace public. On dit souvent que les graffitis ou les fresques sont "les lettres des exclus", un dernier recours quand on n'a pas de place ailleurs. On peut également penser que peindre ou écrire sur les murs est un choix délibéré d'intervenir dans la ville, de s'adresser au passant, d'avoir un impact particulier en occupant activement un espace commun.

Ecrire ou peindre sur les murs peut être, selon le contexte, un jeu, une voie "pratique" d'expression individuelle ou collective, une action politique parfois risquée.

Les murs, objets de recherche

Ce dossier présente des recherches menées dans des pays et des contextes différents, mais tous parlent de murs qui reflètent des positions politiques et transmettent des messages différents de ceux des médias dominants. Nous observons des expressions murales qui, avec divers niveaux d'institutionnalisation et de légitimité, sont toutes spontanées, dans le sens où elles ne sont ni des commandes de l'Etat, ni d'entreprises privées, et ne sont donc pas financés par eux. Les murs sont alors la voie par laquelle le peuple s'adresse au peuple, des façons de prendre place face à et dans la société. Nos travaux portent un regard sur des murs dont le discours ou la présence sont politiques, qui utilisent un langage sensible, symbolique, mobilisent la mémoire et participent activement à la construction des imaginaires locaux, à la re-signification des paysages.

Selon nos points de vue, nous observons le contenu de ces inscriptions, les interrogeons parfois en tant que pratique (d'écriture ou de lecture) mais c'est avant tout leur rôle dans la société, les murs dans leur contexte, qui nous intéressent. En effet, les "explosions" et le surgissement de nouvelles formes d'inscriptions murales reflètent et accompagnent toujours des mouvements politiques, sociaux ou culturels. Elles sont ainsi au cœur d'enjeux de pouvoir, multiples, que nous vous présentons ici.

Ainsi, les fresques d'Irlande du Nord et du Pays basque participent, de manière active, aux conflits qui agitent ces terres, rejouant la guerre sur les murs à coup de symboles et de propagande nationaliste, en s'inscrivant physiquement sur des territoires en dispute pour se les approprier. Comme en Sardaigne, les fresques murales construisent des imaginaires de lutte, deviennent les monuments du peuple, des lieux de mémoires informels en voie de patrimonialisation. En effet, les murs d'Orgosolo correspondent à une lutte esthétique, un art militant : un phénomène né des écrits de l'urgence et de l'affichage de la parole contestataire, ensuite devenus tradition. L'exemple uruguayen montre comment un même sujet de la vie politique éveille toute une série de formes d'inscriptions murales, la mise en scène de différents discours minoritaires, niés par les médias de masse. A Montevideo, les murs étant des zones d'expression libre, ils sont propices aux dialogues et à l'émergence d'une parole créative. Un article à paraître ultérieurement reviendra vers Lyon, dans les rues de la Croix-Rousse, explorant la concurrence graphique qui s'y joue entre différents acteurs des écritures urbaines (afficheurs, graffeurs, municipalité), à travers des points de vue de militants sur la figure de l'affichage libre comme patrimoine culturel mis en exergue, en tant que réponse aux attaques judiciaires de la municipalité.

Ariela Epstein ■



La lutte des signes
40 ans d'autocollants politiques
Zvonimir Novak
Les éditions libertaires
2009 - 204 p. - 30 €

Les autocollants permettent d'exprimer, souvent de manière artistique, en petit, des slogans de lutte. Eux aussi sont présents sur les murs. Ce livre en présente une multitude dans des domaines variés : anarchistes, trotskistes, maoïstes, alternatifs, écologistes, collectifs de lutte, communistes, socialistes... Le livre, fort bien illustré, est agrémenté d'entretiens avec des graphistes. Passionnant. FV.

▾ *À Lyon*



Mimmo Puccarelli



Esplanade de la Grande-Côte, Lyon 1er

La Croix-Rousse à murs (c)ouverts

A Lyon, Mimmo Pucciarelli, sociologue et militant libertaire, photographie et met en ligne sur Internet, une impressionnante collection d'expressions quelque peu "sauvages".

S!lence : **Pourquoi as-tu décidé de mettre en ligne sur internet une présentation des inscriptions sur les murs (et les sols) de la Croix-Rousse ?**

Mimmo Pucciarelli : Vivre dans ce quartier, y travailler et participer à quelques-unes des très nombreuses activités culturelles et politiques qui s'y sont développées depuis le milieu des années 70 a été la raison pour laquelle j'ai fait une première étude sur les groupes et les initiatives alternatives. Le résultat de ce travail s'est traduit dans la publication de *Le rêve au quotidien,* en 1996. Depuis, j'ai continué à accumuler des documents et à faire connaître "ma Croix-Rousse alternative" lors de quelques interventions à des rencontres auxquelles j'ai participé, et cela dans plusieurs villes de l'hexagone.

Bref, cela fait une quinzaine d'années que je suis amené à parler de mon "village" et de ce qui s'y passe. Des mots qui, s'ils restituent de la manière la plus rationnelle possible le rapport que j'ai avec ce quartier et l'imaginaire que j'ai pu me construire envers son histoire et ce que nous, les Croix-Roussiens, y vivons au quotidien, ne peuvent pas donner l'idée de cet environnement particulier. Et cela dure depuis plus de deux cents ans !

Or, bien que je prenne des photos depuis longtemps, à la fois pour mon plaisir personnel et pour la "presse militante", depuis que j'ai eu entre les mains un appareil photo numérique, j'ai commencé à en faire d'une manière systématique. Il se trouve que les murs de notre quartier nous apportent chaque jour leur lot de "mots" par le biais de tags et autres moyens, tels que pochoirs ou encore ce que j'appelle des graffitis papiers. Les apercevoir en montant ou en descendant les pentes, cela nous interpelle toujours, mais les rassembler dans un espace qui, bien que virtuel pour l'instant, donne "en plein" l'idée de ce mouvement ou bien ce phénomène social... et cela désormais ne coûte pas cher, sauf en énergie personnelle et en électricité !

La Croix-Rousse présente-t-elle des singularités par rapport à d'autres quartiers de la ville ou d'ailleurs sur cette question des murs ?

Ce quartier, très particulier, est singulier aussi bien par son histoire (des canuts aux alternatifs, en passant par les résistants et les diverses populations qui l'ont colorié avec leurs divers accents, couleurs et coutumes), mais aussi par son bâti. Ceux et celles qui y vivent font beaucoup de trajets à pieds, et cela comporte non seulement la possibilité d'avoir des échanges entre les habitant-e-s, mais aussi de se "frotter" aux pierres, aux murs qui, comme je le disais un jour à mon ami Alain Pessin, "respirent l'utopie". Mais ces murs sont aussi le territoire où s'expriment les idées de révoltes, les sentiments d'injustice, les plaisirs de vivre, ou les étincelles artistiques dont nous font cadeau tous les adeptes de cet art qui n'est pas contemporain, mais qui a pris de l'ampleur et de la couleur depuis que les bombes spray sont en vente pas cher, ou qu'on peut facilement s'en procurer sans les payer !

Une grande partie de ce quartier, où l'on se frotte aux murs, donc, est constamment recouverte de ces messages multiples car nos artistes, militant-e-s et autres individu-e-s désirant s'exprimer savent que nous sommes obligés, en quelque sorte, d'y jeter un coup d'œil. En un mot, dans ce vieux quartier toujours en mouvement, parallèlement à la concentra-



Rue du Mail, Lyon 4er



Montée de la Grande-Côte, Lyon 1er



Les Pénélopes effacent le jour, ce que d'autres écrivent la nuit

tion de l'habitat, on constate aussi une concentration d'alternatives sociales et, par conséquent, une "concentration" de graffeurs.

Le sociologue que tu es peut-il évaluer, à partir du contenu de ces murs, une évolution dans l'expression et les revendications ?

Le métier de sociologue consiste à restituer le phénomène qu'il observe au travers d'un "rapport", d'un mémoire ou d'une thèse. Il suffit de passer quelques minutes à lire, admirer, observer avec une once de curiosité l'ensemble des images que, grâce à Jean-Marc Bonnard, nous mettons en ligne chaque jour sur le site de l'*Atelier de création libertaire,* pour s'apercevoir que cette parole quelque peu "sauvage", parfois titubante et très souvent poélitiquement correcte, est en constante évolution. Si, par le passé, on pouvait lire des slogans parlant "d'insoumission civile et militaire", depuis quelques mois et surtout depuis l'affaire dite de Tarnac, on utilise, par exemple, souvent le mot "insurrection", parfois d'ailleurs avec un seul "r". Mais aussi cet autre, tout neuf et tout joli, qui nous incite à agir avec tout notre corps et tous nos sens : "émeute-toi". Cela parle à l'âme plus qu'au militant guidé par les idéologies révolutionnaires d'il y a une vingtaine d'années. Quant aux revendications, elles suivent naturellement ce qui se passe, aussi bien dans le monde entier que dans l'environnement immédiat du grapheur. C'est ainsi que l'on peut passer par des messages comme "Nous ne payerons pas votre crise", à ce cri mural adressé à une partie de la population, réelle ou imaginaire : "Bobo hors de la Croix-Rousse". Mais, en même temps, on maintient toujours vivant l'esprit des canuts, quand on rappelle aux passants, en ce début d'année 2000, "Les canuts sont toujours là", phrase signée par ces désormais inévitables @ cerclés.

Ces écrits sont-ils en lien avec des mouvements sociaux ou relèvent-t-ils de la révolte individuelle ?

En réalité, c'est un mélange. Comme je le disais plus haut, ces mots qui font parler les murs font référence aux luttes et mouvements sociaux, mais expriment aussi des sentiments personnels. "Pour ma maman", a écrit une bombe anonyme pensant à la personne qui lui a donné la vie, "à toi ma sœur que j'aime" a encore gravé, dans un petit passage proche du centre-ville, une personne qui veut exprimer publiquement ses sentiments. Des messages qui, lus distraitement, peuvent sembler l'œuvre de tel ou tel individu n'ayant probablement pas d'autres moyens de faire savoir ce qu'il a "dans la tête" ou bien dans le cœur. Mais, lorsqu'on va à la chasse de ces messages, lorsqu'on les collecte et qu'on les met bout à bout, on peut les lire autrement. Ce lot quotidien de mots, d'images, de couleurs représente en fait un enchevêtrement d'interpellations qui sont étalées sur ce fabuleux support qu'offre la ville, à peu de frais, à nos poètes, rebelles, mais aussi à l'étudiant amoureux ou à la jeune personne qui fait la caricature d'un ami.

Les murs, dans l'imaginaire de nos acteurs, sont à la fois un espace public où informer, interpeller les autres, mais aussi un espace singulier, individuel où exprimer ses sentiments. Et l'ensemble, c'est un livre ouvert sur la vie, à la Croix-Rousse comme ailleurs.

Propos recueillis par Michel Bernard et Guillaume Gamblin. ■



■ **Ma Croix-Rousse alternative.** Pour voir la richesse des pentes de la Croix-Rousse, les photos de Mimmo Pucciarelli sont exposées sur : http://www.atelierdecreationlibertaire.com/croix-rousse-alternative/



1 : Affiche produite en 1969 dans l'atelier de création du « Circolo Giovanile » d'Orgosolo à l'occasion de la manifestation pour la libération des pâturages de la localité de Pratobello, occupé par les militaires de l'OTAN pour y créer une base militaire. Texte écrit : des engrais et pas de balles...

Hélène Degrandpré

L'affichage de la parole contestataire

Le cas des murales d'Orgosolo (Sardaigne)

Orgosolo est un village situé dans la partie montagneuse du nord de la Sardaigne, où s'est développée une pratique toute à fait singulière de peinture murale qui a fait du mur, en premier lieu, un média alternatif et, ensuite, le support du récit historique de la communauté qui habite ce territoire.

IL EST DIFFICILE D'EXPLIQUER LES ORIGINES DE CE PHÉNOMÈNE ; PLUSIEURS ÉLÉMENTS SONT intervenus dans sa naissance et son évolution. Réalisées pour la plupart dans les années 70 et 80, ces peintures vivent de l'héritage d'un fort militantisme de contestation qui avait animé le village au cours des années 1968 et 1970, durant lesquelles l'activisme de certains habitants avait donné naissance au "Circolo Giovanile d'Orgosolo".



2 : Orgosolo, Rue Liguria. L : 2,4 m. H : 2, 6 m. Peinture réalisée par Francesco del Casino en 1976. La peinture reproduit une des affiches–phares de la lutte de Pratobello.

Hélène Degrandpré

Ouvert grâce à l'initiative des jeunes intellectuels du village, le groupe réunissait au départ des personnes appartenant aussi bien au parti de la Démocratie chrétienne qu'au parti communiste. Quelques mois plus tard, suite à la scission entre les membres des deux différents partis, l'association, initialement à but culturel, accentue sa nature activiste et devient un collectif militant gauchiste dont la finalité est de sensibiliser les habitants à diverses causes, antimilitaristes pour certaines, anticapitalistes pour d'autres, ou bien critiques envers la politique de centralisation menée par le gouvernement italien.

C'est dans les locaux de son siège que, grâce à la participation active du professeur de dessin de l'école d'Orgosolo, Francesco Del Casino, seront produites toutes les affiches de contestation et de revendication qui décoreront les murs du village pendant des années et qui seront ensuite traduites en peintures murales.

L'héritage et la mémoire de ces trois années d'activité du Circolo Giovanile d'Orgosolo alimentent la sensibilité qui fut à la base de la réalisation de toutes les peintures murales du village à partir de 1970 et ce, pendant vingt ans[1].

Questions sociales en peinture

En 1975, dans le cadre d'un projet éducatif, ce même professeur propose à ses élèves de fêter le

1. Voir illustrations n° 1, 2 et 3.



3 : Orgosolo, Corso Repubblica, L : 1,7 m H : 2, 4 m. Peinture réalisée en 1978 par Francesco del Casino. Écrit : Adjoint au Ministre des Transport, M. Bagnino, poursuivi pour les infractions suivantes : attentat contre le droit à l'étude, pour la tentative d'enfermer 150 personnes dans un bus, absence continue aux assemblées générales des étudiants.



4 : Orgosolo, angle rue Congiargiu et rue Gramsci. L : 7,30 m H : 3 m. Peinture réalisé par Francesco Del Casino et ses élèves en 1975 en honneur du partisan Congiargiu à l'occasion du projet pédagogique de recherche sur les partisans de la région pour la célébration des 30 ans de la libération italienne (25 avril 1945).

30e anniversaire de la libération du fascisme en Italie, en réalisant une recherche sur les résistants de la région, en les peignant sur papier, puis comme peintures murales[2]. On passe ainsi des premiers travaux réalisés par les mains inexpertes d'élèves à des œuvres plus élaborées.

Il s'agissait au départ de reproduire des événements de la vie quotidienne locale mais les thèmes vont ensuite bien au-delà : événements de Pratobello (lutte contre l'installation d'un camp de l'Otan sur des pâturages) vécus personnellement par la population, problèmes du chômage, lutte pour l'émancipation des femmes, guerre d'Espagne, coup d'état chilien, problèmes liés à la vie pastorale, revendications des étudiants pour l'application effective du droit aux études sans entraves, jusqu'aux événements plus récents comme la guerre du Golfe, la destruction des tours jumelles de New York, les manifestations contre le G8 de Gênes[3], la guerre en Irak.

Aujourd'hui le village compte près de 250 peintures murales qui s'inspirent presque toutes de thématiques politiques. La majorité d'entre elles sont le fait de Francesco Del Casino, avec la collaboration constante, au cours des années, des élèves de l'école. Suite à l'expérience d'Orgosolo, le muralisme est devenu une pratique diffuse dans toute l'île, où plus de soixante-dix villages présentent des peintures murales, pour un total de presque mille peintures[4] sur tout le territoire de l'île.

Cette diffusion a entraîné un changement dans le statut de ces peintures, qui étaient au départ nées pour afficher un malaise politique et social, et sont ensuite devenues un composant fondamental des politiques de réaménagement urbain, le point fort des programmes culturels des différentes municipalités. Elle représentent un important attrait touristique[5-6] au niveau national et international, surtout pour les villages situés à l'intérieur de l'île, qui ne peuvent pas offrir les avantages de la mer aux vacanciers.

Une forme de résistance

Contrairement aux fresques des autres villages, les murales d'Orgosolo ont une spécificité issue de leurs origines : elles sont toutes accompagnées par des écrits, affichés dans l'espace du dessin. Il s'agit, pour la plupart, de messages concernant des débats locaux ou des événements de politique nationale et souvent de critiques aux représentants du gouvernement italien. Le choix des thèmes semble indiquer que ces écrits renvoient à une culture politique partagée, et que tous les auteurs de ces écrits partagent un espace de repères sociaux et politiques.

Il faut aussi relever que dans le tiers des peintures, la politique du gouvernement italien est remise en cause. Le thème le plus récurrent est en effet la dénonciation des acteurs politiques, certaines évoquant clairement les thèmes de l'incompétence et de l'inégalité. Il est remarquable que des fresques protestataires, nées dans un cadre rural et réalisées par des amateurs, se cristallisent ainsi autour de l'enjeu institutionnel.

La simplicité graphique des écrits revient également dans le choix de rédaction avec des formes langagières simples, un vocabulaire repérable, des mots qui reviennent *(popolo, lotta, sostegno, compagni[7])*, et un répertoire des figures qui renforce la mise en scène de l'action visée par l'acte d'écriture : poings, mains, uniformes, symboles appartenant au monde des bergers.

On peut observer des phrases qui se répètent (souvent, par exemple, l'exhortation adressée aux femmes, hommes, bergers et ouvriers, à être solidaires et unis dans la même lutte), avec un vocabulaire qui semble appartenir à un système culturel précis et faire référence à des périodes historiques explicites. On vérifie ici ce que suggérait Leonard Smith[8] à propos des graffitis réalisés par les mutins français en 1917 : "le socialisme fournit un langage de protestation déjà constitué".

2. Voir illustrations n° 4 et 5.
3. Voir illustration n° 6.
4. Voir la carte de l'île, illustration n° 7.
5. Voir les photographies 10 et 11 p.13.
6. A ce sujet, voir Satta, G. (2001) Turisti a Orgosolo. Napoli : Liguori. Et Satta, G. (2002) "Maiali per i turisti" in V. Siniscalchi (sous la direction de) Frammenti di economie. Cosenza : Pellegrini, pp.127-157.
7. En français : peuple, lutte, soutien, camarades.
8. L. Smith, Beetween Mutiny and Obedience. ***The case of French Fifth Infantry Division during World War I***, Princeton, Princeton University Press, 1991, cit . p. 193 "Socialism , I would suggest, provided a language of protest already in place".

5 : Orgosolo, Corso Repubblica. L : 1 , 10 m H : 1,70 m Peinture réalisée en 1975 par les élèves de l'école secondaire d'Orgosolo dans le cadre du projet éducatif de commémoration de la libération de l'Italie du fascisme. Écrit : Fascisme =torture, guerre, prison, faim.





> *On peint comme on écrit, dans la nécessité de communiquer sur des faits d'actualité.*

⮝ *6 : Orgosolo, Corso Repubblica L : 7, 4 m H : 4 m Peinture réalisée en 2001 par des jeunes (Gio, Vale, Feli) en hommage à Carlo Giuliani, le jeune militant mort au cours des émeutes du contre G8 de Gênes.*

Dans les peintures plus anciennes, il s'agit pour la plupart d'écrits de dénonciation et de revendication politiques — on trouve alors des phrases telles que : "Femmes unies dans la lutte", "On veut des engrais, pas des balles", ou encore "Le moment est venu, peuples, d'en finir avec les abus. Renversons les mauvaises coutumes, renversons l'arrogance". Ces énoncés appartiennent souvent au genre plus général du slogan.

Il s'agit de peintures murales à fort discours politique. C'était une période de grande ferveur militante, le but étant de donner un message rapide, compréhensible par les habitants du village, et censé les stimuler à prendre position où à s'impliquer dans un débat.

La présence de ces écrits dans les murales témoigne de leur appartenance au domaine vaste et varié des pratiques contestataires : en dessinant et en écrivant sur le mur, on manifeste, on conteste, on refuse, on s'oppose, on critique, on se rebelle, on fait une action politique, on montre une autre façon de penser et, comme le dit un des habitants du village dans son récit : *"Les murales réalisés au début étaient purement politiques, on avait le désir de montrer à travers les murales et les écrits, qu'il y avait une autre façon de penser"*[9].

Union contre une base de l'OTAN

Le prototype de ces murales est un objet de fabrication tout à fait scriptural : les affiches. Pour comprendre cette constatation, on prendra en exemple une peinture représentative de ce phénomène[10], celle qui illustre la lutte de Pratobello et qui se trouve sur la façade de l'ex-mairie d'Orgosolo, dans la rue Corso Republica ; elle est communément appelée "le mural de Pratobello".

Cette lutte, qui a été l'un des combats les plus importants contre ceux que les militants du Circolo Giovanile affrontaient, a impliqué tous les habitants du village qui, sur l'impulsion des membres du Circolo, ont occupé les pâturages de la zone de Pratobello où les militaires de l'OTAN voulaient installer leur base militaire. La grande participation populaire à cette manifestation a alors obligé les militaires à abandonner leur projet ainsi que les territoires de Pratobello, et le Circolo a remporté la sympathie et l'accord de tout le village.

Les membres du Circolo Giovanile s'étaient organisés pour l'appel à l'action en se servant d'affiches visant à sensibiliser les habitants sur "l'affaire Pratobello". Elles étaient dessinées par le professeur de dessin Francesco Del Casino, et produites à l'aide d'une polycopieuse. Les productions, un temps affichées sur tous les murs du village, ont été fidèlement reproduites dans la peinture murale.

Dans cette peinture, la paternité des affiches par rapport aux murales est évidente. Cette relation explique d'une part leur aspect précédent sous forme d'affiches, et d'autre part le fait qu'il n'y a qu'à Orgosolo que les murales présentent de l'écriture, car dans les autres villages, la réalisation des peintures ne se rattache pas à un antécédent d'écriture de ce genre. Cette provenance de l'affiche est d'ailleurs confirmée par Francesco Del Casino, qui affirme à plusieurs reprises dans ses témoignages que les antécédents des murales sont bien les affiches produits par le Circolo: *"Les antécédents des peintures murales sont ces affiches réalisées dans les*

9. Tous les entretiens cités, initialement en italien, ont été traduits en français pour en faciliter la lecture au public francophone.
10. Voir illustration n° 8.

⮟ *8 : Orgosolo, Corso Repubblica (ex- Mairie) L : 3 m. H : 7 m. Peinture réalisée par Francesco Del Casino en 1976 et restaurée en 1984, en mémoire des luttes pour la libération des pâturages de Pratobello et du parc du Gennargentu. Texte écrits : Ce qui se passe à Pratobello, contre l'élevage et l'agriculture, est une provocation d'ordre coloniale. Il faut remonter à la période du fascisme pour retrouver un événement pareil. Pour cette raison je me sens solidaire avec les bergers et les agriculteurs d'Orgosolo qui résistent avec courage et si je n'était pas en mauvais conditions de santé, je serais parmi eux. Texte du télégramme de l'intellectuel et homme politique Emilio Lussu, juillet 1969.*



⮟ *7 : Il y a plus de soixante-dix villages en Sardaigne qui présentent des peintures murales, la plupart se trouvent dans les régions de Cagliari et Nuoro. On trouve ici une carte géographique de l'île avec les principaux villages concernés par le phénomène.*



années 68, 69 et 70, et qui ont été effectuées avec une technique assez rudimentaire, similaire à la sérigraphie".

L'affiche pour l'urgence, la peinture pour durer

Si les murales reprennent le format et les écrits des affiches politiques, il en va de même pour les modalités de réalisation : on peint comme on écrit, dans la nécessité de communiquer sur des faits d'actualité.

Dans plus d'un récit, l'affichage de ces actes d'écriture semble dicté par l'urgence : *"Ces affiches étaient ensuite placardées pendant la nuit sur les murs, afin que l'information puisse interpeller immédiatement tout passant. Ensuite le passage de l'affiche, qui pouvait facilement se détériorer, à la peinture sur mur, a été presque obligé".* Comme l'explique cet extrait d'entretien, l'urgence de ces écrits, est d'abord d'ordre temporel : le témoin souligne la nécessité d'agir dans la nuit, de réaliser une affiche et de l'exposer dans les plus brefs délais, pour la faire lire le plus tôt possible, à tout passant. La deuxième cause de cette urgence semble être liée à une exigence d'engagement dans l'information, un engagement que les membres du Circolo Giovanile d'Orgosolo s'étaient imposé.

L'affichage de ces actes d'écriture[11] était une façon d'agir, et on agissait dans l'urgence. Francesco Del Casino, a évoqué au cours des entretiens le fait que, parfois, la nécessité de donner une information était pour eux tellement urgente qu'il n'y avait même pas le temps de faire une affiche : dans ce cas, un article de journal traitant d'un sujet précis était affiché au mur.

L'idée première de cette action d'affichage, délibérément liée à l'actualité, était de répondre au coup par coup aux événements, comme le dit un ancien membre du Circolo dans ses mémoires : *"A cette époque, tout était mis au mur, tout était public, nos affiches étaient un peu comme les journaux muraux des chinois, les tatzupao je pense, voilà on avait pris l'inspiration un peu de ça aussi".*

La fonction et la durée des peintures murales, et non seulement leurs thèmes, semblent également ancrées dans l'actualité — un autre ancien membre du Circolo souligne à ce propos l'inutilité de conserver les murales une fois l'urgence passée, comme si l'action devait continuellement se renouveler : *"Les murales sont comme des affiches politiques, leur durée est liée à un moment précis d'actualité, il n'est pas important de le conserver une fois que l'urgence est passée".*

Ces énoncés sont des slogans qui fonctionnent dans une situation particulière au niveau de la dénotation, mais qui continuent en même temps à faire référence aujourd'hui. De cette façon, le slogan d'une lutte locale dépasse les frontières de proximité pour se lier à un mouvement plus large, ce qui était d'ailleurs l'ambition du Circolo Giovanile et qui motivait la diffusion[12] et la lecture d'ouvrages, textes, témoignages, documentations d'autres mouvements militants.

C'est dans ce sens qu'il faut également lire la récente apparition d'une peinture murale faisant référence à la lutte du Larzac[13], à côté de celle de Pratobello. Réalisée à l'occasion des 40 ans de Pratobello, le 19 juin 2009, cette fresque reproduit ce qui fut l'affiche-phare d'une autre lutte antimilitariste, qui en France a "fait histoire", celle du causse au-dessus de Millau.



9 : Orgosolo, Corso Repubblica. L : 1, 70 m H : 2 m. Peinture en hommage à la lutte du Larzac, réalisée par Tristan Favre, Vincent Leclerc et Christine Telen en juin 2009 à l'occasion à l'occasion des célébrations pour les 40 ans de Pratobello



10 : août 2007 . Orgosolo, Corso Repubblica. Les touristes se prennent en photo devant une fresque représentant la Sardaigne et situant le village d'Orgosolo dans l'île.



11 : juin 2009, Orgosolo, Corso Repubblica. Un groupe de touristes français se promène dans le rue du village et prend en photo la fresque en mémoire de la révolution française de 1789.

Francesca Cozzolino
Equipe Anthropologie de l'écriture, HAC-EHESS Paris. ■

Pour en savoir plus

■ Barnoux, Y., *Murales de la Sardaigne,* Collectif des éditeurs indépendants, Paris, 2001

■ Bragaglia, M. (sous la direction de) *Storia della Sardegna.* Villanova Monteleone : Soter, 1995

■ Chatel, F. et Popper, F., *L'art public: peintures murales contemporaines, peintures murales traditionnelles.* Damase, Paris, 1981

■ Calvet L. J., *La production révolutionnaire, slogan, affiches, chansons,* Payot, Paris, 1976

■ Circolo Giovanile di Orgosolo, *Sa lotta de Pratobello.* Orgosolo: Ouvrage polycopié, 1969

■ Cozzolino, F., "Les murs ont la parole : Sardaigne", *Le Tigre, n° 1,* 1997, pp. 50-55

■ Cozzolino, F., "Les peintures murales d'Orgosolo. Un exemple de prise de parole", in A. Mubi Brighenti, *The wall and the city / Il muro e la città / Le mur et la ville,* ProfessionalDreamers, Trento, 2009

■ Fraenkel B., *Les affiches de Mai : l'atelier populaire des Beaux Arts,* in "68, une histoire collective, (1962 - 1981)", sous la direction de P. Artières et M. Zancarini-Fournel, La Découverte, Paris, 2008

■ Fraenkel B., "Actes d'écriture : quand écrire c'est faire", in *Langage et société,* n° 121-122, sept-déc 2007, pp. 101-112

■ Manniron i, R. (1994) *Arte murale in Sardegna.* Cagliari : Incaspisano.

■ Merlini, P., "Un progetto di tutela per i dipinti", *La Nuova Sardegna,* 12 octobre 2006

■ Muggianu, P., *Orgosolo 68–70, il triennio rivoluzionario.* Nuoro : Studio Stampa, 1998

■ Le Lannou, M., *Pâtres et paysans de la Sardaigne,* Arrault, Tours, 1941 En italien : *Pastori e contadini di Sardegna,* trad. par M. Brigaglia, Ed. de La Torre, 2006

■ Rubanu, P. et G. Fistrale, *Murales politici della Sardegna.* Bolsena : Massari, 1998

■ Satta, G., *Turisti a Orgosolo.* Napoli : Liguori, 2001

■ Satta, G., "Maiali per i turisti" in V. Siniscalchi (sous la direction de) *Frammenti di economie.* Cosenza : Pellegrini, 2002, pp. 127-157

11. Voir B. Fraenkel, *"Actes d'écriture : quand écrire c'est faire",* in Langage et société, n° 121-122, sept.-déc. 2007, pp. 101-112.
12. Le Circolo Giovanile d'Orogosolo était équipé d'une bibliothèque comprenant des ouvrages de groupes militants nationaux et internationaux, et ils étaient abonnés à la plupart des revues gauchistes existantes.
13. Voir illustration n° 9.

Polyphonie sur les murs de Montevideo



L'usine de Botnia se trouve à Fray Bentos

Les images dont nous parlerons ici ont été prises à Montevideo, en 2007, à l'apogée d'un conflit entre l'Argentine et l'Uruguay à propos de l'installation d'usines de pâtes à papier. Elles sont le reflet d'un aspect très rarement abordé dans l'histoire de ce litige : celui des quelques secteurs uruguayens mobilisés contre l'implantation de ces usines, pour qui les murs auront été l'unique espace de visibilité et de communication "massive".

Tout commence en 2003, lorsque l'Uruguay autorise deux entreprises européennes (la finlandaise Botnia, et l'espagnole Ence) à construire des usines sur les berges orientales du fleuve Uruguay, frontière naturelle entre les deux pays (voir carte). Les Argentins se mobilisent immédiatement, notamment dans la ville côtière de Gualeguaychú, et dénoncent des risques écologiques pour le fleuve ainsi que leurs possibles conséquences sur le tourisme, secteur clé de l'économie locale. Des assemblées d'habitants s'organisent donc du côté argentin et coupent le pont qui relie les deux pays. Il y aura aussi de fortes mobilisations dans d'autres villes frontières, ainsi que des manifestations dans la capitale, soutenues par l'ensemble de la population comme par son gouvernement (représenté par Nestor Kirchner, puis par sa femme, Cristina Fernández de Kirchner). Malgré cela, Botnia entreprend ses travaux en 2005 et débute sa production en 2007. Le contentieux prend alors la dimension d'un véritable conflit géopolitique et implique l'intervention d'instances internationales (Cour internationale de justice de La Haye, tribunal du Mercosur, roi d'Espagne…). Puis, à force de tentatives des deux gouvernements pour apaiser les tensions, l'affaire finit peu à peu par se tasser, sans pour autant qu'une solution satisfaisante n'ait été trouvée. En 2009, les "assembléistes" argentins maintiennent la coupure régulière du pont, mais les médias et l'opinion publique se sont désintéressés du débat. Les relations diplomatiques reprennent lentement entre les deux pays voisins.

En Uruguay, le processus d'installation des usines avait débuté sous un gouvernement libéral (celui de Jorge Batlle, du Partido Colorado), et avait d'abord provoqué le rejet de l'opposition, notamment des syndicats et d'une partie du Frente Amplio — la coalition de gauche au pouvoir depuis 2004 —, déployant des arguments écologistes et antilibéraux. Cependant, lorsqu'il accède au gouvernement, le président Tabaré Vázquez (représentant du même Frente Amplio) annonce que les usines seront construites comme prévu. Botnia et Ence représentent les plus importants investissements financiers de toute l'histoire du pays et sont nécessaires au gouvernement pour remplir sa principale promesse électorale : la réduction de la pauvreté. Cela justifie, à ses yeux, la continuité de certaines politiques économiques et industrielles, sans soulever de contradictions. Ainsi, le sujet des usines ne deviendra médiatique que face à la mobilisation des Argentins et la coupure du pont ; le pays se soude alors derrière son gouvernement et défend largement l'implantation des usines étrangères. En effet, le différend a réveillé un nationalisme passionné dans les deux pays ; côté uruguayen, la population soutient les *papeleras*[1] car elles sont présentées comme une importante source d'emplois pour une région peu

1. *Papeleras* veut dire "usine de papier". Les usines dont il est question fabriquent en réalité de la cellulose, mais la population et les médias utilisent ce terme, plus courant que celui de *pasteras* ("usine de pâte à papier"), qui serait plus approprié. Nous garderons ici son appellation populaire.
2. Pour des définitions des différents types d'inscriptions murales, voir introduction du dossier.
3. Il faut préciser que la résistance contre les usines est essentiellement menée par quelques ONG écologistes, en particulier les organisations *Guayubirá et Motvides*, mais travaillant surtout dans la zone côtière, elles n'eurent aucune visibilité dans la capitale.



1. *Les pintadas, les unes sur les autres, forment un palimpseste où l'on peut suivre le dialogue entre les différents partis. Ici « no más continuismo », dont on ne voit plus la signature, et en-dessous : « la forestación da trabajo a mucho gente », signé par la brigade Palo y palo de la liste 15 du Partido Colorado.*



2. *Fresque "sauvage" réalisée en 2008 par Soalon, un des nombreux artistes de rue de Montevideo. "La celulosa es muerte".*

industrialisée, et parce qu'elle fait confiance aux études réalisées qui affirment un très faible risque de pollution. La mobilisation argentine est vécue comme une ingérence politique, une atteinte à la souveraineté nationale.

Un espace de dialogue inédit

Je travaille sur les différentes formes d'inscriptions murales de Montevideo ; le thème des *papeleras,* tel qu'il s'est manifesté sur les murs de la ville, me sert alors d'exemple pour décrire différentes modalités d'expression (formes, langages, imaginaires) du politique dans l'Uruguay contemporain. Il permet d'envisager les murs comme un espace de communication particulièrement riche où se côtoient des organisations de tous bords, en un dialogue qu'on ne trouvera dans aucun autre média.

Sur les murs donc, quelques voix s'élèvent contre les *papeleras,* mettant en exergue des préoccupations environnementales (liées à la pollution du fleuve et au développement de la production d'eucalyptus qui alimentent l'usine) ainsi que des revendications anti-impérialistes. Secteurs organisés et individus s'expriment, arborant différents discours militants (des plus institutionnels au plus alternatifs), des répertoires symboliques forts et mobilisés parfois à des fins contraires.

Pintadas, graffitis, *murales* et pochoirs[2] ont donc été utilisés pour dénoncer les usines de cellulose et, quelquefois, pour les soutenir. Ces différentes formes d'inscriptions — textes, images, ou conjonction des deux —, témoignent de l'occupation particulière et très prégnante de l'espace public à Montevideo. Une campagne spontanée, émanant de différentes sphères sociales et politiques, a ainsi permis de rompre certains tabous et de souligner quelques-uns des nombreux paradoxes pesant sur l'histoire des *papeleras.*

Des arguments surtout écologistes

"2006, cellulose : le chemin vers la pollution de l'eau, de la terre et de la vie", (voir photo 7), les *pintadas* qui condamnent les *papeleras* portent, en premier lieu, un argument écologique[3]. Elles sont signées par des organisations politiques de la gauche radicale qui, bien que membres de la coalition gouvernementale[4], n'hésitent pas à marquer leur désaccord avec les décisions centrales. La *pintada* sert parfois à convoquer le peuple à des actes, des réunions ou des manifestations (il y en aura quelques-unes contre les *papeleras,* mais elles auront mobilisé peu de monde) et dans certains quartiers, des collectifs se créent, tentant d'ouvrir le débat : *"samedi 12, assemblée ouverte. Thème : usines de cellulose. Non aux usines de la mort. Oui à la vie".* On retrouve les mêmes mots, *"la cellulose c'est la mort",* accompagnant un arbre d'eucalyptus ensanglanté, sur une fresque sauvage[5] signée par Soalon, un des nombreux artistes de rue de Montevideo (voir photo 2). Le langage politique, toujours symbolique et souvent empreint de pathos, fonde son discours sur l'évocation de la vie et de la mort, des items récurrents qui renvoient aux enjeux les plus profonds ou transcendants du débat en question. Les *murales* peuvent être individuels ou collectifs, plus ou moins organisés et officiels : sur la photo n° 3, une autre fresque réalisée par une association sur un des murs qui bordent le Palais législatif, zone d'ordinaire occupée par les *pintadas* partisanes. Les différents genres d'inscriptions se confondent parfois et se relaient sur les mêmes murs, exprimant sous diverses formes les mêmes préoccupations. Sur la fresque, les dessins enfantins et colorés contrastent avec les textes qui les légendent, tristes prédictions sur un ton plus direct que celui des brigades[6] : *"elle contamine, la planète s'extermine", "la Finlande ne contrôle ni dioxines ni furannes", "pêche artisanale morte", "maladie, cancer, malformations, allergies", "monoculture : appauvrissement du sol",* etc.

Pour revenir aux *pintadas,* le seul groupe politique organisé s'étant manifesté sur les murs en faveur des usines est un secteur d'extrême droite (une branche du partido colorado). Un de ses

4. Le gouvernement de Tabaré Vázquez représente le parti Encuentro Progresista-Frente Amplio, un front qui réunit lui-même de nombreux partis et courants idéologiques, de la gauche la plus radicale à la plus modérée. En dehors des élections présidentielles, chaque groupe possède ses propres listes et représentants et influe plus ou moins dans les décisions gouvernementales.

5. Voir introduction du dossier.

6. Les personnes chargées de faire les *pintadas* sont organisées en brigades, chaque parti politique en compte une ou plusieurs selon ses groupements internes.

7. *Mandinga* veut dire "diable" ou "démons" dans plusieurs régions d'Amérique latine.

8. Pour le moment, ce traité n'a pas abouti. Ce type de traités commerciaux, tout comme le conflit dont nous parlons, contribue à la fragilité du Mercosur, l'alliance économique et politique de la région sud-américaine entre l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay.

3. *Fresque associative dont la signature était recouverte par une pintada. Elle a longtemps occupé trois murs proches du palais législatif.*





4. "Por la plata baila el mono-cultivo", graffiti anarchiste sur le mur d'un lycée.

D.R.

5. "Botnia se quemó ¡Cosa de Mandinga!"



D.R.

6. "Bienvenidos Botniolandia". www.elmundoalreves.org.



D.R.

murs dit : *"la forestation donne du travail à beaucoup de gens"* (au centre de la photo n° 1). Les mots gardent une consonance écologiste, l'évocation de la forêt évinçant tous les méfaits d'une production incontrôlée d'eucalyptus. Par ailleurs, le slogan semble répondre à celui d'un autre parti, inscrit juste au-dessus. *"Non au continuisme"* dénonce en effet la continuité des politiques économiques menées par les gouvernements successifs, notamment en ce qui concerne la sylviculture et les accords avec l'étranger. Les brigades jouent ainsi avec les termes, dialoguent sur les mêmes murs, reprennent ou détournent d'autres slogans, formant un réseau intertextuel assez complexe.

Un pays productif ?

Une ambiguïté se trouve par exemple dans l'idée de "pays productif", un des grands slogans de la campagne du Frente Amplio de 2004, souvent repris dans le débat autour des usines. L'idée de production pouvant contenir des visions contradictoires, il aura été utilisé pour ou contre celles-ci. Alors que, pour le gouvernement et l'opinion publique, les usines entrent de plain-pied dans la construction du "pays productif ", des appels à manifestation disent pourtant : *"Non aux fabriques de cellulose. pour un pays productif"* (photo n° 8) prônant une autre forme de production, qui ne reposerait pas sur l'épuisement de ressources naturelles. La formule apparaît aussi, ironiquement, dans un graffiti anonyme : *"Uruguay, pays productif de pollution et de mort"*.

Au-delà de la *pintada,* les graffitis et pochoirs s'inspirent ainsi les uns des autres, se donnent la réplique et se caricaturent, alimentant la créativité et les jeux de sens. Les exemples les plus virulents et les plus originaux que j'ai trouvés sont des graffitis anarchistes, des formules courtes : *"Botnia biopirates",* par exemple, ou des jeux de mots plus complexes. *"Por la plata baila el monocultivo"* (photo n° 4) est tiré d'une expression toute faite : *"por la plata baila el mono"* (pour de l'argent, le singe danse) ; mais le *"por la plata"* peut aussi se comprendre comme *"dans la région de la plata",* celle du *Rio de la Plata* dans lequel se jette le fleuve Uruguay, donnant finalement une phrase poétique qui dirait : *"sur le Rio de la Plata danse la monoculture"*. Les graffitis usent d'un langage familier et populaire, ils sont pétris d'éléments culturels qu'il faut connaître ou apprendre à déchiffrer pour les comprendre. Sur la photo n° 5, le graffiti annonce que l'usine finlandaise aurait brûlé, et que cela serait lié à une affaire de diables, de mauvais esprits… *"Botnia a brûlé. Affaire de mandinga"*[7], une annonce fausse bien sûr, qui suinte un humour acide et désabusé, caractéristique des murs de Montevideo.

La souveraineté nationale et l'anti-impérialisme sont l'autre grand sujet lié à ce conflit et porté sur les murs. Là encore, des notions polysémiques sont évoquées de façon différentes, pour ou contre les *papeleras.* Si l'opinion publique se défend de l'Argentine et de sa position "agressive", les murs dénoncent plutôt les firmes étrangères occupant le territoire national à leur unique profit (la cellulose produite en Uruguay est ensuite envoyée en



7. *Extrait d'une pintada de la Corriente de Izquierda, un des seuls groupes internes du Frente Amplio à s'être positionné par rapport aux usines.*

Finlande, où elle est transformée en papier et vendue sur place). La plupart des inscriptions désignent donc plutôt la Finlande et l'Espagne ainsi que les organismes internationaux impliqués dans le processus, la Banque mondiale notamment. Dans le centre-ville, une *Pintada* s'adresse au gouvernement : *"Tabaré : notre ennemi c'est Bush, pas le peuple argentin"*. Ici, le texte sous-entend que le gouvernement se trompe d'ennemi et, derrière l'évocation de Bush, dénonce les négociations alors en cours entre les Etats-Unis et l'Uruguay, pour la signature d'un traité de libre-échange[8]. Le mur fait alors le lien entre différents événements politiques et leur donne une cohérence, une autre intelligibilité. Derniers exemples : *"Bienvenus à Botnioland"* (photo n° 6), le pochoir d'une organisation anticapitaliste, ironise sur une sorte d'occupation étrangère, ou enfin, un graffiti plus classique et universel, nomme une autre réalité des usines délocalisées : *"Non aux multinationales"*.

Dans l'histoire des *papeleras,* les murs n'auront pas représenté l'opinion générale, ni donné la température sociale (ce qui est parfois le cas). Ils auront par contre témoigné de l'existence d'une vision alternative du conflit. Des groupes ou des individus s'expriment ainsi sur des murs qui sont encore, en Uruguay, des zones libres et non contrôlées, des espaces de visibilité pour les positions marginales, absentes des autres médias, qui permettent de maintenir un réel dialogue dans l'espace public. Emanant de cultures politiques bien différentes, mobilisant des langages et des symboles forts pour réordonner le monde, les opposants aux *papeleras* ont mené une campagne polyphonique et spontanée, suffisamment visible pour que les citoyens aient à en prendre acte.

Pour terminer, j'interrogerais l'absence de toute position "officielle" vis-à-vis des usines, sur des murs où la vie politique est souvent commentée. La plupart des groupes internes au Frente Amplio ne se seront pas positionnés sous la forme populaire de la *pintada,* ni pour ni contre les *papeleras ;* cette absence de réaction souligne elle aussi la contradiction idéologique que suppose l'implantation de telles usines, pour un gouvernement qui se définit comme écologiste et antilibéral ; un discours non soutenable traduit ici par du silence.

Ariela Epstein ■

8. *Pochoir pour appeler à une manifestation contre les papeleras : "por un país productivo", « no a la fábricas de celulosa, 27/5 Todos a plaza Libertad ».*



Pour en savoir plus

■ Gatti Daniel, "Cellulose : paradoxes et absurdités dans le conflit argentino-uruguayen", *RISAL,* 11 mai 2006, consulté le 12/11/2008, http://risal.collectifs.net/spip.php?article1752

■ Garavaglia Juan Carlos, Merklen Denis, "Las dos márgenes de un problema", dans *NuevoMundo Mundos Nuevos,* dossier "El conflicto de las papeleras entre Uruguay y Argentina", le 21 janvier 2008, consulté le 17/10/2008, http://nuevomundo.revues.org/index17383.html

■ Irigoyen Eduardo, "Papeleras y los conversos del Frente Amplio", *Indymedia Uruguay,* 26 janvier 2006, consulté le 23/06/2009, www.uruguay.indymedia.org

■ Molard Gautier "Le conflit des *papeleras* entre l'Argentine et l'Uruguay, et maintenant... ? Relations diplomatiques et mouvements environnementaux : les enjeux actuels du contentieux (2008 - 2009)", mémoire de master IPEALT, sous la direction de Martine Guibert, université Toulouse II-Le Mirail, 2009.

■ Zibechi Raul, "Argentina, Uruguay : la militarisation de la guerre du papier", *América Latina en Movimiento,* le 15 février 2007, consulté le 25/10/2008, http://alainet.org/active/15628.

Pascal Pragnère

"Herriak bizi behar du" : Le peuple a besoin de vivre

Peintures de guerre Irlande du Nord, Pays basque

On trouve une densité extraordinaire de peintures murales dans des zones de conflit. Le support est "naturellement adapté" à ces situations. Il est visible, peu coûteux et solide.

Résistant, le support mural permet qu'un message soit vu longtemps, compris, assimilé et mémorisé. L'auteur peut donc investir davantage dans l'élaboration de la représentation artistique, ce qui renforce d'autant plus l'efficacité du message. En revanche, la réalisation demande du temps, ce qui implique qu'elle ait lieu dans un environnement plutôt sécurisé.

Les peintures murales les plus connues sont celles d'Irlande du Nord, mais il en existe aussi beaucoup au Pays basque, où un conflit violent subsiste encore.

Généralement reléguées au rang de curiosités[1] ou de mode d'expression spécifique des communautés, ces représentations sont bien plus que de simples illustrations ou commentaires de l'actualité du conflit : elles ont un rôle actif dans les processus de conflit. Elles ont aussi une histoire différente selon les acteurs qui les ont installées.



Domination politique et occupation de l'espace public

En Irlande du Nord, les peintures murales loyalistes apparurent au début du 20e siècle avec le mouvement de résistance unioniste (pour l'union avec la Grande-Bretagne) au *Home Rule* (pour l'indépendance de l'Irlande). C'est à cette époque qu'ont surgi des représentations murales du roi protestant King Billy[2], victorieux des armées catholiques de James II[3] lors de la bataille de la Boyne, le 12 juillet 1690 (photo 1), et de symboles d'allégeance à la couronne britannique. Tout en affirmant l'unionisme des protestants, ces peintures étaient déjà une assertion de propriété sur l'espace public physique et symbolique : la domination protestante s'exprimait par l'impossibilité pour les

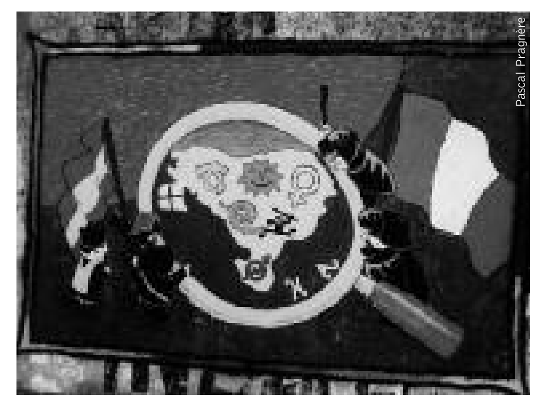


1 : King Billy, victorieux à la bataille de la Boyne.

1. Attrait touristique depuis le développement du processus de paix : des ***Political Tours*** sont organisés à Belfast, visites guidées des lieux symboliques du conflit et tour des peintures murales. Ces *Political Tours* sont possibles en plusieurs langues — anglais, français, espagnol et … euskera, langue basque — soulignant ainsi l'intérêt porté par les Basques au conflit en Irlande du Nord, intérêt d'ailleurs réciproque. On peut trouver les coordonnées pour ces visites sur l'excellent site d'Alain Miossec consacré aux peintures murales en Irlande du Nord : ***http://muralsirlandedunord.over-blog.com/***
2. Guillaume d'Orange
3. Jacques II



2 : "You are now entering free Derry" : Vous entrez dans le libre Derry



3 : Euskadi a la loupe



4-1 : "Loyalist Cuchulainn 1" : Cuchulainn loyaliste (UDA)

catholiques de revendiquer l'égalité avec les mêmes outils, et par un balisage du territoire. La peinture murale exprimait ostensiblement que tel territoire était un territoire "britannique" ou "protestant", bien plus qu'un territoire "habité en majorité par des britanniques ou protestants". En ce sens, elle exprimait déjà des rapports de forces et une revendication de domination d'une communauté sur l'autre. Cette domination fut d'ailleurs traduite, sur le plan législatif, par le *Flags and Emblems Act* (1954), qui interdisait le déploiement de drapeaux et symboles irlandais en Irlande du Nord. Les premières explosions de violence précédant les *Troubles* furent les émeutes dites *"Tricolour Riots"* (1964), lorsqu'à l'occasion des élections à Westminster, les troupes britanniques intervinrent violemment pour faire retirer un drapeau irlandais déployé sur un local nationaliste.

Jusqu'au développement du conflit et aux transformations des rapports de forces dans les années 1970-1980, on ne trouve que de très rares *"murals"* républicains ou nationalistes (irlandais). Un des premiers, le fameux *"You are now entering free Derry"* fut peint à l'entrée du *Bogside,* quartier de Derry, pendant les émeutes qui marquent le début du conflit en 1969. Cette fresque date symboliquement le début de la révolte de la communauté catholique irlandaise qui sanctuarisa ce quartier et se soustrait symboliquement à l'autorité et au système de ségrégation de l'"Etat protestant" (photo 2).

Mais la réelle multiplication de *murals* se situe à la charnière des années 1979-81, au moment du mouvement de protestation des prisonniers républicains irlandais pour le maintien du statut de prisonniers politiques, mouvement qui culmina en 1981 avec la mort de 10 détenus en grève de la faim, dont Bobby Sands, qui fut élu député avant de mourir, face à l'intransigeance de M. Thatcher.

Au Pays basque, les peintures murales se multiplièrent aussi à partir des années 1980. Après la mort de Franco en 1975, et la période de "transition" qui installa la démocratie en 1978 avec sta-



4-2 : Cuchulainn républicain

tuts d'autonomie (celui de la Communauté autonome basque fut voté en 1979), la répression à l'encontre des nationalistes basques ne faiblit pas, et ces derniers ne cessèrent pas leur lutte. Elle fut constitutionnelle pour les uns, et l'ETA, groupe armé du mouvement de libération nationale, ne déposa pas les armes. Mais en démocratie, le combat nationaliste radical, toujours confronté à répressions, tortures et guerres sales (GAL), avait besoin d'une nouvelle dynamique qui passait nécessairement par le développement d'un nouvel essor de mobilisation pour changer les rapports de force entre nationalistes et pouvoir, et justifier la poursuite de la lutte violente.

Dans les deux pays, les années 1979-81 furent les plus violentes ; dans ce contexte, l'émergence des peintures murales correspond à une nouvelle



5 : "askatasuna saoirse" : "liberté" en basque (askatasuna) et en irlandais (saoirse) ; au-dessus : "deux peuples, une lutte", également dans les deux langues.



6 : "Palestine en avant ! Liberté pour les palestiniens, boycott des produits israéliens"

phase du conflit. Au-delà de la lutte pour la réappropriation de l'espace public, elle porta d'autres dynamiques proches du cœur du conflit.

Représentations et guerre des symboles

Bien que les peintures murales soient en apparence très diversifiées, les thèmes récurrents sont assez peu nombreux. Les plus fréquentes représentent des événements et personnages historiques : par exemple Cuchulainn, personnage mythologique, y fait l'objet de conflits de propriété. Célébré par les catholiques pour avoir défendu l'Irlande contre les envahisseurs, il l'est par les unionistes pour avoir défendu l'Ulster contre les Irlandais.

D'autres peintures expliquent des événements plus récents comme le *Bloody Sunday,* les assassinats ciblés, revendiquent l'arrêt de la torture ou de l'emprisonnement… Ces références internes à la phase contemporaine du conflit y sont historicisées, transformées en références historiques et culturelles par le style identique de représentation et par la fusion avec d'autres événements historiques. Les références culturelles ou religieuses sont nombreuses : traditions, citations, langue, sports, emblèmes, associations de drapeaux et divers symboles. Scènes violentes, exhibition d'armes, hommes ou femmes en armes et menaçants, justifiant l'usage de la violence et évoquant en même temps le contrôle des environs par les paramilitaires. Des représentations violentes sont souvent associées à des mémoriaux en l'honneur des combattants morts au combat. Enfin, des expressions de solidarité internationale mettent en parallèle divers conflits à travers le monde, expressions de la similitude de situations du type *"Two nations, one struggle"*, ou encore *"Our struggle – your struggle"*[4]. Elles évoluent en fonction de l'actualité ; certaines, comme le Pays basque ou la Palestine, sont constamment présentes. Ces représentations situent le conflit dans le cadre des mouvements de décolonisation, afin de légitimer la lutte et d'en justifier les moyens. Si ce rapprochement est historiquement acceptable dans le cas de l'Irlande du Nord, c'est plus difficile à valider historiquement dans le cas du Pays basque. Mais pour fonctionner, le discours nationaliste n'a pas besoin de vérité historique.

Fonction commune de ces expressions

Tout d'abord, au-delà du marquage du territoire, le support mural rend le message et la célébration permanents : la revendication identitaire n'a plus lieu uniquement le jour des célébrations habituelles, mais s'inscrit dans la durée[5]. Elle est intégrée dans le quotidien et banalisée. Ce rappel perpétuel de l'appartenance nationale a un double effet : il renforce le sentiment d'appartenance à un groupe et donc la polarisation des communautés, et par conséquent il renforce la structuration verticale de la société (communautés plutôt que classes sociales), produisant exclusion et homogénéisation ethnique.

Ensuite, les peintures murales rendent présentes les références passées (événements historiques ou plus récents, personnages historiques ou mythologiques, héros, martyrs et combattants), et dans le même temps, historicisent des événements récents, pour inscrire la lutte contemporaine dans une logique historique. L'actualité s'inscrit aussitôt dans la mémoire, et est intégrée dans les répertoires de construction de la mémoire. Le rendre-présent inscrit la logique de l'engagement dans une continuité historique : s'engager ou soutenir, c'est rester fidèle aux objectifs des anciens. Ne pas le faire, c'est bafouer leur mémoire. De plus, par leur nombre, les murals harmonisent les références et produisent un socle standardisé qui correspond aux objectifs du mouvement. Ces réservoirs de références identificatoires sont rendus visibles et disponibles à tout moment pour la mobilisation nationaliste.

Ces fonctions font des représentations murales bien plus que des instruments de propagande. Comme le souligne Bill Rolston[6] dans ses divers travaux, les murals constituent des "armes déterminantes" dans la guerre de propagande. Elles jouent aussi un rôle important dans les dynamiques du conflit.

Au cœur de la dynamique du conflit

Ces peintures murales constituent un ensemble chargé d'une fonction de mobilisation à destination d'une communauté. Elles rendent disponible toute une palette de références identificatoires, et construisent une représentation du monde et du conflit, une image mentale qui fait autorité comme unique grille de lecture des rapports sociaux : colonisation, oppression du peuple irlandais ou du peuple basque, sentiment d'être abandonné pour les unionistes, libération des prisonniers politiques, événements fondateurs, culte des héros, racines

4. "Deux nations, un même combat"; "notre combat – votre combat", dans lesquels on ne sait pas forcément qui établit les termes de la comparaison.
5. Voir Neill Jarman, "Painting Landscapes : The Place of Murals in the Symbolic Construction of Urban Space", in Symbols in Northern Ireland, edited by A. Buckley. Belfast : Institute of Irish Studies, Queen's University, 1998
6. Auteur de nombreux ouvrages, à lire entre autres : Bill Rolston, Drawing Support 2 : Murals of War and Peace. Belfast : Beyond the Pale Publications, 1995 et Politics and Painting : Murals and Conflict in Northern Ireland. Cranbury, NJ : Associated University Presses, 1991



Alain Miossec

7 : "free Ireland" : Irlande libre

historiques du conflit, racines mythologiques de l'identité, culture menacée… Chaque communauté se représente comme résistant à une menace d'extinction, devant protéger sa culture et son identité des politiques d'acculturation... Position de victime, puis de rebelle contre un ordre imposé. Cette situation est expliquée par des références historiques ou par des faits contemporains intégrés comme pièces de mémoire historique. Le passage d'événements vécus au statut d'événements historiques permet de donner le sentiment à la population qu'elle participe à un processus dans lequel le rôle qu'elle joue est exemplaire. La glorification de héros, ou de prisonniers célèbres remplit la même fonction : le prisonnier ou le leader devient un personnage historique, une référence ou un modèle identificatoire dès lors que son portrait est représenté sur les murs.

La mémoire est ainsi renouvelée et actualisée par de nouvelles références produites au cours du conflit, qui viennent lui donner plus de prise sur le présent et davantage de pouvoir mobilisateur. Le conflit se développe ainsi en partie sur une dynamique interne et autogénérée. De plus, les références externes au conflit (solidarité internationale ou similitude de situations) renforcent cette dynamique. Comme les références historiques, elles n'ont pas besoin d'être vraies pour être utilisées et efficaces. Ainsi, on trouve chez les nationalistes irlandais et basques des représentations qui identifient les conflits du Pays basque et de l'Irlande du Nord l'un à l'autre, aussi bien qu'à un nombre d'autres situations : Palestine, Indiens d'Amérique, Afrique du Sud, Catalogne, Cuba, Nicaragua, Salvador… souvent assez confusément, l'idée centrale étant celle d'un peuple luttant pour sa dignité et son indépendance.

Ces comparaisons permettent de mettre en valeur le statut de victime, de montrer l'injustice subie et la disproportion de la puissance dominatrice, de susciter des réactions d'intérêt médiatique et de soutien (opinion, réseaux). Elle fait comprendre aux acteurs locaux que leur combat n'est pas isolé et qu'il est légitime, de même que les moyens utilisés.

Bien sûr, les peintures murales ne sont pas le seul moyen de diffusion de ce message mais, par leur puissance visuelle et l'accès immédiat et permanent au discours qu'elles favorisent, elles sont un complément providentiel au discours politique. Elles permettent d'alimenter la mémoire collective en rendant les réservoirs de ressources identificatoires immédiatement disponibles et accessibles. Par leur utilisation de références internes et externes au conflit, elles légitiment le combat nationaliste, le sortent de son isolement, et justifient les moyens employés, dont l'usage de la violence.

Depuis l'arrêt de la violence en Irlande du Nord, de nouveaux types de peintures murales sont apparus, supports d'un discours non communautariste et non violent, voire injonctions au civisme, prévention contre l'usage de stupéfiants ou pour la sécurité routière. Des peintures ont aussi été réalisées conjointement par des artistes des deux communautés, ouvrant peut-être la voie à une nouvelle dynamique.

Pascal Pragnère ■



Rafa

8 : "lutxi gora eusko gudarriak" : Hommage à Lutxi, militante de l'ETA



Alain Miossec

9 : "Remember the hunger strike" : Souvenez-vous de la grève de la faim



Pascal Pragnère

10 : "Kill your speed, not a child" : Tuez votre vitesse, pas un enfant

Pour en savoir et en voir davantage :

Site d'Alain Miossec : http://muralsirlandedunord.over-blog.com/

Site des peintres du Bogside : www.bogsideartists.com

People's Gallery : http://cain.ulst.ac.uk/bogsideartists/peoplesgallery/index.html

Museum of Free Derry : www.museumoffreederry.org

Remerciements à Rafa, gestionnaire du site http://muralespoliticos.blogspot.com/

Du Vert dans les oreilles

Christian Arnaud
Que sont devenus nos idéaux ?

Christian s'est installé en Corrèze il y a 30 ans, après des études à Paris. Imprégné par les valeurs soixante-huitardes de l'époque, il a effectué comme beaucoup d'autres un « retour à la terre » sur quelques hectares, avec des amis et des envies de liberté. Mais depuis les choses ont bien évolué. Christian gère aujourd'hui une structure de 54 ha et un troupeau de 170 chèvres. Deux employés travaillent avec lui et quatre types de fromages sont expédiés chaque semaine à Rungis. Une question nous taraudait alors pendant notre semaine passée chez lui : que sont devenus les idéaux et les valeurs qui l'animaient à ses débuts ?


D.R.

« Je ne crois pas avoir vendu mon âme au diable »

« L'objectif a toujours été d'avoir une ferme. On s'est installé en communauté avec 25 chèvres, l'envie d'être en autarcie, on faisait notre jardin... c'est des très beaux souvenirs. Mais quand tu te confrontes à un quotidien un peu régulier, tu vois qu'il faut faire pâturer les chèvres, acheter de l'aliment... Tu as besoin de te professionnaliser et tu te dis qu'il faut agrandir un peu. On n'a pas vu qu'on devenait de futurs gros agriculteurs : ça s'est fait d'une manière naturelle, sans abandonner nos idéaux. C'était vraiment la même chose, qui a grandi au fur et à mesure. »

Dès son installation en 1984, l'agriculteur rejoint le réseau des CIVAM (Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural) pour mettre en place un circuit de vente de produits fermiers. Ce mouvement d'éducation populaire, né dans les années 1950, regroupe des acteurs ruraux qui souhaitent réfléchir sur la durabilité d'initiatives rurales. Christian y découvrira la notion d'agriculture durable, basée sur une recherche d'autonomie maximale et des techniques comme la gestion de l'herbe ou le bois-énergie. Cette démarche de progression sociale, environnementale et économique n'a jamais été abandonnée par le producteur, encore très impliqué au Conseil d'Administration du CIVAM-Corrèze.

L'agriculture durable : une longue marche

Christian est fier d'avoir ainsi pu créer deux emplois et de pouvoir désormais vivre dignement de son activité. Son exploitation est quasiment autonome sur le plan alimentaire (seules 15 t. de céréales achetées en 2008). Sur le plan énergétique, l'installation d'une chaudière à plaquettes a réduit la facture d'électricité de 30%. « Je m'aperçois que mon outil tient la route au niveau économique et social. J'ai à m'améliorer sur le troisième pilier : l'environnement. Mais l'agriculture durable est une longue marche et si je veux que cet outil perdure, il faut maintenant que je sache donner ». En effet la retraite approchant, Christian se concentre depuis peu sur la reprise de son outil et cherche un jeune avec qui s'associer, pour persévérer dans la démarche qu'il a initiée. Mais dans une zone comme la Corrèze, les jeunes repreneurs ne se bousculent pas au portillon. Un essai a déjà été conduit avec un jeune et s'est soldé par un échec.

« Il voulait être propriétaire et je n'étais pas encore prêt à vendre. J'avais eu ce virus, je me sentais à la tête d'un patrimoine et ça a été ma première erreur. A partir de là, il s'est un peu démotivé... » explique Christian. « Je me suis attaché à mes hectares. J'y mettais tout ce que je pouvais, j'en connais tous les moindres recoins. Il y a un sentiment d'appartenance...» L'agriculture durable, c'est aussi ça : un réel lien affectif avec la terre, développé au fil de cette longue marche commune. Christian sait qu'avec son prochain associé, il faudra qu'il se force à donner encore plus de lui-même. Et que cela passera par la cession d'une partie de ses terres à une nouvelle génération.

Goulven Maréchal et Alexis Lis

Vous pouvez écouter l'entretien effectué sur ce lieu sur : *www.duvertdanslesoreilles.fr.*

■ Christian Arnaud, La Gare, 19550 Saint Hilaire Foissac. theo.arnaud@orange.fr

Médias

■ **Territoires,** *Adels, 1, rue Sainte-Lucie, 75015 Paris, www.adels.org.* La revue mensuelle vient de fêter ses 500 numéros. Autour du thème central de la démocratie locale, elle présente de nombreuses initiatives institutionnelles et associatives.

■ **Timult,** nouvelle revue paraissant trois fois l'an qui mêle récits, analyses et critiques dans une perspective féministe et révolutionnaire. Elle s'articule autour de plusieurs temps : des récits explorant des vécus politiques de manière subjective, des réflexions stratégiques n'ayant pas peur de parler à la première personne, des "fragments et racontars" qui reviennent sur des luttes passées pour irriguer le présent, des controverses qui osent mettre les pieds dans le plat, une partie "érotico-politique" car "que nous le voulions ou non, ça nous travaille et ça nous transforme", des brèves enfin. La revue, joliment présentée sur 40 pages, est à prix libre. L'équipe de *Timult* se propose de passer dans votre région pour des rencontres de vive voix. On ne peut les contacter pour l'instant que par internet : *timult@riseup.net.*

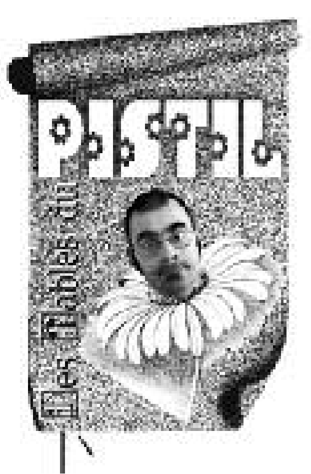
■ **Alternatives économiques,** *HS n°83, 4e trimestre 2009,* spécial *L'économie durable.* Un intéressant rappel historique des théories économiques en lien avec le "durable" et des ouvertures sur le futur... et les alternatives à la croissance.

Du bio à la cantine, mode d'emploi

Le WWF, fonds mondial pour la nature, a publié fin novembre 2009 une brochure destinée aux élus locaux leur expliquant comment introduire progressivement les aliments bio dans les cantines scolaires ou autres. Réalisée avec le concours du Syndicat national de la restauration collective, la brochure a été distribuée à tous les maires de communes de plus de 5000 habitants ainsi qu'aux parlementaires. *WWF-France, Bois de Boulogne, 1, carrefour de Longchamp, 75016 Paris, tél. : 01 55 25 84 84.*

Changer de banque

La société coopérative *La Nef* développe peu à peu les différentes activités d'une banque. Elle est actuellement en négociation avec des partenaires italien et espagnol pour former la future *Banque européenne éthique.* Elle a organisé tout au long de l'automne 2009 des réunions décentralisées pour en débattre avec ses 25 000 sociétaires. La transformation en banque devrait permettre à tout le monde de la rejoindre. Ceci devrait être en plus facilité par la nouvelle législation entrée en vigueur le 1er novembre 2009 qui précise qu'en cas de changement de banque, c'est la nouvelle banque qui est chargée de faire toutes les démarches pour assurer la transition. *La Nef, 114, boulevard du 11-Novembre-1918, 69626 Villeurbanne Cedex, tél. : 0 811 90 11 90, www.lanef.com.*



Pistil

L'artiste Pistil se présente comme un chansonnier "bio". Il propose des chansons et des fables relookées en fonction de l'actualité écologique. Hymne au travail, avenir du Rmiste, danger de l'ortie (et pas des OGM), etc. Idéal pour ouvrir une soirée militante ! Pour le contacter : *lepistil@free.fr, tél. : 06 82 92 46 14, http://lepistil.free.fr.*

Saône-et-Loire

Pépète lumière

L'association *Pépète lumière* est née en juin 2009 pour favoriser la rencontre entre tous les arts et la nature. Elle veut que l'expérimentation soit à la base des projets, que les artistes échangent entre eux/elles, que les œuvres soient en lien avec les sites, que les habitants de ces sites en profitent et que des gens viennent et reviennent parce que cela leur a plu ! *Pépète lumière* essaie de créer localement une Amacca, l'équiva-

Vivre en colocation

Questionnaire

Entre les projets d'habitat collectif et d'éco-village qui demandent souvent des fonds importants et des années de mise en place, et les squats qui remettent en cause la propriété mais impliquent d'accepter de vivre dans une précarité permanente, nombreux sont ceux et celles qui ont choisi une voie médiane pour vivre en collectif : la colocation. Cette formule reste incluse dans les filets de l'économie et ne permet pas une autonomisation satisfaisante, mais elle a l'avantage d'être plus facile d'accès financièrement et plus rapide à mettre en place. Au-delà des colocations étudiantes classiques, nombreux sont ceux qui tentent par là de vivre une aventure collective mettant en pratique les valeurs politiques ou écologiques dont ils sont porteurs.
S!lence se propose d'explorer ce territoire en interrogeant ses acteurs sur les pratiques qu'ils mettent en place et les difficultés qu'ils rencontrent. Vous pouvez nous envoyer vos réponses à ce questionnaire soit sur papier libre, soit via internet à l'adresse suivante : *cohabiter@revuesilence.net* et ceci avant le 15 avril 2010. Les réponses devraient être présentées dans notre numéro de septembre 2010.

1. décrivez la configuration de votre collectif : nombre de personnes, âges, genres, localisation géographique, nature du logement, durée de vie du collectif, fréquence des changements.
2. quelle est l'origine du projet ?
3. pourquoi vivre en collectif plutôt que seul/en couple/en famille ?
4. quelles règles ? quelle organisation ? quel mode de décision ?
5. qu'est-ce qui est collectivisé, qu'est-ce qui ne l'est pas ?
6. ce collectif est-il constitué dans une perspective à court, moyen, long terme ? Y a-t-il un/des engagement(s) ? Lesquels ?
7. quels modes/critères de choix des personnes qui viennent vivre ?
8. quelles solidarités entre les membres du collectif et avec l'extérieur ?
9. le collectif est-il basé sur des principes politiques, philosophiques ?
10. quelles pratiques écologiques, politiques, non-violentes, féministes ?
11. quels sont les avantages et les inconvénients ?
12. quels sont ou ont été les problèmes et conflits rencontrés ? Comment sont-ils gérés ? Comment fait-on quand la règle n'est pas respectée ?
13. quel rapport au voisinage, au quartier, à l'extérieur, aux propriétaires ?
14. si décision de sortir du collectif ou de le dissoudre, quelles perspectives après ? Et pourquoi ce choix ?

lent d'une Amap mais pour la culture et la création artistique. *Pépète lumière* organise son premier événement les 8 et 9 mai 2010, un festival des arts au naturel avec 36 heures d'improvisation, musique, poésie, land-art. C'est libre et gratuit. *Pépète lumière, les Jeans-Martins, 71520 Montagny-sur-Grosne, tél. : 06 15 60 90 91.*

Nantes

Développement durable par l'alimentation

L'ADDA, Association pour le développement durable par l'alimentation, propose depuis 2007 des paniers bios et une épicerie avec des produits bios et/ou équitables. Des ateliers d'échange sont régulièrement organisés : cuisine, savoir-faire, fabrication d'objets... Des débats, des trocs, des projections... sont organisés. Le tout à petits prix. *Adda, Au local, 1 bis, rue Basse-Creuse, quartier Barbin, Saint-Félix, 44000 Nantes, tél. : 09 51 46 62 31.*

Limousin

Une SCIC pour l'éco-habitat

Un projet de société coopérative d'intérêt collectif est en cours sur le plateau de Millevaches pour favoriser la prise en compte des critères écologiques dans la réhabilitation de logements sociaux adaptés à de faibles revenus, la construction de logement social avec accession à la propriété, la création de logements temporaires pour les arrivants, la création en centre de bourg de logements pour les personnes âgées non dépendantes, la promotion de l'habitat partagé, l'aide à l'éco-construction. On peut en savoir plus : *APEHPM, tél. : 05 55 64 58 29, apehpm@orange.fr.*

Corrèze

Le battement d'ailes

Implanté à Cornil, près de Tulles, sur un terrain de cinq hectares, la ferme de Lauconie accueille *Le battement d'ailes,* un lieu d'expérimentation, d'accueil, de transmission et de sensibilisation, dans les domaines de l'agroécologie humaine et de l'écologie appliquée (éco-construction, connaissance du vivant, connaissance de soi, culture et tourisme). L'association porte le projet de construction d'un centre agroécologique et culturel. Les travaux viennent de commencer pour une ouverture prévue fin 2010. Le Battement d'ailes est voisin de l'entreprise *Humus* et de la paysanne boulangère *Jamine Pochet. Le Battement d'Ailes, ferme de Lauconie, 19150 Cornil, tél. : 05 55 26 49 98.*

Lyon

Salon Primevère

Le salon-rencontres de l'écologie et des alternatives *Primevère* se tiendra du 26 au 28 février 2010 à Eurexpo. Thème de l'année : le prix de la gratuité. 120 conférences-débats dont, le **vendredi** à 14h, *devenir agriculteur, trouver une terre* (Terre de liens), 14h : *Herbe* (film de François Vila), 15h : *le vivant, un bien inappropiable* (Hervé Le Meur), 15h : *Violences familiales, les enfants* (Olivier Maurel), 15h : *tourisme solidaire compatible avec l'écologie* (Réseau départ), 16h : *Sommes-nous libres parce que nous nous déplaçons plus ?* (Vincent Kaufmann), 16h : *Noir coton* (film de Jérôme Polidor et Julien Desprès), 17h : *Grippe H1N1 et communication* (Marc Girard), 17h : *L'eau, un bien commun de l'humanité* (Danielle Mitterrand et Jean-Luc Touly), 17h : *Entreprendre sans prendre* (Michel Valentin, Les Amanins), 17h30 : *Les brebis font de la résistance* (film de Catherine Pozzo di Borgo), 19h : *Faut-il manger bio ?* (Henri Joyeux), 19h30 : *Aigoual, la forêt retrouvée* (film de Marc Khanne), 20h : *Les abeilles, un bien commun pour la biodiversité* (Hugues Mouret).
Le **samedi** à 11h : *Impact du climat sur la biodiversité,* 13h : *Cycliste et automobiliste* (Pignon sur rue), 13h : *H1N1 et la cupidité humaine* (film d'Isabelle Moncada et Ventura Samarra), 13h30 : *Coopérative locale de production d'électricité verte* (Enercoop), 14h : *Bidoche, l'industrie de la viande menace le monde* (Fabrice Nicolino), 14h : *La politique de l'oxymore* (Bertrand Méheust), 14h30 : *Bio et local, c'est l'idéal* (Corabio), 14h30 : *Gerboise bleue* (film de Djamel Ouahab), 15h30 : *Le revenu de citoyenneté* (Baptiste Mylondo), 16h : *débat national sur les nanotechnologies* (Pièces et Mains d'Œuvre), 16h : *Fabrication d'un lombricomposteur* (Les Compostiers), 16h30 : *Misères de misères* (film de Louis Campana), 17h30 : *Violences familiales, femmes invisibles* (Smaïn Laacher), 18h : *Les vers mangent nos déchets* (CNIID), 18h : *La terre, un bien commun pour l'humanité* (Estevan Douglas, Paysans sans terre), 18h : *BNB, Bonheur national brut* (film de Sandra Blondel et Pascal Hennequin).
Le **dimanche** à 11h : *Utilisation d'un compteur Geiger* (CRII-Rad), 11h : *L'aménagement des villes, un bien commun coûteux ?* (Robin des villes), 11h : *Silence, on vaccine* (film de Line B.Moresco), 13h : *Libertés et surveillance* (Ligue des droits de l'homme), 13 h : *Le bien commun* (film de Carole Poliquin), 14h30 : *La gratuité, une façon de concilier le social et l'écologie* (Paul Ariès), 14h30 : *Sillons solidaires* (film de Silvia Pérez-Vitoria), 15h : *L'argent doit-il être gratuit ?* (André-Jacques Holbecq), 15h : *La dépendance à internet chez les jeunes* (Yvette Bailly, MAN), 15h : *Nauru, l'île dévastée* (Luc Folliet), 15h30 : *Disparition des abeilles, la fin d'un mystère* (film de Natacha Calestrémé), 16h : *Agriculture, pour une vision globale* (Nature & Progrès), 17h : *Walter, retour en résistance* (film de Gilles Perret).
Programme complet : *Primevère, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, tél : 04 74 72 89 90, primevere.salon.free.fr.*



Grenelle

Schéma national des infrastructures de transport oublié

Promis dans le cadre du Grenelle de l'environnement avant la fin 2009, le SNIT, Schéma national des infrastructures de transport, n'a toujours pas vu le jour. Il devait définir les priorités dans le domaine — rail et eau — pour aller vers une diminution des émissions polluantes. L'article 9 de la loi Grenelle 1 fixe à 20 % la baisse à obtenir d'ici 2020. L'absence de cadre législatif permet en attendant de continuer les projets routiers les plus divers sans aucune remise en cause. (communiqué de la *FNAUT,* 23 décembre 2009)

Eco-emballages

Statistiques truquées

En décembre 2008, Eco-emballages, organisme en charge de la taxation des emballages perdus et de la redistribution aux réseaux de recyclage, annonçait des pertes financières importantes après avoir placé ses réserves financières dans des placements boursiers en chute libre. Ceci lui a valu un audit de la part du gouvernement dont le rapport a été publié mi-décembre 2009. Ce rapport a mis en évidence que les chiffres de recyclage sont plus faibles qu'annoncé : Eco-emballages sous-estimant le tonnage des emballages mis sur le marché et ne contrôlant pas la réalité des tonnages de recyclage annoncés. L'audit montre que ce système — mis en place en 1992 et critiqué longuement dans *S!lence* à cette époque — qui consiste à légèrement taxer les emballages pour financer les filières de recyclage n'a absolument pas atteint ses objectifs : les quantités d'emballages n'ont cessé d'augmenter. (source : *Cniid*, décembre 2009)

Yvelines

Pas de Formule 1

Le 2 décembre 2009, le président du conseil général des Yvelines a annoncé l'abandon définitif du projet de circuit de Formule 1 envisagé à Flins. Les terres réservées initialement à l'agriculture biologique seront rendues à la Safer. Pour les associations opposées au projet, la sensibilisation croissante aux questions écologiques met les décideurs politiques sous pression. Il est quand même difficile de faire passer une course de voitures pour du "développement durable" !

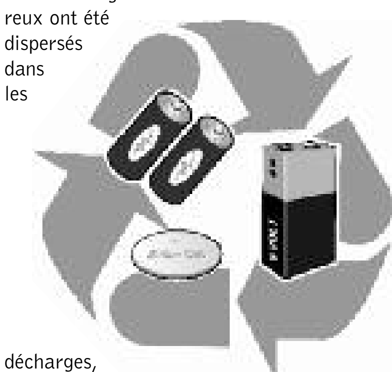
Bretagne & algues vertes

L'Etat condamné

Le 1er décembre 2009, la cour administrative d'appel de Nantes a augmenté les indemnités que l'Etat devra verser suite à la prolifération des algues vertes sur les côtes bretonnes. *Eau et rivières de Bretagne* recevra ainsi 15 000 €, *Halte aux marées vertes* et *Sauvegarde du Trégor* 3000 € chacune. Ce jugement reconnaît le laxisme de l'Etat sur ce dossier. Les algues vertes prolifèrent du fait de l'afflux excessif de nitrates provenant essentiellement de l'élevage industriel des cochons. Une fois que l'Etat aura payé, les associations peuvent reporter plainte car rien n'est fait depuis le début de ce procès pour ralentir le phénomène. *Eau et rivières de Bretagne, venelle Caserne, 22200 Guingamp, tél. : 02 96 21 38 77, www.eau-et-rivieres.asso.fr.*

Piles pollueuses

Selon les chiffres communiqués par l'Union européenne, en 2008, 27 600 tonnes de piles ont été collectées pour le recyclage, soit 14,5% des piles vendues. Cela signifie que 162 000 tonnes de déchets dangereux ont été dispersés dans les



décharges, les incinérateurs ou la nature.

Pratiquement la totalité des piles peut être remplacée soit par un branchement au secteur (ce qui consomme 1000 fois moins !), soit par des ressorts, des manivelles, des capteurs solaires... ou au pire par des accus.

Si l'Union européenne était conséquente, elle ne viserait pas à améliorer ce médiocre taux de recyclage, mais à interdire les piles.

éducation

Base élèves

Parents et enseignants portent plainte



Alors que les établissements scolaires sont sommés de mettre en place la "base élèves", un fichier fort indiscret permettant de ficher... les parents, de nombreux enseignants et parents d'élèves font de la résistance. Forts des recommandations du Comité international des droits de l'enfant des Nations Unies, un millier d'entre eux ont décidé d'engager la bataille sur le terrain juridique. Le 9 décembre 2009, des plaintes ont été déposées dans une vingtaine de départements. Le 15 janvier, cela a été fait dans quatre nouveaux départements... des plaintes seront ainsi déposées dans de nouveaux départements tout au long de l'année. Collectif national de résistance à la base élèves, *http://retraitbaseeleves.wordpress.com.*

Lyon

Ma famille comme unique

L'association Ma famille comme unique propose des ateliers pour les parents et les éducateurs pour mieux connaître comment parler afin que les enfants écoutent, comment mieux écouter pour que les enfants parlent. Ces ateliers sont limités à une dizaine de personnes et sont organisés à la demande. *Ma famille comme unique, 22, rue Sergent-Blandan, 69001 Lyon, tél. : 09 75 54 15 47.*

Enseignants à bout de souffle

Une enquête rendue publique par la MGEN, la mutuelle de l'éducation nationale, le 9 décembre 2009, indique que seuls 47 % des enseignants jugent leur métier intéressant, 55 % l'estiment fatiguant et 43 % stressant. Plus d'un enseignant sur deux souhaite partir à la retraite le plus vite possible. Sont mis en avant pour expliquer ce malaise : le manque de considération et de reconnaissance, l'épuisement psychologique... Les plus amers : les profs de collège, les enseignants de technologie et les directeurs d'écoles.

Erwan Redon

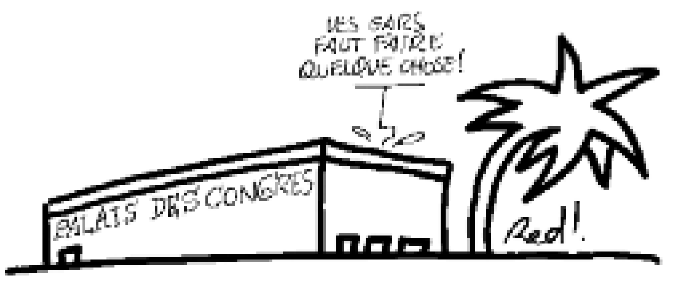
Procédure annulée

Erwan Redon, instituteur désobéissant, avait été condamné le 17 septembre 2009 par l'inspection académique à être muté, le conseil de discipline avait voté d'autres sanctions au milieu de la nuit, devant une assistance endormie. Le 21 décembre 2009, le Tribunal administratif de Marseille a suspendu cette décision estimant la procédure "inique", "irrégulière", "partiale". L'Education nationale a l'obligation de réintégrer Erwan Redon dans son ancienne école et à lui verser 1000 € de dédommagement.



Erwan Redon à la sortie du conseil de discipline





Autour de Copenhague...

■ Comment y sont-ils allés ? Mathieu Monceaux, militant du *Réseau Sortir du nucléaire*, est parti de Toulouse le 9 novembre 2009 à vélo couché, montrant ainsi qu'avec du temps, il est possible d'aller loin. Autre démarche symbolique : les représentants japonais sont partis en train de Kyoto le 18 novembre et ont emprunté le transsibérien. Plusieurs délégations officielles des anciens pays de l'Est en ont profité pour prendre le même


D. R.

train. A Paris, le train réservé par le *Réseau Action climat* s'est révélé vite saturé (800 personnes) et des militants de *Greenpeace* qui s'y sont pris trop tard ont rejoint Copenhague... en avion ! D'autres comme Pierre Radanne (ancien Vert, ancien président de l'Ademe) a lui aussi choisi l'avion ("14 h de train c'est une expédition !"), même choix pour le ministre Jean-Louis Borloo et la délégation du gouvernement français. (*Le Figaro,* 27 novembre 2009)

■ Végétarisme. Paul McCartney, chanteur, et Rajendra Pachauri, vice-président du GIEC, Groupement international des experts sur le climat, sont intervenus le 3 décembre 2009 devant le Parlement européen pour expliquer le lien important qui existe entre la consommation de viande et les émissions de gaz à effet de serre : l'élevage est responsable de 18% des émissions. Ils ont demandé à l'Union européenne d'instaurer un jour par semaine sans viande et la mise en place d'une politique agricole favorisant la mise en place d'alternatives notamment par le développement des protéines végétales. Ils ont rappelé que selon une étude de l'OMS, Organisation mondiale de la santé, une baisse de 1% seulement de la consommation des graisses animales permettrait d'éviter 13 000 décès en Europe, par an (maladies cardiovasculaires notamment).

■ Greenpeace sur les toits de l'Assemblée nationale, le 2 décembre 2009 au matin, alors que les députés débattaient de la position de la France vis-à-vis du climat, 10 militants de Greenpeace ont réussi à déployer une banderole sur le toit de l'Assemblée nationale avec le texte "Copenhague : aux actes, monsieur le président". Pour passer la sécurité, les militants sont arrivés dans un véhicule déguisé en voiture de pompiers... rappelant dans leur communiqué que "la maison brûle et nous regardons ailleurs", allusion au début du discours de Jacques Chirac au sommet de la Terre à Johannesburg en 2002. Quelques heures plus tard, une autre dizaine de militants a réussi à pénétrer dans l'Assemblée nationale interrompant brièvement les débats.

■ Avion = Génocide. Le 5 décembre au terminal 2 de l'aéroport Charles-de-Gaulle de Paris, des militants du jeune *Parti de la résistance* ont déployé une banderole "Avion = Génocide" et ont distribué un tract commençant ainsi : "Vous vous apprêtez à utiliser la machine la plus efficace qui soit pour détruire le climat de la planète terre". Pierre-Emmanuel



D. R.

Neurohr, porte-parole, a revendiqué une action dans le calme et non comme souvent dans l'humour, estimant que le sujet méritait plus le respect que la dérision. *Parti de la Résistance, 59, rue Orfila, 75020 Paris, tél. : 01 82 09 12 25, www.parti-de-la-resistance.fr.*

■ Grève de la viande. Pour alerter sur le poids écologique de l'élevage, plusieurs personnalités françaises ont fait une grève de la viande pendant le sommet de Copenhague : Fabrice Nicolino, Pierre Rabhi, Allain Bougrain-Dubourg, Jean-Marie Pelt, Corinne Lepage, Jean-Paul Jaud, Sandrine Bélier, Jean-Paul Besset, Jean-Claude Pierre, Franck Laval, Yves Cochet... A l'inverse, le Centre d'information des viandes (le lobby) s'est payé des pages de publicité dans les quotidiens du 12 décembre 2009 pour réfuter les arguments des végétariens.

■ Copenhague, 12 décembre 2009. Il y avait entre 30 000 et 100 000 manifestants dans les



Kk+

rue de Copenhague. Parmi les slogans : "Bla, bla, bla... agissez maintenant", "Il n'y a pas de planète B", "Ne nucléarisez pas le climat". Quelques casseurs en fin de manif ont provoqué une vague d'interpellations : près de 1000 personnes ont été emmenées par la police, la plupart relâchées ensuite rapidement.

■ Autres manifestations le 12 décembre 2009. De très nombreuses manifestations décentralisées se sont tenues en même temps dans le monde. Rien que les antinucléaires avaient organisé plus de 200 manifestations en Europe contre l'idée que le nucléaire puisse être une solution. A Copenhague, ils ont offert un masque anti-radiation à la petite sirène du port. Greenpeace a organisé un peu partout dans les grandes villes des rassemblements où les manifestants faisaient du bruit avec des réveils et des casseroles pour réveiller nos dirigeants.

■ Jocelyn Peyret prend l'avion ! Jocelyn Peyret, l'un des animateurs du *Réseau Sortir du nucléaire* (et chroniqueur musique de *S!lence*) a été arrêté à Copenhague à la veille de la manifestation alors qu'il conduisait un véhicule contenant le matériel de manifestation du *Réseau Sortir du nucléaire.* Ayant trouvé un opinel dans son sac à dos, il a été arrêté pour port d'armes interdit, mis en garde à vue pendant 30 heures avant d'être expulsé... par avion, malgré les protestations de l'intéressé qui refusait de partir en avion. Malgré les efforts du lobby nucléaire qui prétend avoir la solution aux émissions de CO_2, l'avion ne fonctionnait pas à l'uranium !

■ Fiasco complet ! Comme c'était prévisible, les lobbys des multinationales sont arrivés à leurs fins : ils ont réussi à ce que rien ne sorte de contraignant du sommet de Copenhague. Non seulement, les firmes pourront continuer à piller la planète avec le soutien des Etats les plus puissants, mais en plus 2012 marquera la fin des accords de Kyoto, accords *a minima,* qui n'ont même pas été respectés. L'appel final précise seulement que les Etats reconnaissent qu'il faut empêcher que l'augmentation de température dépasse 2°C au niveau mondial et que cela passe par une limitation des émissions de gaz à effet de serre. Un "fonds climatique vert de Copenhague" doit voir le jour pour financer cette limitation visant à trouver 100 milliards pour 2020 pour aider les pays "en développement" à réduire la vitesse d'augmentation de leurs émissions. Ce fonds devra aussi servir à limiter la déforestation. Aucun pays ne s'est engagé pour le moment à apporter un financement. Les négociations doivent se poursuivre lors d'autres sommets. Suite du bla, bla, bla à Mexico en décembre 2010... Ce sera la 16e conférence de l'ONU.

■ La révolte viendra du Sud ? Certains chefs d'Etat ne se sont pas gênés pour affronter les pays riches. Ainsi Hugo Chavez (Venezuela) a déclaré à la tribune : "Si le climat était une banque, vous l'auriez déjà sauvé". Evo Morales (Bolivie) a lui proposé l'organisation d'un référendum mondial avec les questions suivantes : "1 - Etes-vous d'accord pour rétablir l'harmonie avec la nature, et pour reconnaître les droits de la Terre Mère ? 2 - Êtes-vous d'accord pour changer ce modèle de surconsommation et de gaspillage qu'est le système capitaliste ? 3 - Êtes-vous d'accord pour que les pays développés réduisent et réabsorbent leurs émissions de CO_2 à effet de serre pour que la température ne monte pas de plus d'un degré centigrade ? 4 - Êtes-vous d'accord pour transférer tout ce qui a été dépensé dans les guerres et pour consacrer un budget supérieur à la défense de la Terre face au changement climatique ? 5 - Êtes-vous d'accord avec un tribunal de justice climatique pour juger ceux qui détruisent la Terre Mère ?". Bizarrement, cela n'a pas été adopté par nos cinq grands marchands d'armes qui contrôlent l'ONU : les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Chine et la Russie.



Le Téléthon, un processus coûteux

L'association française contre les myopathies annonce que pour 100 € de dons au Téléthon, seuls 20 sont dépensés pour le fonctionnement de l'association. La Cour des Comptes, dans un rapport de 2004, a rappelé que cela n'était vrai que parce que ne sont pas comptabilisés la totalité des coûts des émissions de télévision (l'AFM n'en paie qu'un tiers) ni le travail bénévole et les aides publiques locales. Mais même en acceptant cette dépense de 20 %, il est intéressant de comparer cela avec le coût de collecte du même argent sous la forme d'un impôt. Selon les données de l'OCDE, collecter 100 € d'impôt en France ne coûte que 0,97 €... soit vingt fois moins. Cela montre à l'évidence que "privatiser" la solidarité dans ce cas-là n'est pas rentable.

Nanotechnologies

Des débats "publics" pour quoi faire ?

Comme dans d'autres domaines (nucléaire, OGM...), les débats "publics" n'ont d'autre but que de faire accepter les nouvelles technologies, jamais de discuter du bien fondé de ces recherches et applications. C'est pourquoi, les opposants aux nanotechnologies ont décidé de s'opposer à la tenue des "débats". A Toulouse, Clermont-Ferrand, Grenoble, malgré un flicage intense (si, si ce sont des débats "publics" !), les opposants ont réussi à perturber les réunions. Ils en ont profité pour dénoncer la communication sur le sujet : une enquête à Grenoble a montré que seuls les "experts" du milieu ont été invités à débattre. Il est vrai que lorsque l'on consulte le peuple, on a parfois des résultats un peu différents !

Prison

Suicides en hausse

Selon une étude publiée par l'Ined, Institut national d'études démographiques, le 16 décembre 2009, le nombre de suicides en prison est passé de quatre pour 10 000 détenus en 1960 à 19 en 2008. Le niveau le plus élevé a été atteint en 1996 avec 26 pour 10 000. Les prévenus se suicident deux fois plus que les condamnés. Par rapport à l'ancienne Europe des 15, c'est en France que ce taux de suicides est le plus élevé... quatre fois plus qu'en Grèce. L'étude montre qu'il n'y a pas de lien avec la surpopulation, mais n'explique pas plus le malaise français. *(Population et sociétés, n°462)*

▼ *Attention ! Cette page est sous vidéo-surveillance.*



D.R.

Big brother

Le fiasco de la vidéo-surveillance

La Grande-Bretagne est le pays qui compte le plus de caméras de surveillance avec une caméra pour 14 habitants. Un rapport a dénoncé l'inutilité de la mesure : si les institutions ou les entreprises débloquent des budgets

Bidoche (4)

Le soja, arme de destruction massive

Restons calmes, car il le faut bien. Tout cela est loin, abstrait, et ne va pas nous empêcher de dormir ce soir. N'empêche. La sainte bidoche française contribue à la destruction physique de pays entiers. Incroyable ? Vous avez bien raison, c'est incroyable. Mais attendez d'avoir tout lu. Le premier point, de base, c'est que les protéines nécessaires à l'alimentation animale viennent en grande part, chez nous, du soja. Nous en importons – graines et tourteaux ensemble – plus de six millions de tonnes par an.

Et d'où vient-il ? En presque totalité, de trois pays d'Amérique latine : le Paraguay, l'Argentine, le Brésil. Au début des années 1970, le soja était inconnu au Paraguay. En 1991, il occupait 552 456 hectares. En 2000, 1 175 000 hectares. En 2006, 2 429 800 hectares. Aujourd'hui, plus du tiers de la surface cultivable du pays est désormais dévolu au soja, un soja bien entendu transgénique, car à quoi bon se gêner ? Dans l'Argentine voisine, c'est pire, car Monsanto y est solidement installé après avoir fait des affaires avec l'ancien président corrompu, Carlos Menem.

En 1996 – Menem est alors au sommet de sa forme – Monsanto introduit son soja RR, par la grâce d'une autorisation du ministère de l'agriculture. Mais d'une étrange manière, telle que rapportée par le responsable du Groupe de réflexion rurale (GRR), Jorge Rulli : « Dès le départ, l'Argentine a été choisie par Monsanto pour expérimenter massivement la production de ses semences transgéniques. La multinationale n'a pas fait breveter ses semences dans notre pays. De cette façon, les gens se sont passé les graines les uns aux autres, et le périmètre du soja transgénique s'est étendu rapidement ».

Et en effet, rapidement. De 37 000 hectares seulement en 1971, le soja a dépassé les 10 millions d'hectares en 2 000, avant d'atteindre 14 millions en 2003, et 16 millions en 2007. Transgénique. Au Brésil, le soja est passé en quelques décennies de rien à 21 millions d'hectares. Il est temps de poser la bonne question : au détriment de quoi ? Le soja ne poussant pas encore dans l'éther des pays enchantés, celui de l'Amérique latine a simplement bouleversé ce qu'on appelle le front agricole. En simplifiant par force, disons que le soja a repoussé l'élevage, qui s'est lui attaqué à la forêt tropicale et à des milieux intermédiaires d'une fabuleuse richesse biologique, tel le *cerrado* brésilien.

Oui, le soja transgénique qui débarque chaque jour à Brest ou Lorient détruit chaque matin ce que nos présidents jurent chaque soir de sauver : la forêt tropicale et sa biodiversité. Je vous vois étonné. Vous allez l'être davantage : les rois du soja transgénique ont des alliés parisiens de choix. En octobre 2007, à la suite d'un vilain article sur le soja paru dans le quotidien *Le Monde,* le gouverneur brésilien du Mato Grosso, Blairo Borges Maggi, débarque à Paris pour une opération de communication de grande ampleur. L'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), créé en 2001 par Laurence Tubiana — alors conseillère du premier ministre Lionel Jospin — l'a invité pour une conférence le 19 octobre. À l'Iddri, on ne trouve que du beau monde, des gens tout épatés par les progrès de la mondialisation. Dans le désordre de son conseil d'administration : EDF, Suez-Environnement, Veolia, Coca-Cola, Nestlé, Bolloré, Sanofi-Aventis, Total, Renault, etc.



Des problèmes ? Mais où ? Le 18 août 2007, quatre paysans partent chasser sur une butte boisée proche du bourg de San Vicente, au Paraguay. Il ne reste plus que cet îlot au milieu d'une mer de 93 000 hectares de soja transgénique, jadis forêt tropicale giboyeuse. Ce 18 août, au moment où les quatre hommes, dont deux adolescents, redescendent, ils sont tirés comme des lapins. Les gardes du propriétaire leur ont tendu une embuscade. Pedro Antonio Vázquez, 39 ans, meurt. Cristino González, 48 ans, meurt. Les plus jeunes, blessés, se traînent jusqu'au village.

Voilà ce que vous ne lirez nulle part. Gardez donc une pensée pour les quatre de San Vicente.

Fabrice Nicolino

Fabrice nicolino est l'auteur du livre *Bidoche, l'industrie de la viande menace le monde* (édition Les liens qui libèrent, Paris)



pour installer les caméras, il n'y a généralement pas de budget pour payer le personnel chargé de regarder les écrans. Selon ce rapport, seule le millième de ce qui est filmé est pour le moment regardé par quelqu'un. Va-t-on alors supprimer les caméras ? Non, car une société, *Internet eyes,* a trouvé une méthode pour valoriser ces enregistrements : elle propose aux entreprises et aux communes (pour 20 € par mois par caméra) de les mettre en direct sur internet et annonce une prime de 1100 € à celui qui signale le plus de délits dans un mois ! Une expérimentation est en cours depuis novembre 2009. Maintenant *Big brother* c'est nous !

1er mars 2010

La journée sans immigrés

Le 1er mars 2005 est entré en vigueur le "code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile" plus communément appelé le code des étrangers. Cette loi est à l'origine de la politique actuelle du gouvernement.

Pour marquer le cinquième anniversaire de cette loi, un collectif citoyen a vu le jour qui organise pour le 1er mars 2010 "la journée sans immigrés". Il est demandé à tous ceux qui descendent d'immigrés de ne pas aller travailler, de ne pas consommer... mais au contraire d'organiser des fêtes dans la rue. Comme il suffit de remonter quelques générations en arrière pour découvrir que nous avons tous des ancêtres immigrés, en principe tout le monde devrait participer.

Association La journée sans immigrés - 24 h sans nous, Maison des associations, boite aux lettres n°81, 22, rue Deparcieux 75014 Paris, www.lajourneesansimmigres.org.



Publicité

François Vaillant condamné

Pour avoir refusé de donner son ADN lors d'un procès après une action des Déboulonneurs, François Vaillant, rédacteur en chef d'Alternatives non-violentes, a été condamné à 300 € d'amende lors d'un procès en correctionnel, le 9 décembre 2009, à Rouen. Estimant qu'il n'entrait pas dans le cadre de la loi sur le prélèvement d'ADN (ceux-ci sont réservés à des criminels en principe). François Vaillant a fait appel.

Quand ils sont venus...

Pendant la deuxième guerre mondiale, le pasteur Martin Niemöller avait diffusé un texte célèbre sur la passivité complice des gens vis-à-vis de ceux que les Nazis faisaient disparaître.

Voici une version réactualisée lors d'un stage des *Désobéissants* :

"Quand ils sont venus chercher les sans-papiers, je n'ai rien dit, j'avais des papiers ;
Quand ils sont venus chercher ceux qui hébergeaient les sans-papiers, je n'ai rien dit, je n'héberge jamais personne ;
Quand ils sont venus chercher les syndicalistes, je n'ai rien dit, je n'ai jamais fait grève ;
Quand ils sont venus chercher les militants des droits de l'Homme, je n'ai rien dit, je ne fais pas de politique ;
Quand ils sont venus chercher les écologistes, je n'ai rien dit, de ma fenêtre on ne voit que du béton ;
Quand ils sont venus chercher les jeunes du squat d'à côté, je n'ai rien dit, je ne suis plus tout jeune ;
Quand ils ont mis des caméras partout, et m'ont demandé mon ADN, j'ai accepté, je n'avais rien à me reprocher ;
Et quand ils sont venus me chercher, il n'y avait plus personne pour protester".

L'identité, un "papier"

Un "papier", c'est "un article" (de journal), une pièce d'identité (les "sans-papiers") ou quelque chose d'apparemment grave mais, en réalité, inoffensif ("un tigre de papier") ou encore quelque chose sans importance (un "chiffon de papier"). Ici, c'est un peu tout cela à la fois.

Si je suis blanc, français, écologiste, médecin... je m'attribue – ou d'autres m'attribuent – certains caractères et pas d'autres. L'identité se construit autour du verbe *être* : le sujet du verbe est *identique* à ce qui suit ce verbe – et inversement.

D'une part, ce faisant, je me chosifie (le sujet *est* l'objet) ; une telle chosification permet alors l'abstraction et la généralisation : les Palestiniens sont ceci et les Israéliens sont cela ou bien "je suis ainsi" ou encore "les choses sont ainsi..." – et elles le *sont* précisément parce que je les dis comme telles (je pose le sujet *égal/identique* à l'objet du verbe – et inversement).

D'autre part et dans le même temps, je crée tout ce qui n'est pas moi, je crée l'autre, le distinct, le différent, l'étranger. Cela autorise alors la constitution de classes, avec d'abord un souci d'homogénéisation – laquelle finit par conduire à la mort (tout comme l'hétérogénéisation, d'ailleurs) – à l'intérieur d'une même classe. Cela permet aussi la définition de classes de plus en plus génériques (ou, à l'inverse, de plus en plus spécifiques), emboîtées en quelque sorte, hiérarchisées, subordonnées les unes aux autres – enfin : de certaines à d'autres. Certes, dans ce paradigme, toutes les identités ne se valent pas. Certaines identités peuvent être préférables à d'autres, momentanément du moins – car il n'est pas loin le temps où cette nouvelle identité préférable va, à son tour, se rigidifier, se heurter à d'autres identités. Il est curieux, d'autre part, que les politiques prônent le changement, mais se réfèrent, en même temps, à la tradition d'une identité...

L'identité (quelle qu'elle soit) donne un fondement aux limites. Et les frontières servent alors de substrat aux guerres infinies. Le Libanais Amin Maalouf a bien vu et analysé les dégâts de l'identification dans son *Identités meurtrières* (le titre dit tout). Car pour la pensée identitaire, être *x* et ne pas être *x* s'excluent mutuellement. Or la contradiction entre être et ne pas être n'est pas une simple contradiction logique, mais une *véritable* contradiction. Je suis **et** je ne suis pas réifié, je suis **et** je ne suis pas classifié, je suis **et** je ne suis pas dé-subjectivé ; pour résumer, je suis **et** je ne suis pas[1].

Dès lors, il ne s'agit plus tant de changer mon identité pour une autre, de m'émanciper d'une identité opprimée ou d'opprimé, que de me sortir de toute identité. C'est ma *non-identité*[2] fondamentale – laquelle est opprimée, étant perçue comme déviante – que j'ai à émanciper. À condition, bien entendu, que cette *non-identité* ne soit pas, de fait, une nouvelle identité. Voilà pourquoi il ne s'agit pas tant de re-construire une "nouvelle" "chapelle", un nouveau courant ou mouvement... plus tolérant, plus généreux, plus "ceci" ou "cela"... que *d'être* (tout court), au lieu de (me sentir devoir) être *ceci* ou *cela*.

La question n'est donc pas : "quelle identité ?", mais éventuellement : "pourquoi une identité ? À *qui* sert-elle ? À quoi (lui) sert-elle ?". Parce que la seule question qui se pose au sujet de l'identité, c'est le fait même de poser une telle question – vu tout ce que cette question sous-entend et institue.

Jean-Pierre Lepri

1. Développé par John Holloway, *Changer le monde sans prendre le pouvoir,* Syllepse, p. 206. Également par Carl Jung et son principe de l'ombre-lumière (Carl Jung, *L'Âme et la vie,* Le Livre de Poche, notamment p. 264-265), mais surtout, fondamentalement, par Lupasco, *Le Principe d'antagonisme et la logique de l'énergie,* Le Rocher.
2. Cette non-identité, c'est, par exemple, mon *non* ordinaire, quotidien, (rendu) invisible sous les constantes sommations à appartenir à l'une des identités dominantes. "La non-subordination, c'est la lutte, simple et non-spectaculaire, pour pouvoir dessiner sa vie, sa propre vie. C'est la résistance à se transformer en machines, c'est la détermination à forger et à maintenir un certain *pouvoir-de.* Le cri de l'insubordination est le cri de la non-identité" (John Holloway, *op. cit.,* p. 213).

nord/sud

Sahraoui

Grève de la faim


D.R.

Aminatou Haidar est présidente du *Collectif des défenseurs sahraouis des droits de l'homme.* Elle s'est rendue à New York en novembre 2009 pour y recevoir le Prix du courage civique de la *Train Fundation*. A son retour, le 13 novembre 2009, sur l'aéroport d'El-Ayoun, chef-lieu du Sahara occidental, elle a été refoulée par les autorités marocaines. Envoyée aux Canaries (îles espagnoles), le 16 novembre 2009, elle a entamé une grève de la faim sur les parkings de l'aéroport de Lanzarote pour demander seulement à pouvoir rentrer chez elle. Le 18 décembre 2009, après 32 jours de grève de la faim, Aminatou Haidar a été autorisée à rentrer chez elle, dans les territoires annexés par le Maroc.

Rallye Dakar (1)

Nouvelles victimes

Sonia Natalia Gillardo, Argentine, est la 56e victime de cette course qui se déroule maintenant en Amérique du Sud. Elle a été renversée par un puissant 4x4 qui a fait une sortie de route lors de la première étape, le 3 janvier 2010. Quatre autres spectateurs ont été sérieusement blessés. Le procureur de Rio Cuarto, Etat où s'est produit l'accident, Walter Guzman, a décidé de ne pas poursuivre le pilote Mirco Schultis car la victime se trouvait dans une zone "non autorisée" au public. "Une course implique un certain type de conduite, avec les risques que cela comporte".

Rallye Dakar (2)

Pollution inutile

L'association *Agir pour l'environnement* a fait une estimation des émissions de gaz à effet de serre de la course du Paris-Dakar qui, comme son nom ne l'indique pas, se tient maintenant en Argentine et au Chili. Les 552 concurrents qui ont parcouru 8713 km auront émis au moins 20 000 tonnes de CO_2. Ce chiffre n'inclut que la consommation en course. Il faut y ajouter les transports pour rejoindre le départ, la couverture médiatique (avec nombreux hélicoptères)... L'association a demandé, en vain, au gouvernement d'intervenir pour que cesse la retransmission de cette course qui incite à gaspiller et va à l'encontre des engagements de la France à diminuer ses émissions polluantes. *Agir pour l'environnement, 2, rue du Nord, 75018 Paris, tél. : 01 40 31 02 37, www. agirpourlenvironnement.org.*



Etats-Unis

Un secteur qui embauche

En 2009, les effectifs de la Fdic sont passés de 7010 à 8653 salariés. Quelle est cette entreprise qui embauche : c'est l'agence du gouvernement qui gère les faillites bancaires, un secteur qui connaît une forte croissance. La Fdic a annoncé qu'elle pense devoir encore embaucher en 2010. (source : *http://faillitesbancairesusa.over-blog.com*)

Palestine

Un rabbin compare la situation à la shoah

Le grand rabbin d'Israël Yona Metzger s'est rendu le 14 décembre 2009 devant la principale mosquée du village palestinien de Yassuf, près de Naplouse (Cisjordanie), mosquée incendiée par des colons israéliens. Il a alors osé une comparaison : "Il y a 70 ans, la Shoah, le plus grand traumatisme de notre histoire, a commencé avec l'incendie de synagogues durant la Nuit de Cristal". C'était en 1938. Comme le dit la Torah : "Ce que tu ne voudrais pas que l'on te fît, ne l'inflige pas à autrui".

Après les régionales

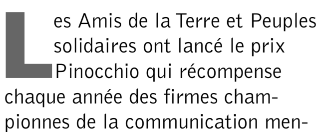
Réduction des déficits budgétaires

Les ministères travaillent actuellement aux mesures de réduction du déficit public qui seront prises... après les élections régionales. Les risques concernent les différentes aides sociales : durée d'indemnités du chômage, sécurité sociale, retraites... (source : *http://dechiffrages.blog.lemonde.fr*)

Bretagne

Ecologie sociale

Un groupe d'écologie sociale (au sens de Murray Bookchin) vient de voir le jour en Bretagne. Pour le moment, il n'est joignable que par son site : *www.libertat22.lautre.net.*



Prix Pinocchio


D.R.

Les Amis de la Terre et Peuples solidaires ont lancé le prix Pinocchio qui récompense chaque année des firmes championnes de la communication mensongère. L'association propose des candidatures et les internautes votent. Ils ont été 7500 cette année à faire leur choix. Les résultats ont été communiqués le 24 novembre 2009.

Dans la catégorie « droits humains » c'est le groupe Bolloré qui a reçu le prix avec 35% des votes dans sa catégorie, pour les conditions de travail déplorables des travailleurs dans les plantations d'huile de palme de sa filiale Socapalm (Cameroun), dont elle est actionnaire majoritaire. Bolloré fait mieux que le Crédit agricole (23%), Penrenco (22%) et Michelin (19%).

Le groupe Total a quant à lui reçu le prix Pinocchio dans la catégorie « environnement » avec 45% des votes de cette même catégorie. Les internautes condamnent la multinationale française pour son implication dans le méga-projet pétrolier Kashagan (Kazakhstan), qui s'annonce comme une catastrophe environnementale et sanitaire. Ce cas illustre le double discours du groupe qui, loin de l'image moderne et éthique qu'il cherche désespérément à se donner, continue à investir massivement dans des projets fossiles polluants et archaïques. Total a ainsi battu Areva (29%), BNP Paribas (14%) et Société Générale (12%).

Pour le « greenwashing » enfin, c'est EDF qui remporte le prix avec 42% des votes de cette catégorie pour sa récente campagne de communication « Changer d'énergie ensemble » qui a coûté plus cher que les dépenses du groupe en recherche et développement dans les énergies renouvelables. Ces dernières ne représentent elles-mêmes qu'une part infime du chiffre d'affaires du groupe par rapport au nucléaire. EDF devance France-Betteraves (30%), Peugeot (14%) et Herta (13%).

Pour l'année prochaine, on peut suggérer des candidats : *Les Amis de la Terre, 2B, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, www.prix-pinocchio.org.*



Le sexisme mis à nu

A en croire certain-e-s, nous vivrions dans une société définitivement affranchie de la culture sexiste. Vérifions cette hypothèse en considérant cette publicité pour des enceintes musicales parue dans un catalogue de Noël 2009 de matériel de musique. Sous le titre : "La pureté mise à nu", on y découvre une enceinte ouverte, avec en fond d'image le buste d'une jeune femme blonde maquillée et jetant un regard de "femme fatale" au spectateur. La publicité décline les 8 qualités qui rendent cette enceinte parfaite à l'achat. On comprend vite et sans aucune ambiguïté que le génial cerveau des concepteurs de cette publicité a décidé de filer la métaphore en comparant ces qualités avec celles de la femme parfaite. Humour, quand tu nous tiens !

Première caractéristique : "corps pur". Eh oui, quoi de pire qu'un corps de femme maculé de taches, poils et autres scories... sans parler de l'indispensable virginité à l'achat. Deuxième caractéristique : "émotion dirigée", avec garantie d'"une zone d'écoute très large" et de "réflexions minimisées". La femme parfaite, on vous dit ! Vérifiez bien que le troisième critère est bien inscrit sur votre garantie lors de l'achat : "ultra fidèle". Sinon ça risque de mal tourner, vous savez pourquoi... Le quatrième point est un grand classique : "courbes parfaites". Vous savez, les régimes, privations, et tout ce qui fait le quotidien d'une femme normale. Avec le cinquième critère de la femme idéale, on entre dans les choses qui intéressent vraiment l'acheteur : "plaisir partout". Ben oui, à quoi ça sert, une femme, sinon ? Le sixième critère est plus subtil, pour les vrais amateurs : "experte en graves"... à vous de jouer, messieurs ! En réalité il y a interaction entre les sons émis et les phénomènes physiques, puisque cette aptitude au son "augmente la longueur du tube"... Le numéro 7 est la cerise sur la gâteau : "corrections appréciées". Oui, vous avez bien lu, cette pub de décembre 2009 présente métaphoriquement la femme idéale à travers cette caractéristique bien connue : si tu ne sais pas pourquoi tu bats ta femme, elle, elle le sait ! Et elle aime ça ! Ah, je vois que vous n'avez vraiment pas d'humour ! Cette correction que les femmes apprécient tant permet, poursuit le texte, d' "adapter précisément la réponse". On ne pourrait pas l'inventer. La dernière caractéristique est plus soft : "vibration maîtrisée". La femme ne doit jamais se laisser aller, y compris durant le plaisir. Il ne faut pas oublier qui consomme ici !

Allez, avec un peu de chance, la (femme-)enceinte doit pouvoir se trouver en solde à l'heure qu'il est... ça vous branche ? Vous la trouverez chez G.... GG



D.R.

Répartition des tâches ménagères


D.R.

Une étude de *l'Ined-Insee* de 2005 dressait un tableau des inégalités dans le couple. Les résultats étaient déjà parlants :

- pour le repassage, il est fait le plus souvent par la femme dans 78% des cas contre 5% (la différence étant là où c'est jugé comme partagé).
- pour les repas, c'est 70% contre 10%.
- pour l'aspirateur, c'est 55% contre 10%.
- pour les courses, c'est 50% contre 10%.
- pour la vaisselle, c'est 45% contre 12%.
- pour la tenue des comptes, c'est 42% contre 24%.
- pour lancer des invitations, c'est 25% contre 5%.

Une nouvelle étude publiée le 3 décembre 2009, permet de préciser plus les choses : alors que les répartitions dans les couples sans enfant n'a presque pas changé en cinq ans, l'arrivée des enfants augmente ces inégalités. Et cela augmente avec le nombre d'enfants. Une grosse partie de l'explication provient de la réduction de l'activité salariée des femmes : celles-ci arrêtent leur activité professionnelle à hauteur de 25% après le premier enfant, 32% à partir du deuxième enfant. Conséquence : l'enquête montre que les femmes expriment une insatisfaction croissante devant les tâches... alors que les hommes sont plutôt fiers de ne pas faire leur part. (*Populations et sociétés,* n°461, novembre 2009)

En finir avec les jouets sexistes

A l'occasion des fêtes de fin d'année, l'association *Mix-Cité* a pris contact avec la Halde, Haute autorité de lutte contre les discriminations, pour lui demander d'intervenir contre les discriminations hommes-femmes et en particulier pour tout ce qui touche aux magasins de jouets, leurs rayonnages et leurs catalogues. Pour le moment la Halde n'a accepté qu'un rendez-vous avec l'association. *Mix-Cité, c/o Mouvement français pour le Planning familial, 4, square Saint-Irénée, 75011 Paris, www.mix-cite.org.*

Lille

Chez Violette

L'association *Chez Violette* a vu le jour début 2009 dans le but d'ouvrir un lieu dédié "à l'autonomie des femmes" dans le quartier de Moulins à Lille. Le projet prévoit différentes activités : accueil, projections, friperie, prestations d'urgence, bibliothèque, ateliers, coin enfants, expos...
Des journées de soutien se sont tenues depuis un an autour de ce projet et on peut en suivre l'avancement en les contactant : *Chez Violette, 130, boulevard Victor-Hugo, appt B24, 59000 Lille, http://chez-violette.over-blog.com.*

Italie

Corps des femmes

Lorella Zanardo, après des années à l'étranger, redécouvre la télévision italienne en rentrant dans son pays. Choquée par l'image des femmes que les chaînes publiques ou privées (la plupart appartenant à Berlusconi) donnent, elle a réalisé un documentaire qu'elle a mis en ligne sur internet *(Il corpo delle donne),* lequel a provoqué un vif débat dans le pays. Interrogée sur le manque de réactions des élues femmes, l'auteure répond "Elles ne veulent pas qu'on les enferme dans ce seul sujet, donc elles n'en parlent pas". Une version française est maintenant visible sur *www.ilcorpodelledonne.net.*

Zimbabwe

Une équipe de football séropositive

La particularité des matchs de football féminin opposant les ARV Swallows et les Sporting ART, au Zimbabwe, est qu'à l'image d'une vingtaine d'autres équipes du pays, l'ensemble de leurs participantes sont atteintes par le VIH-Sida. ARV est l'abréviation d'antirétroviraux et ART signifie traitement antirétroviral. Le football est ici une arme pour vaincre les préjugés et lutter contre la stigmatisation. Avant et après les matchs, des femmes parlent au public des effets du VIH sur leur vie, de la façon dont elles ont surmonté les obstacles, tandis que des éducateurs distribuent de la documentation ainsi que des préservatifs féminins et masculins. (*Lettre du MFPF,* 14 octobre 2009)

La pub détourne le féminisme !

Dans la publicité, l'important est que l'on parle du produit, en bien ou en mal. Les agences de publicité ont mis au point un nouveau concept : la vidéo virale. Il s'agit de présenter sur internet un clip ou une pub qui est censée être dans de la presse spécialisée... en espérant que cela provoque l'indignation d'une partie de la population. Ce qui marche le mieux : des publicités sexistes qui sont alors dénoncées par de multiples sites féministes. On fait ce que l'on appelle alors du "buzz" (ou bruit informatique) et comme nombreux sont ceux qui ne vérifient pas d'où viennent les infos de départ, cela peut vite prendre une ampleur démesurée.
(source : *http://blog.plafonddeverre.fr*)



Bure

Ça se précise !

Alors que depuis 1993, le gouvernement entretient le flou sur le "laboratoire" de Bure, à la limite entre la Lorraine et la Champagne-Ardennes, les opposants ont toujours dit que cela se terminerait par un centre de stockage des déchets hautement radioactifs… car on n'aménage pas des trous de 500 mètres de profondeur uniquement pour le plaisir de faire des études.



Eh bien, cela se confirme tout doucement au fur et à mesure des glissements sémantiques des documents administratifs. Les opposants ont rendu publics début décembre 2009, deux documents internes aux ministères concernés : l'un du 9 novembre 2009 présente la "démarche d'implantation du projet de stockage géologique profond", le second, du 18 novembre 2009, porte sur la "zone d'intérêt pour la reconnaissance approfondie. Les opposants notent que dans le premier document, un seul critère porte sur la sûreté, deux sur la technique… 15 sur l'acceptation sociale ! Dans le deuxième, deux portent sur la sûreté, neuf sur l'acceptation sociale ! Autant dire que le nucléaire est surtout dangereux pour son manque de démocratie.

Le calendrier proposé dans ces documents parle de "dialogue avec les acteurs sociaux" de 2009 à 2013, date du choix définitif du site… Rien n'est prévu sur le dialogue sur les risques du nucléaire ! Les documents signalent qu'un moyen de faire mieux accepter le centre serait de faire que l'entrée soit située dans un bois (c'est sûrement très développement durable !). Nul doute qu'on va planter des arbres sur l'actuel site de Bure.

Le 7 décembre 2009, les opposants ont demandé aux 33 maires concernés par la zone de stockage des déchets de démissionner tous ensemble avant les élections régionales. La commune de Bonnet, commune voisine de Bure, a voté le 18 décembre 2009 à l'unanimité une motion contre la transformation du laboratoire de Bure en site d'enfouissement des déchets radioactifs.

Fédération Grand Est Stop aux déchets nucléaires, BP 17, 52101 Saint-Dizier cedex, www.burestop.org.

Les effets secondaires du Cern

Dimanche 25 octobre 2009, Pierre Allemann est décédé à Vias, dans l'Hérault, des suites d'un abus de confiance. Une totale confiance, certes un peu puérile, qu'il avait accordée d'emblée à ses chefs — physiciens et techniciens en radioprotection — qui "donnèrent sa chance" à cet homme de 33 ans robuste, serviable, consciencieux et dévoué, trop heureux de quitter son tablier de garçon de café pour la combinaison verte d'agent de radioprotection.

Placé au Cern, Centre européen de recherche nucléaire près de Genève, en 1979, par une société d'intérimaires, il y restera 15 ans. De belles années durant lesquelles il apprécie une certaine autonomie. Son travail : réceptionner des centaines de tonnes de déchets radioactifs et des kilomètres de tuyaux enrobés d'amiante qu'il scie, découpe au chalumeau, nettoie et stocke. Tout ça sans équipement particulier ni le moindre stage de formation. Un travail comme les autres puisque ses supérieurs lui ont expliqué que les poils du nez filtrent les particules radioactives qui sont ensuite éliminées en se mouchant et en crachant… Et quand il s'est mis à cracher noir "c'est normal et c'est la preuve que ton organisme se purifie" lui affirme un grand physicien très respecté parce qu'il avait travaillé jadis sur la bombe atomique.

Le 10 août 1994, le médecin du Cern découvre qu'il a un cancer au poumon. Il doit cesser son travail séance tenante. Après 15 ans d'activité, sans manquer un seul jour ! Le choc. Il réalise enfin qu'on l'a trompé. Et apprend qu'on aurait pu déceler ce cancer bien plus tôt. Le Cern a voulu gagner du temps, mais Pierre a perdu un poumon.

Commence alors une lente descente aux enfers dans une réalité sordide qui outrepasse l'entendement. A tel point que dans un premier temps, la Criirad (Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité) à qui s'adresse Pierre, peine à le croire. C'est trop gros ! Avec l'aide précieuse de cette institution de Valence, puis celle de ContrAtom à Genève ainsi que l'appui du syndicat CFDT de l'Ain, un long combat est engagé pour que toute la vérité soit révélée sur la face cachée du Cern.

La Criirad effectue des mesures et des prélèvements sur le site, prépare un solide dossier accusateur et révèle notamment que le Cern est une INB (Installation nucléaire de base) qui pollue et contamine le site et son environnement. Peine perdue ! Ces "allégations" sont sans fondement et les déchets radioactifs trouvés dans des poubelles du site ont été placés là par des gens malintentionnés de l'extérieur… La grande presse prend la défense du Cern. Evidemment.

Ecœuré, rejeté, menacé par ses ex-collègues, lassé par un combat forcément inégal ("un trop gros morceau" lui a dit le juge Lambert) Pierre trouvera enfin la sérénité et un climat propice à sa santé dans le Sud-Ouest de la France. Il me disait encore cet automne combien il y était heureux, détaché de cette sombre histoire, et qu'il envisageait l'inéluctable avec confiance, ayant tout tenté pour qu'elle ne se reproduise plus.

Son nom vient s'ajouter aux Kall, Dumont, Dunand, Jacquemot, Lagarde, Gambet, Urssela, Merveille, Passerieux, Settimo et certainement encore beaucoup d'autres inconnus morts pour le Cern dans l'indifférence générale.

Pierre nous a quittés, entouré de l'affection de son épouse, de ses huit enfants et de ses vingt-deux petits-enfants. Il avait 63 ans.

Adieu Pierre ! Merci. Nous ne t'oublierons pas.

Paul Bonny
ContrAtom Genève.

Nucléaire + chauffage électrique + froid = catastrophe !

Quand la température baisse, l'utilisation du chauffage électrique augmente. Un chauffage électrique largement promu par EDF qui pensait écouler son courant nucléaire. Mais voilà… En hiver, la production nucléaire ne suffit pas, d'autant plus que nombre de réacteurs sont en réparation. Cela a conduit à des situations extrêmement tendues mi-décembre. Le 14 décembre, la France a dû importer la production de l'équivalent de 4400 MW, le 15, cela a monté à 5100 MW, le 16 à 7300 MW (soit sept réacteurs nucléaires)… alors que les capacités des lignes à très haute tension ne permettent d'importer que l'équivalent de 9000 MW. L'essentiel de cette électricité a été fournie par l'Allemagne, pays qui a décidé de la sortie du nucléaire…

Cruas

Privé d'eau

Chaque réacteur nucléaire pompe d'énormes quantités d'eau pour pouvoir être refroidi suffisamment (un tiers de l'énergie nucléaire donne de l'électricité, les deux autres tiers chauffent l'eau… et donc contribuent au réchauffement climatique). A Cruas (Ardèche), dans la nuit du 1er au 2 décembre 2009, la prise d'eau principale sur le Rhône a été obstruée par des débris végétaux. Ce qui arrive relativement souvent. La procédure prévoit alors que l'on aspire par une deuxième prise d'eau. Mais celle-ci s'est bouchée une heure plus tard, provoquant un arrêt d'urgence du réacteur. Un plan d'urgence a été enclenché sur le site… mais aussi au ministère de l'industrie. Sans conséquence… pour cette fois-ci. L'incident a été classé 2 sur une échelle de 7. C'est la première fois en France qu'une perte de contrôle d'un réacteur est provoquée ainsi.

Nord

Malades de la thyroïde

Le 28 décembre 2009, l'association Santé et environnement des rives de l'Aa a présenté devant la commission locale d'information de la centrale nucléaire de Gravelines, un décompte des malades de la thyroïde : 414 personnes touchées sur une population de 11 828 habitants (3,5 %). Un taux anormal en forte hausse depuis 2006. La commission a assuré qu'elle allait "s'emparer du dossier". Les maladies de la thyroïde sont souvent dues à la présence d'iode radioactif, un gaz libéré en quantité lors de fuites dans les réacteurs.


D.R.

Eolien

■ **Les Etats-Unis passent en tête.** Avec 8358 MW installés en 2008, les Etats-Unis totalisent maintenant 25 170 MW, ce qui les fait dépasser l'Allemagne (1665 MW en plus en 2008, pour un total de 23 908 MW). Suivent l'Espagne (16 754 MW) puis la Chine qui a doublé ses installations en 2008 pour atteindre 12 210 MW et qui à ce rythme devrait dépasser l'Espagne en 2009 et l'Allemagne d'ici 2012. Le développement est maintenant rapide en Inde, Italie, France, Royaume-Uni, Portugal. La Danemark, un temps en tête, pointe actuellement à la neuvième place, le gouvernement danois actuel ayant bloqué tous les programmes. (Source : *Syndicat des énergies renouvelables*)

■ **France : un frein de moins.** Alors que dans de nombreux pays européens, l'éolien se développe sans problème, la France maintenait l'impossibilité technique de dépasser 10% de la production électrique (voir n°375). Le 30 novembre 2009, RTE, Réseau de transport d'électricité, a annoncé la mise en place d'un système électronique permettant de prévoir avec quelques heures d'avance la production éolienne permettant ainsi de moduler d'autres sources d'énergie (hydraulique et thermique principalement) et de bénéficier pleinement des apports éoliens. RTE a annoncé que le 28 novembre 2009, le réseau a perdu 2000 MW de puissance éolienne du fait de ce manque d'anticipation (sur une puissance maximale à cette date de 4300 MW). Ceci va permettre de suivre l'augmentation rapide de la production éolienne qui devrait atteindre 19 000 MW terrestre en 2020.

■ **Ille-et-Vilaine : parc éolien coopératif.** Patrick Saultier, ingénieur et élu de la commune de Plélan-le-Grand (35 km à l'ouest de Rennes) propose en 2003 au conseil municipal de lancer un projet de parc éolien coopératif. Une société voit le jour : *Brocéliande énergies locales*. Un partenariat est proposé à la Caisse des dépôts et consignation qui refuse. C'est un électricien belge qui accepte d'apporter 65 % de la somme, le reste étant collecté auprès d'une douzaine d'investisseurs locaux. Six éoliennes Enercon sont installées au cours de l'été 2008. Avec des mats de 100 m et des pâles de 41 m, la production attendue est de 30 millions de kWh, la consommation d'environ 20 000 habitants. La commune de 3400 habitants est donc devenue exportatrice d'électricité.

Allemagne

Vers le 100 % renouvelable

Le ministre de l'environnement allemand, Norbert Röttgen (CDU, conservateurs) a présenté le 2 décembre 2009, lors d'une rencontre du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), les ambitions du gouvernement actuel (conservateurs et libéraux) : viser le 100% renouvelable d'ici 2050". Ceci est un objectif plus ambitieux que le précédent gouvernement (socialistes-conservateurs) qui ne visait qu'à atteindre 50% à cette date. Cela suppose donc le maintien de la sortie du nucléaire et la sortie également du charbon, du pétrole et du gaz. Fin 2008, les renouvelables assuraient 15% de l'électricité et 7% de la consommation d'énergie totale. Les Verts se sont félicité de cette annonce, mais demandent des objectifs chiffrés, énergie par énergie. Les industriels du secteur renouvelable ont demandé des efforts financiers pour pouvoir accélérer leur développement. Le gouvernement allemand espère ainsi devenir leader dans ce domaine… et servir d'exemple dans la lutte contre le dérèglement climatique. (source : *AFP*, 3 décembre 2009)

La France face à ses engagements

L'Union européenne demande à chaque Etat d'atteindre 23% d'énergies renouvelables dans la production totale en 2020. Non seulement, la France en est loin, mais les "amendements" commandités par les lobbyistes auprès des députés de droite sont en train d'anéantir toute évolution positive. Ainsi, si la nouvelle norme pour 2012 prévoit bien des logements qui consomment moins de 50 kWh par an et par m², mais un amendement précise que c'est "hors chauffage électrique". Un autre amendement prévoit que la climatisation sera obligatoire dans les logements neufs… et que ce ne sera pas compris non plus dans le calcul ci-dessus. Ceci serait justifié par le risque de canicule : une absurdité puisque lorsqu'un logement est bien isolé pour le froid, il l'est également pour le chaud.
Côté fiscalité, un amendement au budget 2010 propose de doubler les taxes locales pour les éoliennes… ce qui les ferait monter de 4000 à 8000 euros par an et par MW. A comparer avec le nucléaire qui ne paie lui pour la même puissance que 2913 euros. Côté transport, depuis le Grenelle de l'environnement, rien n'a changé : priorité à la route devant le rail.
Côté recherche : de l'argent est débloqué à grand renfort de communication (autant pour le nucléaire que pour les renouvelables !) mais dans le détail cela concerne principalement les agrocarburants, la pile à hydrogène et la voiture électrique.
A l'arrivée, tout est fait pour consommer plus… ce qui explique que même avec un développement rapide de l'éolien et à un degré moindre du photovoltaïque, le pourcentage couvert par les énergies renouvelables en France est… en baisse !

Qui fait courir de mauvaises informations sur les lampes fluocompactes ?

Des rumeurs se multiplient sur les dangers supposés des lampes fluocontactes (ou lampes économes). La revue *Valériane* éditée par *Nature et progrès Belgique* a interrogé, dans son numéro d'été 2009, Christian Steffens, ingénieur industriel spécialiste de l'efficacité énergétique. Nous avons de notre côté rencontré un spécialiste en électricité qui confirme ce que publie *Valériane*. A savoir…

› sur les risques électromagnétiques, à moins de rester des journées entières à quelques centimètres des ampoules, il n'y a rien à craindre car si champ électromagnétique il y a, il diminue très rapidement avec la distance et à un mètre, il n'est pratiquement plus mesurable.

› sur les risques du mercure, il y en a effectivement dans le starter en petite quantité (un milligramme par ampoule à comparer aux quelques grammes qu'il y avait autrefois dans les thermomètres). Il faut donc bien les rapporter pour le recyclage. Mais utiliser des ampoules de ce genre permet d'économiser l'électricité. En période de pointe, l'électricité provient de centrales thermiques. Si celles-ci sont alimentées au charbon (ce qui est encore fréquent dans toute l'Europe), le charbon contenant naturellement du mercure, les fumées de ces centrales nous polluent au mercure bien plus sûrement que les ampoules.

› sur les rayonnements ultra-violets, ces ampoules émettent moins que la lumière naturelle. Il y a confusion avec les lampes halogènes qui lorsque les filaments portés à haute température ne sont pas derrière une vitre sont effectivement émetteur d'importants UV.

› sur l'alternative que représentent les LED, celles-ci ont pour le moment un rendement entre consommation électrique et lumière qui reste faible… mais les progrès sont constants donc ce sera sans doute une forme d'éclairage répandue dans quelques années. MB.

D.R.

Rhône-Alpes

Formation énergies renouvelables

Le Greta du Roannais, en lien avec la région et la plate-forme GENR et Oïkos, organise tout au long de l'année des formations courtes : gestion de l'eau et des déchets, solaire thermique, solaire photovoltaïque, bois énergie, micro-éolien, micro-hydraulique, géothermie, aérolique (puits canadien, ventilation), cogénération, ossature bois, pisé et enduits de terre, chaux, électricité biocompatible, étanchéité zinguerie, plomberie chauffage, électrotechnique… Elle propose également des formations longues diplômantes : plombier chauffagiste, bio électricien, technicien en rénovation thermique, écoconstructeur. *Greta du Roannais, 4, impasse Champromis, 42300 Roanne, tél. : 04 77 23 05 05.*



Le débat remonte jusqu'en haut !

Nicolas Sarkozy, à Aubervilliers, le 28 novembre 2009, s'en est pris aux partisans de la décroissance : *"Quand j'entends nos écologistes parfois dire qu'ils vont faire campagne sur le thème de la décroissance, est-ce qu'ils savent qu'il y a du chômage [...] de la misère dans le monde, est-ce qu'ils savent qu'il y a près d'un milliard de gens qui ne mangent pas à leur faim et que la décroissance, ça veut dire plus de misère pour tous ces gens-là ?".* Il devrait lire plus attentivement les propositions des décroissants : ce n'est pas à ces "gens-là" que l'on demande de se serrer la ceinture mais aux riches, ceux qui mangent au Fouquet's par exemple.

Les animaux domestiques au niveau des voitures ?

Un chien pourrait avoir une empreinte écologique supérieure à celle d'une voiture ! Pour faire la comparaison, Robert et Brenda Vale, deux architectes spécialisés dans le développement durable à l'université Victoria de Wellington (Nouvelle-Zélande), ont comparé l'empreinte de différentes voitures en intégrant la consommation de carburant et le poids de la fabrication aux doses alimentaires conseillées par les fabricants pour les chiens, les chats, les hamsters. Le hamster se retrouve avec une empreinte écologique modeste... ce qui n'est pas le cas des chats et des chiens qui, carnivores, mangent beaucoup de viande, laquelle a une importante empreinte écologique. Leurs résultats : un chat bien dorloté par ses maîtres pèse aussi lourd qu'une Golf Volkswagen qui fait 9000 km par an. Un chien de taille moyenne pèse autant qu'une Toyota Land Cruiser qui fait 20 000 km par an. Un gros chien est équivalent à une voiture qui fait 30 000 km par an ! La France compte à elle seule huit millions de chiens et 9,7 millions de chats... et 25 millions de voitures. (source : *New Scientist* du 23 octobre 2009).

Un chien au volant : le top de l'empreinte écologique !





Toulouse

La Case de santé

La Case de santé a vu le jour dans un quartier populaire de Toulouse en août 2006. Ce centre de santé communautaire est animé par deux infirmières, deux médecins généralistes, un psychologue, trois travailleurs sociaux et un animateur en santé communautaire. L'idée de l'association est de fonctionner sans hiérarchie, d'agir au niveau local et avec tout le monde. L'initiative est tolérée par les institutions plutôt que soutenue. Le mélange entre personnels de santé et travailleurs sociaux n'étant pas classique. L'acte de santé est ici lié à une démarche sociale. Des accueils spécifiques ont vu le jour : pour les femmes qui ont des questions sur la sexualité, pour les migrant-es qui ont des obstacles administratifs, pour des personnes n'ayant plus de couverture sociale, pour les chibanis (vieux migrants maghrébins à la retraite)... en lien avec d'autres initiatives sociales du quartier. *La Case de santé, 17, place Arnaud-Bernard, 31000 Toulouse, tél. : 05 61 23 01 37, www.casedesante.org.*

Transparence de l'information

Procès en cours

La loi sur la transparence de l'information médicale votée le 4 mars 2002 prévoit qu'un professionnel de santé qui s'exprime publiquement sur un produit de santé doit déclarer s'il est en lien avec les entreprises qui fabriquent ou commercialisent ces produits. Les décrets d'application ne sont parus qu'en mars 2007 après un recours d'associations devant le conseil d'Etat. En avril 2008, l'association *Formindep* a observé 150 déclarations de 91 professionnels dans 30 médias professionnels et publics. Résultat : pas une seule fois, la loi n'a été appliquée ! *Formindep* a étudié ensuite les liens entre ces professionnels et l'industrie : pour seulement 14 d'entre eux, elle n'a pas trouvé de liens d'intérêt, pour 33, elle n'a que des soupçons, pour 56, le lien est prouvé. L'*UFC-Que Choisir,* après avoir vérifié les résultats de l'enquête, a décidé en avril 2009 de poursuivre en justice neuf médecins. La procédure juridique est en cours... *Jean Laleuw, Formindep, 188 rue Daubenton, 59100 Roubaix, www.formindep.org.*

Le cas Roseline Bachelot

Si la loi était appliquée, nul doute que l'actuel bourrage de crâne sur les vaccins s'accompagnerait de sérieuses révélations. Comme celles révélées par *Le Fakir* concernant une certaine Roseline Bachelot qui en fait beaucoup actuellement. Celle-ci devrait légalement indiquer à chacune de ces interventions qu'elle a été déléguée à l'information médicale pour les laboratoires Ici Pharma de 1969 à 1976 et chargée des relations publiques chez Soguipharm de 1984 à 1989. François Autain, député du parti de gauche, médecin généraliste en Loire-Atlantique, se souvient qu'elle lui avait vanté les produits de la firme Astra Zaneca. Aujourd'hui Astra Zaneca fabrique... des vaccins contre le virus H1N1.

Le 12 novembre 2009, jour où Roseline Bachelot se fait vacciner devant les médias, les journalistes du *Fakir,* Pascale Pascariello et François Ruffin, sont présents. Question en direct. La ministre gênée, esquive et fuit. Les journalistes du *Fakir* demandent à leurs confrères s'ils vont reprendre l'info. Réponse presqu'unanime : on est là pour parler du vaccin, pas pour autre chose ! (seul *Le Monde* le 17 novembre 2009 y fera allusion). Grandiose ! Demande d'interview au ministère : le service de presse lâche dans la discussion que Roseline Bachelot a même créé son propre labo avec son mari...

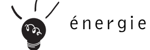
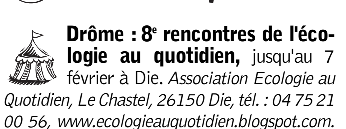
Le Fakir, Fakir, 21 rue Eloi-Morel 80000 Amiens, www.fakirpresse.info, en ligne le 24 novembre 2009.

Grippe

■ **La Pologne se porte bien !** Le gouvernement polonais a refusé de faire une campagne de vaccination, les fabricants demandant que ce soit l'Etat qui soit responsable en cas d'effets secondaires. Résultat : au 4 décembre 2009, nous en étions à 24 décès en Pologne pour la grippe A soit 0,6 décès par million d'habitant... à comparer à la France où nous en étions à 111 décès à la même date soit 1,7 décès par million d'habitants. On voit donc que le vaccin est particulièrement efficace !

■ **Stock à vendre.** Le gouvernement français essaie de revendre les 90 millions de vaccins qu'il a achetés en trop... Moins de 5 millions de vaccins auront été utilisés, ce qui correspond à moins de 10 % de la population française. Alors que l'on nous montre sans cesse des photos des queues devant les centres de vaccination dans les médias dominants, le nombre de vaccinés reste faible.

■ **Virus mutant.** Plusieurs morts de cet automne ne sont pas morts du virus H1N1, mais de virus mutants... pour lesquels le vaccin n'est pas prévu.

 énergie
 politique, société
 environnement / habitat / bio formation / décroissance
 fêtes, foires, salons
 santé
 nord / sud / femmes
 paix



Drôme : 8e rencontres de l'écologie au quotidien, jusqu'au 7 février à Die. *Association Ecologie au Quotidien, Le Chastel, 26150 Die, tél. : 04 75 21 00 56, www.ecologieauquotidien.blogspot.com.*

Paris : le pays où rêvent les fourmis vertes, 1er février à 20 h, à la Filmothèque du Quartier latin (9, rue Champollion, 5e, M°Odéon), présentation de ce film de Werner Herzog. Le combat d'Aborigènes qui s'opposent à l'ouverture d'une mine d'uranium sur leurs terres en Australie. Débat avec Jessica de Largy Healy, ethnologue. *Survival international, 45, rue du Faubourg du Temple, 75010 Paris, tél. :01 42 41 47 62, www.survivalfrance.org.*

Toulouse : comité d'autodéfense juridique, 1er février à 20h30, au Kiosk, librairie-bibliothèque alternative. Les CAJ sont des associations qui viennent en aide aux militants confrontés à des questions juridiques. Il s'agit alors de sortir d'une position de victime et, par mutualisation des moyens et solidarité, de rester offensifs. *Le kiosk, 3, rue Escoussières Arnaud Bernard, 31000 Toulouse, http://info-kiosques.net/kioskarnaudben.*

Toulouse : caravane Via Brachy, 2, 18 et 26 février à 19h30 à Friture, 22, place du Salin, présentation du projet de caravane solidaire partant de Toulouse le 15 juin pour rejoindre Ouarzazate, Dakar et Tombouctou. Retour le 30 octobre. *Association Via Brachy, 36, rue Bernard-Mulot, 31400 Toulouse, www.viabrachy.com.*

Paris : défense de semer ! 4 février à 20h, à l'espace Macaq, ciné-débat : comment le système des brevets autorise le pillage légal des ressources naturelles ? Enquête sur la biopiraterie. *Espace Macaq, 123, rue de Tocqueville, 75017 Paris, tél. : 01 58 59 01 73, http://macaq.org.*

Lille : exposition Bolivie, du 4 au 7 février à la MRES, 23, rue Gosselet, exposition photos et projection de documentaires sur la situation du pays à partir d'un voyage de neuf mois là-bas. Soirée cinéma bolivien le jeudi 4 à l'Univers. Concert le samedi 6 après-midi à la Barraca Zem. *EchoWay'Lille, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél. : 03 20 52 57 46, www.echoway.org.*

Montpellier : les Klimades, 4 et 5 février, au Corum, rencontres techniques, scientifiques et pédagogiques pour les décideurs locaux, les chercheurs, le grand public sur les questions d'énergie et de climat. Du 4 au 6, place de la Comédie, animations grand public. Le 4, visites de sites... *Agence Locale de l'Energie, pavillon Bagouet, esplanade Charles-de-Gaulle, 34000 Montpellier, tél. : 04 67 91 96 93, www.ale-montpellier.org.*

Grenoble : résistance à l'industrialisation, 5 février, à 20h à la Maison des associations, 5, rue Berthe-de-Boissieux, rencontre avec François Jarrige, historien, auteur de "Face au monstre mécanique, histoire des résistances à l'industrialisation" (Ihmo Editions, 2009). Poursuite du débat le 6 février à 14h, aux Bas-Côtés, 59, rue Nicolas-Chorier. *Plus d'infos : http://lesbascotes.blogspot.com ou 04 76 84 51 34.*

Corrèze : le féminisme est-il un mauvais genre ? 5, 6 et 7 février à Saint-Jal, Naves et Argentat, projection de films des années 1970 coorganisée avec le *Centre Simone-de-Beauvoir. Peuple et culture Corrèze, tél. : 05 55 26 32 25.*

Bas-Rhin : fabriquer ses produits d'entretien ménager, 5 février à 14h, à Sparsbach, *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Gard : penser l'homme dans son environnement planétaire, 5 et 6 février dans le cadre des "éco-dialogues du Vigan", le 5 en soirée, conférence de Francis Hallé : pourquoi les pays tropicaux sont-ils si pauvres et les nôtres si riches ? le 6 en après-midi : l'avenir de la biodiversité au niveau planétaire avec les deux conférenciers, le 6 au soir, film de Philippe Danton Les îles de Robinson. *Jean-Marie Miss, mairie du Vigan, tél. : 04 67 81 66 12.*

Nantes : vélorution, 6 février. En restant groupés avec nos vélos (ou tandem, roller...), nous créons une zone libérée de l'automobile, montrant ainsi que son règne n'est pas une fatalité. N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec de sympathiques banderoles ! Rendez-vous chaque premier samedi du mois à 14h, place Royale. *www.velorution.org.*


Paris : vélorution, 6 février à 14h, place du Châtelet, *www.velorution.org.*

Lyon : Réseau Sortir du nucléaire, 6 et 7 février au Centre international de séjour de Lyon (boulevard des Etats-Unis), assemblée générale du Réseau Sortir du nucléaire. *Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, http://ag.sortirdunucleaire.org.*

Narbonne : 23e CréHabitat, 6 au 8 février, parc des Expositions. Stands d'entreprises sur l'habitat sain, les énergies renouvelables. *UN'ANIM, parc des Expositions, avenue Hubert-Mouly, 11100 Narbonne, tél. : 04 68 41 92 44, www.parcexpos-narbonne.com.*

Paris : mourir à Charonne, pourquoi ? 8 février à 19h30, salle Jean-Dame, 17-25, rue Léopold-Bellan, Paris 2e (M° Sentier ou Les Halles) : le 8 février 1952, une manifestation contre l'OAS, armée secrète qui perpétrait des attentats contre les Algériens, est violemment réprimée : 9 personnes meurent coincées contre les portes fermées du métro, toutes membres de la CGT et pour 8 du PCF. Personne n'a été poursuivi, l'Etat ne s'est jamais excusé. Film de Daniel Kupferstein, à l'invitation de Jacques Boutault, maire du 2e.

Pantin : travail invisible des femmes, infantilisation des hommes, acceptation consensuelle ? 8 février à 18h30 à la fondation Gabriel-Péri (M° Hoche), conférence-débat avec Virginie Godet. *Fondation Gabriel-Péri, 11, rue Etienne-Marcel, 93500 Pantin, tél. : 01 41 83 88 50, www.gabrielperi.fr.*

Toulouse : construction écologique d'une toiture, 9 février à 19h15, soirée animée par Xavier Méric. *Friture, 22, place du Salin, 31000 Toulouse, tél. : 09 54 62 04 01, www.friture.net.*

Macon : les semences modernes en question, 10 février, salle Gambetta, 25, rue Gambetta, film de Marc Peyronnard, les faux arguments des OGM et la privatisation du vivant. *AIAPEC, 44, rue Dufour, 71000 Macon, tél. : 06 11 03 07 56, http://iprd.typepad.fr/aiapec/.*

Puy-de-Dôme : Homo-toxicus, 10 février à 20h30 à La Baie des singes, à Cournon-d'Auvergne, projection du film de Carole Poliquin suivie d'un débat animé par *Attac 63, maison des associations, 2, boulevard Trudaine, 63000 Clermont-Ferrand, tél. : 04 73 90 84 46, http://local.attac.org/attac63.*

Paris : l'engagement des hommes pour l'égalité des sexes, 11 au 13 février à l'auditorium de la Grande galerie de l'évolution, Muséum d'histoire naturelle, 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris 5e. *Colloque international coorganisé par l'INED et l'Institut Emilie du Châtelet, MNHN, CP 22, 57, rue Cuvier, 75005 Paris, tél. : 01 40 79 53 63.*

Drôme : Avec les réfugiés climatiques, du 12 février au 30 mai, exposition photo du collectif Argos sur les régions où des déplacements de population sont déjà en cours. *Centre du patrimoine arménien, 14, rue Louis-Gallet, 26000 Valence, tél. : 04 75 80 13 00, www.patrimoinearmenien.org.*

Bas-Rhin : bébé bio, 12 février à 14h, à Sparsbach, *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Epinal : Planet'Energy, 12 au 15 février au centre de Congrès, 120 exposants sur la maîtrise de l'énergie et les énergies renouvelables. *Promotex, www.planet-energy.fr.*

Saône-et-Loire : arboriculture bio-dynamique, 13 et 14 février au domaine agricole de Saint-Laurent, près de Cluny, formation d'approfondissement animée par Pierre Masson (conseiller en agriculture bio-dynamique) et Frédéric Cochet (arboriculteur professionnel). *Mouvement de culture bio-dynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél. : 03 29 24 36 41, www.bio-dynamie.org.*

Paris : pour l'égalité d'accès à la santé, 13 février à 14h30 à la Maison des associations, 8, rue Renault, Paris 11e (M°Saint-Ambroise). Réunion publique organisée par *la Ligue des droits de l'Homme, Centre Solidarité Roquette, 47/51 bis, rue de la Roquette, 75011 Paris, tél. : 06 34 28 60 80.*

Toulouse : le jardin des Bruyères, 15 février à 20h30 au Kiosk, projection d'un documentaire d'Hervé Dangla suivie d'un débat avec l'auteur. Histoire d'un quartier de Nantes avec 76 petites maisons individuelles démolies en 2009. *Le kiosk, 3, rue Escoussières Arnaud Bernard, 31000 Toulouse, http://info-kiosques.net/kioskarnaudben.*

Paris : consommation responsable et sobriété heureuse, 16 février à 17h30 au Petit palais, avenue Winston-Churchill, Paris 8e (M°Champs-Elysées-Clemenceau) : la prise de conscience d'un nécessaire rapprochement entre lieux de production et lieux d'achats, les circuits courts, le lien social, le refus de la société de consommation, les monnaies solidaires, le recyclage, peuvent-ils s'articuler avec notre devoir de solidarité internationale ? Inscription à l'avance auprès de *ARENE-Idf, 94 bis, avenue de Suffren, 75015 Paris, tél. : 01 53 85 61 75.*

Lille : construire écolo, l'affaire de tous ! 16 au 28 février, à l'Espace info énergie de la MRES, 23, rue Gosselet. Exposition du centre éducation nature du Houtland, sur dix ans de démarche vers une vie écologique globalement saine. *CENH, chemin de Rubrouck, 59470 Wormhout, tél. : 03 28 65 76 00, www.centreeducationnaturewormhout.org.*

Paris : la bourse ou la vie, 18 février à 20h30 au café associatif Le Moulin à café, conférence-débat avec Frédéric Lordon, chercheur au CNRS, auteur de La crise de trop. *Le Moulin à café, 9, place de la Garenne, 75014 Paris (M°Pernety ou Alésia).*

Lyon : expédition de S!lence. 18 et 19 février. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

Bas-Rhin : initiation à l'ossature bois, 19 février à 14h, à Sparsbach, *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Ille-et-Vilaine : les bases du jardin potager et fleuri, 20 février, matin : bénévolat de jardinage pour ceux qui veulent, l'après-midi : apprentissage et échanges. 12€, gratuit pour les bénévoles du matin, inscriptions au 02 99 52 02 90, jardin bio à Guichen. *Organisé par Culture Bio, 43, Rue de Fagues, 35580 Guichen.*

Namur : agriculture bio et changement climatique, 24 février, à l'auditorium du moulin de Beez, colloque. Les défis face au changement climatique, la contribution de l'agriculture aux émissions de gaz à effet de serre, la place de l'agriculture biologique, le stockage du carbone dans les sols, la question de l'élevage, l'efficacité énergétique d'une ferme wallonne, les adaptations nécessaires... *Nature & Progrès, rue de Dave, 520, B5100 Jambes, www.natpro.be.*

Macon : Campesinos, histoire d'une résistance, 24 février, salle Gambetta, 25, rue Gambetta, film de Sarah Pick et Fabien Lacoudre. Comment les luttes indiennes en Bolivie ont conduit Evo Morales à la présidence du pays. *AIAPEC, 44, rue Dufour, 71000 Macon, tél. : 06 11 03 07 56, http://iprd.typepad.fr/aiapec/.*

Toulouse : cantine associative, 25 février à 20h au local de Friture, repas "autrement" proposé par l'association PAZ. *Friture, 22, place du Salin, 31000 Toulouse, tél. : 09 54 62 04 01, www.friture.net.*

Bas-Rhin : initiation à la construction en bottes de paille, 26 février à 14h, à Sparsbach, *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Lyon : Primevère, 26 au 28 février à Eurexpo, salon-rencontres de l'écologie et des alternatives, 450 exposants dont 68 nouveaux, Thème de l'année : le prix de la gratuité. 120 conférences-débats, expositions (voir programme détaillé en page 23). Zone de troc (vendredi : livres ; samedi : savoir-faire et habitat sain : dimanche : troc de graines). *Primevère, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, tél. : 04 74 72 89 90, primevere.salon.free.fr.*

Bas-Rhin : autoconstruire sa maison écologique, 27 février à 10h, à Sparsbach, *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Paris : pour la suppression du ministère de l'Immigration et de l'identité nationale, 27 février à 15h, place de la Bourse (2e), manifestation dans le cadre de la semaine anticoloniale. *Collectif anticolonial, www.anticolonial.net.*

Bouches-du-Rhône : art et nature, 27 et 28 février, 2 journées pour découvrir les imaginaires et les arts à partir d'éléments naturels. *Le Loubatas, , BP 16, 13860 Peyrolles, tél. : 04 42 670 670, www.loubatas.org.*

Vaucluse : prévenir et réguler les conflits, 27 et 28 février à Grambois, présentation et expérimentation d'outils de régulation non-violente des conflits. *IFMAN Méditerranée, Le Pey Gros, 13490 Jouques, tél. : 04 42 67 66 40, www.ifman.fr.*

Si vous désirez diffuser *S!lence* lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter : 04 78 39 55 33 (Béatrice, le mardi et le jeudi de préférence)



Vivre ensemble

■ Recherchons personne dynamique, sérieuse, enthousiaste 30-45 ans pour partager en permanence ou alternance : activités d'autosuffisance à créer et déjà mises en place ; appréciant ou jouant la musique trad, dans un cadre communautaire type famille élargie/tribu, mode de vie 100% crudivore, afin de préparer l'ère post-industrielle, sud-est de la France, zone montagne. Si affinités après essai en WWOOF. Contacter : *tribunature@no-log.org.*

■ **Sud-Isère.** Ecolieu en création cherche 3e famille. Projet visible sur http://tilia.canalblog.com. Contact : *tiliaetcompagnie@yahoo.fr.*

■ **Lot.** Eco-hameau démarré, SCI le bois d'Andral, cherche partenaires pour agrandir le groupe et vivre une citoyenneté active, solidaire, écologique. Propose parcelles contre parts de SCI pour construire des maisons bioclimatiques regroupées par petits ilôts. Maison commune et espaces collectifs. Mutualisation des savoirs et des compétences. *http://eco-hameau-d-andral.over-blog.fr. Tél. : 04 90 32 34 42.*

Agir ensemble

■ **Ardèche.** Nous œuvrons au quotidien de manière coopérative, en cherchant l'horizontalité et la transparence sur la base de salaires raisonnés et égalitaires. Nous développons à une dizaine, des activités ancrées économiquement, en synergie les unes avec les autres et nous partageons un goût commun pour la transmission et l'entreprenariat. Si nos valeurs vous donnent envie de concrétiser votre projet au travers des activités existantes (agricole, administratif, animation, formation, accueil, vente) ou par le développement de nouveaux secteurs, nous sommes disponibles pour vous rencontrer et en discuter. *Le Viel Audon, 07120 Balazuc, tél. : 04 75 37 73 80, contact@levielaudon.org, www.levielaudon.org.*

■ Je suis une artiste de cirque et je cherche à jouer lors de manifestations de type marchés ou foires biologiques, rencontres écocitoyennes, etc. Pour en savoir plus, merci de me contacter : *Bertille Tropin, bertille.tropin@free.fr, tél. : 06 79 22 74 96.*

■ **Saint-Brieuc : Stage communication/événementiel.** La Gambille, coopérative de consommateurs, spécialisée dans la distribution de produits biologiques et d'écoproduits (Biocoop) cherche pour cinq mois, de février à juin 2010, une stagiaire pour coordonner l'organisation de la foire éco-bio de Plérin, en juin 2010 : promotion, prospection exposants, réalisations graphiques, coordination bénévoles, relations presse... Profil souhaité : formation en communication, intérêt pour la bio et le développement durable, autonomie, créativité, rigueur, sensibilité au graphisme. Niveau d'études : Bac+2/+3. Indemnités à définir. CV et lettre de motivation à envoyer par mail à *François Colin, avant le 30 janvier 2010 : com.gambille@gmail.com.*

■ **Var.** Les Jardins solidaires d'Hyères, *Aujourd'hui pour Demain,* proposent aux particuliers et aux institutions : espace collectif de production de légumes bio et location de jardins. Inscription : *jhad@laposte.net ou 09 60 52 48 91.*

Rencontres

■ **Réf. 376.01.** F. 53 ans, souhaite échanger avec personne vraie, réfléchie, engagée, simple, cohérente, proche nature et terre, recherchant autonomie, alternatives. Ecrire à la revue qui transmettra.

Emploi

■ Jeune institutrice, je cherche du travail au sein d'une ferme pédagogique. Titulaire d'un certificat de formation en agriculture biologique et en traction animale (Ferme Sainte-Marthe), j'ai travaillé deux années au sein d'une ferme pédagogique en tant que responsable d'animation et quatre ans en tant qu'enseignante. Créative et organisée, j'ai l'expérience de gérer et animer un groupe d'enfants et de réaliser des activités. Si mon profil retient votre attention, je vous propose d'envoyer un mail à l'adresse suivante : *vds-catherine@hotmail.com* (préférence pour la Bretagne).

■ Apprenti charpentier, 23 ans, formation stoppée cause lic. éco. cherche expérience travail du bois et éco-construction avant reprise de formation en septembre. Toutes propositions bienvenues en France comme à l'étranger. *Tél. : 06 70 90 72 88.*

Logement demande

■ Mireille, végétarienne, écolo, pacifique, cherche chambre meublée, studio ou autre (mobil-home), région 84-83-26-07-04-13. Je reste ouverte à toute proposition et aussi aux lieux de vie communautaires. Merci. *Tél. : 06 83 03 29 90.*

■ Couple d'enseignants retraités (expérience pédagogie Freinet, ateliers d'écriture, récits de vie, italien et espagnol pratiqués...) cherche un logement 90 m², un hébergement, au calme. De préférence dans le sud-est de la France, en Italie ou en Espagne. Nous pouvons assurer certains services. *Merci de faire des propositions au 04 90 27 11 42.*

Logement offre

■ **Bretagne,** à l'orée de la forêt de Brocéliande, belle propriété, centre de séminaires, avec parc 8000 m², à vendre. *Tél. : 02 90 19 00 52, bignon.marc@freesbee.fr, descriptif avec photos sur http://la-carriere.blogspot.com/.*

■ **Haute-Marne.** Jolie maison rurale de 300 ans en parfait état, calme et ensoleillée, 5 pièces style rustique, grande cheminée, cuisine équipée, très belle salle de bains, 2 WC, garage, cave, dépendances, 95 m² habitables sans travaux, 250 m² aménageables, vastes greniers. Chauffage fuel neuf, toitures et façades neuves, puits en service. Terrain attenant 850 m² avec arbres fruitiers + 23000 m² en plusieurs parcelles de terres cultivables + bois de sapins adultes. Prix : 265.000 €. *Tél. : 03 25 01 64 72 ou (Allemagne) 0049 83 41 10 00 59, bern.remy@t-online.de.*

■ **Hautes-Pyrénées.** A louer à Bagnères-de-Bigorre, dans un immeuble entièrement rénové avec des matériaux écologiques (bois, laine de bois, chaux, fermacel, peintures écolo, huile dure...), chauffé avec chaudière bois déchiqueté, avec une volonté de convivialité entre les occupants et ouvert à toute bonne idée, appartement T2 de 37 m² pour personne(s) handicapée(s). 360 €/mois. A partir d'avril 2010. *Tél. : 05 62 95 28 16.*

■ **Espagne.** Vends maison 140 m² + dépendances, terrain de 25 000 m² en bio, potager, plantation aloe vera, oliviers, caroubiers et fruitiers. Puits, eau chaude solaire, installation photovoltaïque de 11,2 kW connectée au réseau. *Daniel Haber, tago de Solano, b 7, 29170 Colmenar, Espagne et decrecimiento1984@yahoo.es pour avoir des photos.*

A vendre

■ Vends métier à tisser basse lice, 1m20. Faire offre, *tél. soir : 03 84 78 01 19.*

Pour commander un ancien numéro

Seuls ces numéros sont disponibles. Ils sont à commander à Silence, 9 rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 09.

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s).
Faites le total (4,60 € l'exemplaire).
Ajouter les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).
Indiquez le total de votre règlement :

VOS COORDONNÉES — MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

Ne faites qu'un seul chèque si vous vous abonnez également... voir en page 47. Chèque à l'ordre de Silence.

Numéros régionaux

- ☐ 325 Nord-Pas-de-Calais
- ☐ 331 Ariège et Hautes-Pyrénées
- ☐ 337 Paris
- ☐ 348 Centre
- ☐ 353 Haute-Garonne et Gers
- ☐ 359 Seine Saint-Denis
- ☐ 364 Savoies
- ☐ 370 Nièvre et Saône-et-Loire
- ☐ 375 Gard et Lozère



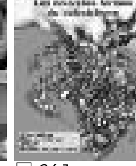








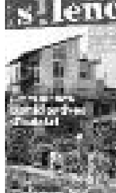

☐ 351 ☐ 352 ☐ 354 ☐ 355 ☐ 356 ☐ 357






☐ 360 ☐ 361 ☐ 362 ☐ 363 ☐ 365 ☐ 366





☐ 368 ☐ 369 ☐ 371 ☐ 372 ☐ 373 ☐ 374

Le détail des sommaires est consultable sur : www.revuesilence.net


primevère
24ème édition
salon-rencontres
de l'écologie et
des alternatives
26, 27, 28 février 2010
Eurexpo Lyon / Chassieu
450 exposants
dont 150 associations et
150 producteurs-artisans
120 conférences-animations
nombreux thèmes dont
"Le prix de la gratuité"
tarif : 7 euros
tel : 04 74 72 89 90
http://primevere.salon.free.fr

Mobilisation à poursuivre…

Après l'échec — prévisible — du sommet de Copenhague, *S!lence* a interrogé Cyrielle den Hartigh, chargée de campagne "changements climatiques" chez les Amis de la Terre.

D.R.

S!lence : **En quoi l'échec de la 15e conférence sur le climat à Copenhague est-il grave ?**

Cyrielle den Hartigh : Dans la nuit du dernier jour de la conférence internationale de Copenhague sur le climat, le 18 décembre 2009, aucun accord n'a été signé par l'ensemble des 192 pays de la Convention cadre des Nations Unies pour le changement climatique. En fin de journée, alors que les négociations semblaient être embourbées, MM. Obama et Sarkozy ont assuré que « le monde » s'était entendu sur un accord à Copenhague. En réalité, l'accord en question, très maigre et sans aucun engagement chiffré, avait été rédigé par une poignée de pays qui ont cru pouvoir l'imposer au reste du monde avant même que cet accord n'ait été validé en plénière. Cet accord n'avait en réalité pas le soutien du reste de la communauté internationale. À 3h30 du matin, enfin de retour en plénière des Nations unies, plusieurs pays en développement ont clamé haut et fort leur refus d'un tel accord et ont dénoncé « un processus totalitaire et un manque de respect de la part des pays industrialisés ».

Outre le fait qu'aucun accord n'ait été signé pour combattre les changements climatiques à une échelle internationale, ces irrégularités dans la gouvernance mondiale ébranlent le processus même des négociations et le multilatéralisme jusqu'alors plus ou moins en place. Et encore une fois, malheureusement, les chefs d'État nous font croire qu'un pas important a été fait. Que nenni ! Nous en sommes toujours au même point, et ne devons pas faiblir !

Par ailleurs, pendant la deuxième semaine des négociations à Copenhague, les délégués des Amis de la Terre et de Via Campesina se sont vu refuser l'entrée du lieu des négociations… au nom de quoi ? Soit disant d'un problème d'organisation et d'un manque de places. Mais nous savons que ces deux organisations sont celles parmi les ONG accréditées qui ont les positions les plus radicales : refus du marché international du carbone, refus des mécanismes de compensation et de toutes les fausses solutions (nucléaire, capture et stockage du carbone, agrocarburant, etc.). Ce manquement aux règles de transparence et de démocratie est grave. Mais surtout, on constate que la remise en question du système économique actuel est encore loin de faire l'unanimité. C'est pourtant de cela dont nous avons besoin si nous voulons avoir une chance de combattre les dérèglements climatiques et voire appliquer la justice climatique ! Ce ne sera pas en mettant en place un marché international du carbone que seront réduites les émissions de gaz à effet de serre. Nous l'avons déjà constaté sur la marché du carbone européen. Mais surtout, la mise en place d'un tel marché risque de faire apparaître de nouvelles dérives financières telles que nous venons de les traverser.

Que comptent faire les Amis de la Terre maintenant sur la question du climat ?

Nous continuons à agir au sein de la coalition Justice climatique. (dont on peut suivre les débat sur *www.justice-climatique.org*)

Par ailleurs, nous continuerons à être très actifs sur les mobilisations populaires. La voix du plus grand nombre est encore nécessaire pour faire pression sur les décideurs de ce monde, leur dire qu'ils font fausse route, et qu'ils sont seuls dans cette voie ! La mobilisation ne doit pas s'arrêter en si bon chemin, et, pour cela, nous avons besoin de tout le monde !

Que peut faire le citoyen pour agir en faveur du climat ?

S'engager dans les associations qui travaillent sur le sujet du climat (en adhérent, en s'engageant bénévolement, en faisant un don, etc.) ! L'équilibre du climat planétaire et les populations les plus touchées par les changements climatiques ont plus besoin de pressions populaires auprès des États et des entreprises que dans les petits gestes de tous les jours. Par exemple : participer à une manifestation de rue, une action symbolique ou une pétition. Il est bien sûr également important d'acquérir des gestes quotidiens d'économie d'énergie et de réduction des consommations en général. Vous pouvez par exemple trouver des pistes d'actions sur le logement (*www.renovation-ecologique.org*) ou sur les déchets (*www.produitspourlavie.org*)

Entretien réalisé par Michel Bernard ■



■ Les Amis de la Terre, *2B, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél. : 01 48 51 18 95*

■ Tout savoir sur les mobilisations : *www.dubruitpourleclimat.org.*


Guillaume de Crop

Entre deux Altertours, c'est encore de l'Altertour

Ces deux derniers étés, lorsque l'Altertour enchaînait les alternatives, l'attention des cyclistes était surtout orientée vers l'action. Il s'agissait de faire connaître des initiatives locales, tout en expérimentant une vie collective en décalage avec nos habitudes. Sur cet autre tour, on pratique en effet la convivialité et la solidarité, sans distinction d'âge ou de position sociale. On y découvre d'autres mode de vie, tels que la *simplicité volontaire ;* on évolue sans "carapace à moteur" dans des paysages vivants, en ne regardant plus seulement le monde à travers un pare-brise ou la lucarne d'un écran ; on y dialogue beaucoup. Plus libre entre deux Altertours, la réflexion quitte la route, à l'heure des bilans et de la préparation d'une prochaine édition.

De l'avis unanime des cyclistes qui ont eu le bonheur de participer aux deux manifestations, la cuvée 2009 de l'Altertour n'a rien à envier à celle de 2008. Ces deux derniers étés, ils ont découvert d'autres chemins que celui dicté par une société imprégnée de compétition, motivée par le profit, la rentabilité, la croissance économique, et ayant recours à tous les dopages. Limitée la première année au dopage agricole, la réflexion menée entre deux Altertours a permis de dénoncer d'autres secteurs d'activité touchés par ce phénomène, tels que l'économie[1], la production d'énergie, les transports, les télécommunications. La presse régionale écrite et télévisée a propagé ce message, en allant parfois plus loin[2] : un reportage a notamment été suscité cet été par un communiqué de presse des cyclistes sur les contrôles anti-dopage électromagnétique[3].

Dans la micro-société sans dopage des 'altercyclistes', l'absence de hiérarchie appelle un procédé de régulation efficace : le Cercle de parole[4]. La vie collective implique des tâches considérées comme aussi valorisantes les unes que les autres, avec cependant des retours d'effort plus ou moins immédiats, à court-terme : cuisine, gestion du matériel, interventions en public, nettoyage ; à moyen-terme : coordination avec les accueillants, contact avec les médias, finalisation et fléchage éventuel du circuit ; à long-terme : rédaction de communiqués et d'articles, tournage de séquences filmées. Entre deux Altertours, cette expérience peut être transmise, comme par Geneviève de Saint-Hilaire (45) à un groupe d'adolescents, *"encore émerveillée d'avoir pu transmettre à ces jeunes un peu de ce que l'Altertour lui a apporté, dont : être heureux dans la simplicité volontaire et le partage au quotidien"*.

Tendances

L'année « altertouresque » se divise actuellement en trois périodes : neuf mois de gestation du projet, un mois de réalisation, deux mois de finitions. Entre deux Altertours, l'aventure collective continue… Beaucoup d'altercyclistes deviennent récidivistes. Certains n'imaginent pas revenir sur le tour sans avoir contribué à sa préparation. C'est ainsi que ceux-là se retrouvent chaque mois quelque part en France, et organisent également des réunions hebdomadaires sur Internet, pour affiner progressivement le circuit qu'ils exploreront, ainsi que le cadre logistique dans lequel ils évolueront l'été suivant. Ils conçoivent à la fois le contenu d'un événement d'un mois et demi, et la manière de l'organiser. Car les options sont mul-

1. S!lence n°368.
2. Revue de presse 2009 (55 pages) : http://altercampagne.free.fr/pages/2008/AlterTour/doc/Revue2Presse_AT2009.pdf
3. Voir la carte des résultats des contrôles anti-dopage électromagnétique par micro-ondes, réalisés pendant l'Altertour par Philippe de Chambéry et cartographiés entre deux Altertours par Nolwenn de Vannes. Une enquête du Monde a confirmé la présence d'antennes-relais dans des clochers d'église, avancée par les médecins de l'Altertour 2009.
4. Chacun prend la parole à tour de rôle, sans être interrompu. Le Cercle de parole ne donne pas seulement à chaque individu la possibilité d'exprimer sa perception d'une situation et de participer à la conduite du groupe, il l'entraîne aussi à contrôler son impulsivité.



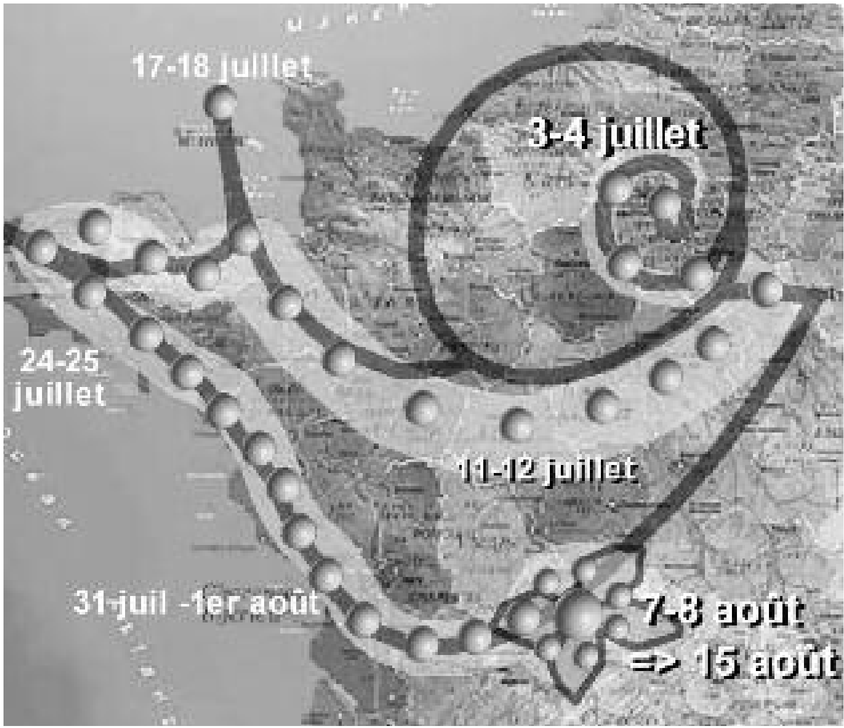


Figure 2 : Projet de circuit 2010. L'Altertour partira de l'Ile-Saint-Denis (93), avec un Prologue à travers Paris le 3 juillet après-midi avec des Vélorutionnaires de plusieurs nationalités. Après une spirale d'étapes en Ile-de-France, le circuit passera par la Sologne, Tours, Angers, Rennes, Saint-Malo avant de se rendre à Jersey pour un rendez-vous militant prévu le week-end des 17-18 juillet. Suivra une semaine en Bretagne, avant de traverser les régions Pays de Loire, Poitou-Charentes et Limousin, pour arriver les 7-8 août sur le plateau de Millevaches et y installer un campement d'une semaine d'où rayonner alentour. Tout le long de ce circuit, les contrôles anti-dopage concerneront la progression artificielle du couple « béton-bitume » au détriment des surfaces cultivables et des espaces naturels.

tiples en la matière, et l'absence de hiérarchie dans le groupe de coordinateurs ne signifie pas l'absence d'organisation. Des outils de partage d'informations structurées sont mis en place, permettant à chacun de contribuer au projet en fonction de ses disponibilités, et aussi parfois d'améliorer ses compétences en fonction des besoins. Du côté des hôtes, le niveau de satisfaction semble en définitive être proportionnel à l'investissement dans la préparation d'une manifestation locale à l'occasion du passage des cyclistes. La réussite du projet peut même conduire ensuite, comme à Domfront ou Strasbourg, à la création d'associations destinées à promouvoir les alternatives locales, y compris l'agriculture paysanne (AMAP)[5]. La tendance actuelle est donc de démarrer de bonne heure la préparation du tour, en y incluant de l'éducation populaire « en interne » pour une meilleure connaissance et un partage possible des tâches.

Il y a de l'admiration entre les cyclistes et leurs hôtes, d'où une émulation certaine. Les « accueillants » sont impressionnés par la performance sportive et la curiosité des cyclistes sur les domaines abordés lors des soirées-débats. L'envie de rouler sur le tour l'année suivante a même parfois été exprimée, *"à condition de trouver une personne pour remplacer"* au fournil ou aux champs. Réciproquement, les cyclistes les plus enthousiastes changent entre deux Altertours de couleur de maillot : le vert devient le rouge des organisateurs locaux. Comme précédemment indiqué, certains participent même l'année suivante à l'organisation nationale, tel Mathieu de Besançon devenu coordinateur de l'édition 2009. Cette tendance s'accentue pour la prochaine édition : des citoyens de Jersey, venus à la rencontre des cyclistes en 2009, les invitent à une grande manifestation publique qui réunira le 17 juillet 2010 des membres de leur gouvernement et des responsables d'associations locales. Du côté des cyclistes, comme l'exprime Jean-Pierre, l'engagement en direction des alternatives peut aller jusqu'à *"vivre beaucoup plus en cohérence avec ses idées, à longueur d'année. Autrement dit, devenir à son tour révolutionnaire (au sens: porteurs d'un projet alternatif)"* pour ne pas se limiter au rôle de témoin admiratif pendant un mois sur l'Altertour. L'idée d'organiser un Altertour continuel a même été suggérée. Les cyclistes consacreraient alors une partie de leur temps libre sur le tour à préparer le circuit parcouru par d'autres, quelques mois plus tard : un schéma qui ajouterait une autre dimension à la solidarité. Entre deux Altertours, ce serait alors toujours vraiment de l'Altertour.

Josiane Coelho et Dominique Béroule ■

5. A Domfront, voir Adèle et Tanguy Laurent à La Touche, 61700 Domfront. (http://www.yourte-souslespoiriers.com). A Strasbourg, prendre contact avec les CEMEA d'Alsace, Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, 22, rue de la Broque, www.cemea-alsace.fr.

Quand une écureuille bloque les trains



En Allemagne, Cécile Lecomte, surnommée l'Ecureuille, utilise ses talents d'escaladeuse pour bloquer les trains de déchets radioactifs. Nous l'avons rencontrée.

Blocage du 4 juin 2008 (pendant une heure et demie)

S!lence : **Comment t'est venue la volonté de mener des actions contre les trains de déchets nucléaires ?**

Cécile Lecomte : Lorsque je faisais une année d'étude en Allemagne, le sujet est venu à moi par la presse. J'étais impressionnée par ces images où l'on voyait des centaines de personnes assises sur les rails et la route par des températures négatives pour mettre des bâtons dans les roues au nucléaire. J'ai commencé à m'informer sur le sujet et pris conscience que les transports de déchets nucléaires sont un maillon faible de la chaîne sur lequel il est possible d'intervenir par l'action directe pour informer l'opinion et réellement causer des problèmes au lobby. En Allemagne, un train de déchets ultimes n'atteindrait pas son but, si l'État ne mettait pas plus de 20 000 policiers à disposition pour lui frayer un passage.

Comment s'organisent ces blocages ?

Il y a différents types d'actions, les plus courantes ici sont des blocages de masse assis. Certains s'enchaînent aux rails. Cela demande déjà plus de préparation. Moi, ma spécialité, c'est les actions en hauteur au-dessus des parties non électrifiées de la voie ferrée ou de la route : je tends une corde entre deux arbres et me suspends au milieu. Ou bien je descends en rappel depuis un pont. Ces actions ont l'avantage d'être efficaces et je peux même les faire seule. C'est possible car je suis bien intégrée dans le mouvement antinucléaire et sais que spontanément, des militant-e-s locaux vont venir me soutenir, un autre envoyer un communiqué de presse et encore d'autres venir me chercher au poste de police. Avec moi, j'ai toujours au moins un photographe de presse. La préparation en elle-même reste un secret entre grimpeurs.

Combien de trains as-tu bloqués ?

Six trains nucléaires ont jusqu'à présent dû faire plus ou moins longtemps halte devant moi. Une fois cela a duré six heures et demie ! Je protestais contre l'extension de l'usine d'enrichissement et l'exportation d'uranium appauvri vers la Russie. Depuis, sous la pression publique générée par ces actions à répétition, la firme Urenco a renoncé à ces transports.

Quelles sont les suites judiciaires et policières ?

Elles sont multiples. La police a peur de l'Ecureuille, alors dans chaque train nucléaire, il y a une équipe spéciale de policiers grimpeurs – au cas où. De plus, il m'arrive d'être arrêtée préventivement plusieurs jours avant le passage d'un train. On ne me reproche rien, il s'agit de prévenir le danger... que je représente pour le train. La loi allemande sur les pouvoirs de la police le permet. Pourtant, d'un point de vu pénal, la situation est assez complexe. Le législateur n'a pas prévu les manifestations aériennes ! Récemment, j'ai été relaxée par un tribunal. Au-dessus de 4,80 mètres, il n'y a pas de loi. Ce n'est plus la voie ferrée, alors on ne peut pas me mettre d'amende pour l'avoir occupée. Le juge a dit que le train aurait pu passer en dessous, c'est la police qui l'a arrêté et non moi. Bien sûr, le procureur a fait appel.

Quelles différences vois-tu entre les mouvements antinucléaires allemand et français ?

Pour l'essentiel : la plus grosse différence est la structure. Le mouvement allemand est très décentralisé, il n'y a pas de porte-parole ni d'organisation comme *Sortir du Nucléaire* qui fédère tout. Cela correspond un peu à la structure des États respectifs. Les groupes allemands se forment selon les affinités politiques (libertaires, verts, etc.), les modes d'action préférés et les spécificités locales (groupes proches de sites nucléaires par exemple). L'action directe et l'action de désobéissance civile sont ici très développées et les différentes formes d'action cohabitent. Il y a certes des tensions, mais pas de scission. On part du principe que la résistance plurielle fait la force du mouvement. Lorsqu'un sabotage a lieu, les groupes qui préfèrent un autre mode d'action se distancient rarement, ils se montrent plutôt solidaires et expliquent qu'ils comprennent très bien le pourquoi de ces actions et que le responsable c'est bien le nucléaire imposé à une population qui n'en veut pas.

Entretien réalisé par Michel Bernard ■

Blocage du 16 janvier 2008 (6 heures et demie)



Brésil : le mouvement des sans-terre fête ses 25 ans

En 1984, au Brésil, naissait le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST). Membre de Via Campesina, il a depuis étendu sa popularité à travers le monde mais reste fortement criminalisé au Brésil. Alors que l'on vient de fêter les 25 ans de ce mouvement, *Silence* vous propose de partir à la découverte de ses réalités de terrain à travers quelques portraits sensibles extraits d'un reportage de Bertille Darragon.



D.R.

■ Retrouvez d'autres portraits de militants rencontrés au Brésil à l'adresse suivante : *http://dionisosetcetera.blogspot.com*

■ En France on peut se renseigner sur le MST en allant sur le site *http://amisdessansterre.blogspot.com* ou par *Frères des Hommes : www.fdh.org, 9 rue de Savoie, 75006 Paris, 01 55 42 62 62.*

Dionisos

Construire, planter. Le rêve de sa vie, c'était d'avoir un bout de terre. Maintenant que le campement va être régularisé en assentamento, Dionisos conquiert petit à petit la terre aride et l'autosubsistance. Le long du chemin, il a planté des arbustes, les uns pour donner des fruits, les autres simplement parce qu'il les aime.

Pas question d'utiliser des pesticides - qu'on appelle fort justement "venin" en brésilien - ou des engrais. Pour protéger ses cultures Dionisos a un produit miracle, un purin de son invention qui fait le régal de son esprit curieux et le malheur de ses voisins : ça pue terriblement !

Malgré les critiques, Dionisos n'a pas abandonné, il essaie d'autres compositions et tâche de convaincre ses détracteurs de ce dont il a l'intuition : il ne faut pas se servir de produit chimique industriel, point barre. Ses expérimentations ne s'arrêtent pas aux plantes : il est menuisier, charpentier, il bricole des outils et des vélos, aménage son atelier, invente des machines.

C'est les yeux brillants qu'il nous raconte l'épopée de l'occupation des terres. La première fois, ils sont entrés à plusieurs centaines. L'occupation n'a duré que quelques heures et ils ont dû reculer face aux forces de l'ordre. Quand ils sont revenus, ils étaient 2000. Des familles entières, femmes enceintes, enfants, grands pères. La police n'a rien pu faire. Dionisos raconte comment ils ont déplacé une voiture avec les policiers terrorisés à l'intérieur, ce qu'ils ont fait des armes dressées face à eux. « Plus il y avait de flics, plus c'était drôle. » Il répète plusieurs fois d'un air gourmand : *« Foi bom de mais »* - c'était trop bon. A l'entendre, on croirait à une plaisanterie d'étudiant ; on en oublierait que ces hommes se présentaient la poitrine nue devant les flingues, devant la justice corrompue, les milices des propriétaires, des centaines d'années de spoliation par les puissants. Le peuple insurgé, qui reconquiert sa dignité, la faux à la main. Cette occupation-là s'est bien passée : pas de morts, pas d'arrestations. L'un des leaders, que nous avons rencontré, nous explique qu'il se sent protégé à l'intérieur du campement, « ils » ne viendront pas le chercher ici. J'ai du mal à le croire, j'ai peur pour eux, pour leur vie, pour leurs rêves.

« Je fais confiance au MST. Jusqu'ici, les promesses ont été tenues, je n'ai pas été trompé. Mais si un jour je vois qu'on me ment... » Nous imaginons

la colère de Dionisos, à qui il a dû en coûter pour tout miser au sein du collectif, pour ne pas s'en remettre qu'à lui même et à sa force de travail. Je le revois, sa stature puissante et ramassée se découpant sur le ciel, son visage rond qui raconte ses origines indigènes, la capuche de son sweat orange tout propre rabattue sur la tête, qui lui donne un air anachronique d'adolescent de banlieue. « Jamais je ne quitterai cette terre ». Nous regardons les étoiles s'allumer doucement à l'horizon.

Agostinho

Le travail de ferme n'est qu'une partie de tous les chantiers menés de front par Agostinho et sa femme. Dans la modeste baraque au sol en terre battue et au toit de tôle, c'est Agostinho lui-même qui a fait l'installation électrique et « à chaque fois qu'il allume la lumière, il s'émerveille de ne pas s'être électrocuté » blague-t-il. Dans l'attente d'un hypothétique branchement au réseau, Agostinho s'est raccordé en pirate et savoir que l'Etat paie sa facture le réjouit.

L'organisation de l'assentamento prend également du temps. La cuisine collective est encore très rudimentaire ; il faut creuser une fosse pour les toilettes. Un orage a détruit le toit de la salle informatique qui faisait l'orgueil des habitants de Gabriela I (l'assentamento a pris le nom d'une fillette morte accidentellement pendant l'occupation initiale). Le samedi, des mutirão (travail collectif) permettent de cultiver le potager commun et le jardin d'herbes médicinales. Quand nous étions venus la première fois, Claudionor et Marcos nous avaient montré les plantes une à une, avec fierté, nous offrant des feuilles inconnues à mastiquer. Et puis, il y a la vie de l'assentamento : de longues discussions pour prendre les décisions qui concernent la communauté, pour régler les problèmes et les conflits.

Pourtant, en plus de tout cela, Agostinho et sa femme sont pleinement impliqués au MST. Ils vont régulièrement suivre des sessions de formation organisées par l'université des Sans Terre dans l'Etat de Sao Paulo ou ailleurs : sur des techniques agricoles ou de construction, sur le marxisme, le féminisme... La formation de la base est au coeur des ambitions du MST, et de ses réussites – nous verrons des paysans apparemment frustres s'échanger des volumes du Capital...

Le couple fait également partie de la "brigade" artistique. Les militants peuvent s'impliquer dans l'un ou l'autre de ces groupes thématiques, transversaux aux assentamentos. La brigade artistique vise à donner accès aux paysans à la culture et à la pratique de l'art, ainsi qu'à les utiliser à des fins politiques. Agostinho s'est fait le spécialiste de "l'agit – prop" (pour agitation propagande) : il écrit des opuscules, fait des interventions dans d'autres assentamentos et impulse des actions de rue. Théâtre de l'opprimé, musique, il fait feu de tout bois pour permettre aux activistes de communiquer directement sur leur mouvement et leur action en passant outre les grands médias. Le MST pâtit en effet d'une criminalisation médiatique qui le coupe d'une partie de l'opinion publique. A Brasilia, où siègent toutes les institutions de l'Etat fédéral, de telles actions de rue ne durent pas longtemps : « En quelques minutes, nous sommes cernés par la police. C'est très drôle ! » Agostinho, ton humour te sauvera...

Après deux heures de travail, le champ a meilleure allure. « Allez, ça suffit. Tu vois, quand on est tous là, on fait comme ça : on travaille ensemble le matin, on mange, on travaille encore un peu l'après-midi, ensuite c'est la douche et chacun étudie jusqu'au soir. »

Sur le seuil de la maison commune, dans des habits blancs tout propres, il donne un cours de guitare à son fils, lui apprenant patiemment les accords dans les derniers rayons obliques du soleil. Je pars. Bonne lutte camarade, qu'elle n'abîme jamais ton rire clair.

Bertille Darragon ■

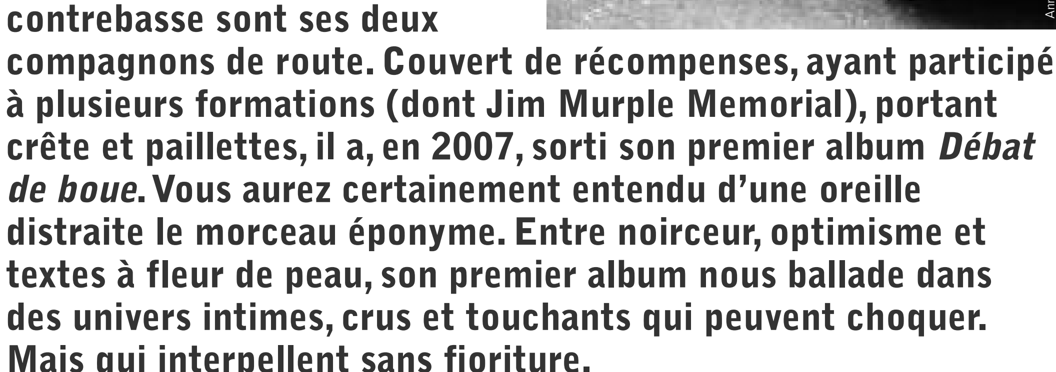

D.R.

Le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST)

Le MST se donne pour but l'organisation et l'éducation (alphabétisation, formation politique et militante des jeunes et des adultes) des sans-terre, à travers différentes actions politiques : campements, occupations de latifundio, d'organismes publics, de multinationales, fauchage de champs d'OGM, marches... Il repose sur des principes tels que : l'indépendance politique, la parité hommes/femmes, la démocratie participative, la coopération, la lutte pour la réforme agraire et les modes de production écologiques et sociaux. Il regroupe aujourd'hui un million et demi de personnes et, à travers les actions d'occupation illégale de terres (acampamentos), plusieurs centaines de milliers de paysans ont déjà pu accéder à la terre (vivant dans des asentamentos, terres gérées collectivement). On estime que la surface conquise par ses luttes est équivalente à 7 millions d'hectares, deux fois la superficie du Danemark !

Imbert Imbert, débat debout

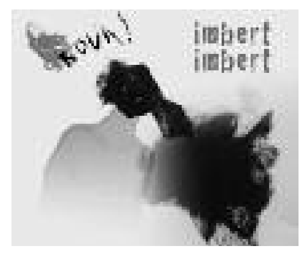
Anna Mano



Imbert Imbert est un musicien un peu à part dans le monde musical français : chant et contrebasse sont ses deux compagnons de route. Couvert de récompenses, ayant participé à plusieurs formations (dont Jim Murple Memorial), portant crête et paillettes, il a, en 2007, sorti son premier album *Débat de boue*. Vous aurez certainement entendu d'une oreille distraite le morceau éponyme. Entre noirceur, optimisme et textes à fleur de peau, son premier album nous ballade dans des univers intimes, crus et touchants qui peuvent choquer. Mais qui interpellent sans fioriture.



Débat de boue - 2007



Bouh ! - Sortie en Février 2010

Pour en savoir plus

www.myspace.com/imbertimbert

Aujourd'hui, alors qu'il prépare son deuxième album, Imbert Imbert répond à quelques unes de nos questions.

Ton univers musical est assez complexe, il est difficile de cerner un style particulier.

J'ai été marqué par des maestros comme Bruno Chevillon à la contrebasse et Benoît Delbecq au piano arrangé. J'étais en pamoison devant ces musiciens. Et maintenant je cherche à revenir à mes diverses influences, du punk au jazz et la musique improvisée, synonyme de liberté musicale. Où rien n'est figé, tout est vivant.



Qu'essaies-tu de faire passer à travers tes compositions tant au niveau musique que des textes ?

J'ai été amené, étape par étape, à entamer une "carrière solo", après avoir joué avec Jim Murple Memorial pendant un an.

A 30 ans, j'ai franchi ce pas, vivre du métier que j'avais choisi vers l'âge de 17 ans. Depuis, j'ai passé une grosse partie de mon temps à jouer de la contrebasse, à lire, à pleurer sur notre sort… et je me suis retrouvé à vouloir expurger ma colère. J'ai également participé à de nombreuses formations : des groupes de reprises, de rock, de la musique improvisée, etc.

En formation groupe, composer c'est faire des compromis. Être en solo c'est ne pas faire ces compromis, le rendu est très personnel. Mais, avant que je joue mes propres compositions, seul, je n'avais jamais chanté de ma vie. La musique et l'écriture ont fini par me ressembler, une course vers moi, pour en arriver à ce solo. Si ce travail peut servir d'autres causes que la mienne, c'est tant mieux.

Comment as-tu découvert la revue S!lence ?

J'ai découvert *S!lence* il y a peu, quand David (le tourneur) m'en a glissé un exemplaire : le « meilleur magazine écologiste » d'après lui.

Je suivais déjà les actualités militantes, mais c'est à travers la revue que j'ai découvert que je n'étais pas seul ! C'est rassurant, même si ce n'est pas encore gagné, de se rendre compte de la détermination d'un grand nombre de personnes.

Quant à mon soutien à des causes militantes, certaines vont d'elles-mêmes. Pour les faucheurs (concert de soutien en août 2009), je n'avais jamais participé à un fauchage, mais j'avais envie de soutenir et de participer à ma manière, d'où le concert.

De même pour le Réseau *Sortir du nucléaire* [auquel il a proposé un concert de soutien en février 2009] pour lequel tout est dans le nom et auquel j'adhère totalement.



Quel lien fais-tu entre le fait d'être un artiste et celui d'être engagé ?

Jusque-là, j'avais peu de moyens pour soutenir des mouvements. J'avais entendu parler des groupes militants, mais j'avais peu de temps à y consacrer.

Un soutien artistique est pour moi une forme de soutien aux causes qui me tiennent à cœur. Même si celui-ci est minime, j'ai l'impression d'être utile.

Mes chansons parlent des choses du cœur, sans prise de parti, sans lignée. Mais si cela permet que le public rencontre les faucheurs… c'est gagné.

Je pense que peu de ceux qui apprécient mes chansons « achètent » des 4x4, du moins je l'espère. Dans mes concerts j'essaie d'être très clair sur certaines positions.

Après, au quotidien, cela me dérange de jouer dans des salles avec du gros son, des grosses lumières… j'ai joué une fois sur une petite installation solaire.

Entretien réalisé par Jocelyn Peyret ■

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : *www.revuesilence.net.*

Courrier

Combattre le sentiment d'impuissance

"Contre le réchauffement climatique, donnez-nous des jardins et des espaces de débats."
A Copenhague, la montagne accoucha d'une souris.
Notre atmosphère aurait besoin que le monde se débarrasse de la marchandisation du monde, qui a d'avantage de responsabilités que les peuples (même si chacune, chacun de nous a sa part à assumer).
Il nous faut continuer de débattre après le sommet de Copenhague, face à la complexité des enjeux (remontée des famines, réfugiés climatiques, santé, remplacement des forêts par des plantations artificielles, fiscalité...)
Pourquoi ne pas organiser des débats sur nos lieux d'habitation ? Outre le fait que cela rejette moins de gaz à effet de serre que d'aller en avion ou en voiture à Copenhague, il faut maintenir la pression populaire une fois passé le sommet.
Au-delà des enjeux cités plus haut, se pose également la question de la démocratie face à l'endoctrinement des masses que constituent des films comme *HOME* de Yann Arthus-Bertrand (sponsorisé par de grosses firmes, contribuant grandement à la crise climatique). (...) Ce film fait partie d'une vaste campagne qui essaie de nous faire tout accepter, au nom de la crise climatique. Malgré l'urgence à réagir face au réchauffement, nous ne pouvons pas accepter le capitalisme vert, ses OGM, son agriculture intensive, encore moins les inégalités. Or, le film, s'il feint de s'apitoyer sur la désertification, sur les famines qui gangrènent notre monde, n'évoque aucun mot sur les OGM, ni les agrocarburants, que d'autres présentent comme une solution au problème qu'ils ont créé. Pas un mot non plus sur les luttes paysannes internationales, ni sur les alternatives (agroécologie, échanges internationaux de semences comme le fait Kokopelli). Et les quelques humains montrés dans *HOME* sont filmés "de haut" (par avion ou hélicoptère). En regardant ce film, j'ai assisté à un reportage d'un prétendu savant qui observe d'autres humains comme des animaux d'un laboratoire. Quant au ton miséricordieux et faussement compassionnel qui domine tout du début à la fin, il doit nous mettre sous nos gardes. Yann Arthus-Bertrand joue le même rôle que les prêtres de l'église catholique, avant la révolution française de 1789, lorsqu'ils présentaient les inégalités et les famines comme une fatalité.
Les conséquences sociales calamiteuses, suite à la mondialisation marchande, ne peuvent être oubliées ni sacrifiées sur l'autel d'une écologie mystificatrice, qui enrôlerait les peuples sous de fausses solutions, en les aliénant avec un nouvel opium.
Et puis, la marchandisation du monde, avec toutes ses crises, réduit la sécurité alimentaire. Il est plus qu'urgent de multiplier les jardins, à l'heure où les famines explosent dans les pays les moins nantis, pendant que les soupes populaires réapparaissent dans les pays qui se prétendent "avancés".
Christian David
Rhône.

Le "syndrome du Titanic" tétanise l'avenir

Dans son film "Le syndrome du Titanic", Nicolas Hulot improvise une théorie qu'il n'étaye ni ne développe, théorie selon laquelle les humains que nous sommes sont pareils aux passagers du Titanic.
Proposer une lecture du monde par le biais d'un syndrome du Titanic, c'est limiter le problème à un syndrome d'aveuglement. Or l'Occident est aujourd'hui dans le déni quasi-total de ce qui s'est passé : nous avons dépassé l'iceberg qui nous a percuté, le pic pétrolier qui signifie la fin toute proche de l'ère « pétrole » ! Oui, nous l'avons déjà percuté !
Notre mode de pensée politique ne doit plus s'inscrire dans la prévision de la catastrophe, mais dans une organisation post-catastrophe. Nous avons encore le temps « d'évacuer ». Le paquebot économie mondiale prend l'eau. Mais il ne coulera pas forcément très vite : les capitaines (gouvernants, patrons de multinationales) ont tout intérêt à le garder à flot car ils tirent leur pouvoir de la dépendance des populations qu'ils gouvernent. Pour tous les passagers, le paquebot a encore du sens : travailler pour un salaire, se nourrir, se chauffer, se véhiculer et vivre la société des loisirs et du confort. Ils n'ont aucun intérêt à quitter le navire. Lorsque ce sens disparaîtra, il restera éventuellement l'armée pour contrôler tout le monde, le désespoir d'une population totalement dépendante... et quelques passagers de première classe, voguant sur le seul canot de sauvetage disponible ?
La Terre n'est pas un paquebot : il est impossible de sauter de ce bateau, impossible d'espérer des secours... Si Nicolas Hulot avait plutôt la franchise de présenter le Titanic comme le symbole de notre système économique, alors les spectateurs en viendraient peut-être à une envie toute simple : s'investir dans la construction d'un autre système, basé sur d'autres valeurs...
Pourquoi ne pas quitter le bateau ? Or si Nicolas Hulot tétanise les spectateurs, il joue le jeu des multinationales !
Johann Charvel
Haute-Normandie

Antennes hostiles

(...) J'ai été embauchée une semaine en octobre 2009 comme cuisinière par une entreprise sous-traitant la préparation de repas à l'Espace Malraux, établissement culturel public de Chambéry (Savoie) où nous travaillons au troisième étage, juste sous le toit.
Arrivée en pleine santé, je me sens mal dès le premier soir : j'ai la tête lourde et brouillée, des troubles de la stabilité, je souffre de névralgie (ce qui ne m'arrive jamais). Je subis une pression constante sur les tempes à la limite du supportable, j'ai la nausée avec mal au ventre et des bouffées de chaleur, envie de vomir, de pleurer. N'ayant pas une santé d'ordinaire fragile et étant d'un naturel plutôt joyeux, je me demande ce qui m'arrive. Le lendemain matin, je constate que deux de mes collègues se plaignent de maux de tête et commencent leur journée en prenant des cachets contre la douleur. J'en discute alors autour de moi. Des employés de l'espace Malraux m'informent que "c'est normal, à cause de l'antenne de téléphonie mobile située sur le toit juste au dessus de nos têtes" et appartenant à l'entreprise Bouygues Télécom. Ils m'apprennent que ces symptômes sont récurrents sur toutes les personnes travaillant au troisième étage. De plus ils ont appris que les ouvriers de Bouygues Télécom ont obligation, d'après leur entreprise, de couper l'alimentation de l'antenne s'ils doivent effectuer des travaux proches de celle-ci durant plus de huit minutes, et ce pour éviter les effets indésirables sur la santé... Huit minutes... Qu'en est-il des 84 heures passées dans cet environnement hostile pour notre équipe de cuisiniers ? Et des travailleurs de l'Espace Malraux qui oeuvrent dans ces locaux ? (...)
Constatant cela, les employés de l'Espace Malraux particulièrement sensibles à cette question n'arrivent pourtant pas à se faire entendre de leur direction ni de la mairie qui semble être en lien direct avec l'entreprise car le bâtiment est public. (...)

Sophie Dodelin
Isère



Antennes relais

J'ai lu avec intérêt votre numéro de novembre 2009. La brève sur l'antenne relais sise en face de l'école Gerson et à propos de laquelle Bouygues vient de gagner un procès contre des parents d'élèves a attiré mon attention. Je suis le directeur de cette école !
Contrairement à ce qui a été dit par certains parents à l'AFP (et qui a été repris sans vérification par les autres médias - France Info ayant seule vérifié) la baisse des effectifs n'est pas aussi impressionnante que certains l'annoncent. Nous avons 130 élèves au lieu de 143 attendus (-13) et pas 80 au lieu de 157 (-77) comme déclaré par les parents les plus excités ! Par ailleurs les familles qui sont parties ont pour la plupart rejoint l'école privée du quartier qui a aussi une antenne de l'autre côté de la rue !
Benoît Armand
directeur de l'école élémentaire Gerson, Lyon
partisan de la décroissance - sans portable !

Le bonheur est dans l'olive

On dit trop ce qui ne va pas, j'essaie d'évoluer autrement... Grâce à vous, à l'équipe, à vos abonnés, à votre petite annonce, je suis allée en Italie découvrir la récolte des olives.
Cette expérience m'a apporté un gros bonheur : partager la vie de Patricia et Marco et celle de quelques lecteurs de *S!lence* qui comme moi sont allés à Tatti en Toscane.
Une foule de petits bonheurs suffit pour parfumer la vie, il faut juste savoir les sentir...
Monique Michel
Isère



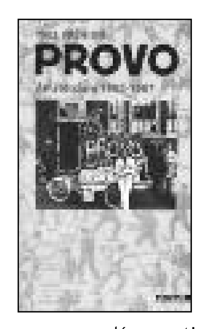
➤ *Pause pendant la cueillette des olives*



Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous, vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris**. Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

Provo Amsterdam 1965-1967

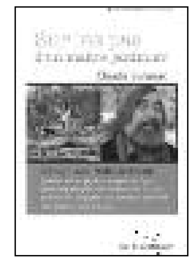
Yves Frémion
Ed. Nautilus
2009 - 240 p. - 18 €



Initialement publiée en 1982, cette enquête sur le mouvement Provo est rééditée à un bon moment. Alors que les livres se multiplient sur les "nouveaux militants", les jeunes et moins jeunes lecteurs pourront (re)découvrir que d'autres avant eux ont été plus que créatifs pour amener sur la scène politique des sujets alors inédits : la condition des femmes, l'écologie, la démocratie directe… Ce mouvement qui a ensuite sans doute influencé une partie des révoltes de mai 1968, a su par des méthodes radicales provoquer dans Amsterdam des débats politiques fondamentaux dont nombre d'actions pourraient être reprises encore aujourd'hui. Les débats d'alors (faut-il ou non se présenter aux élections, où s'arrête la non-violence, comment éviter la hiérarchie dans un mouvement…) nous montrent à l'évidence que si les générations se renouvellent, les questions restent. Yves Frémion conclut l'ouvrage avec une présentation de ce que sont devenus les activistes d'alors (on en retrouve beaucoup chez les Verts néerlandais). Passionnant. MB.

Sur les pas d'un maître jardinier

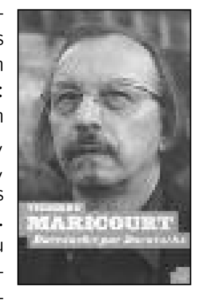
Claude Bureaux,
échange avec Nadia de Kermel,
Ed. Rue de l'échiquier, collection Conversations écologiques
2009 - 94 p. - 12 €



Dans cet excellent petit livre, Claude Bureaux évoque sa vie de travail au Jardin des Plantes (Paris 5e) dans un entretien vivant, illustré par quelques photos et un plan des lieux regroupés en milieu de volume. Nous parcourons avec lui une remarquable tranche d'histoire, mêlant avec gouaille la petite et la grande. On rit, on s'émerveille, on apprend, et on médite souvent, toujours autour d'anecdotes savoureuses : sur l'expulsion progressive de la nature et du "risque" au profit du "propre" et du "sécuritaire" (longtemps sur fond de pesticides), sur l'évolution du travail que, jeune apprenti trop rapide, on lui apprit d'abord à ne pas "tuer", jusqu'à notre époque où "pour obtenir une brouette neuve, ça relève de l'épreuve", sur la relation entre les savoir-faire et le savoir, de sa fréquentation passionnée des "maîtres" naturalistes qui l'ont formé, à sa réserve polie devant l'indifférence affairée des biologistes d'aujourd'hui… Mais, conclut-il, "rien n'est figé tant qu'il y a de la vie" ! MPN.

Daeninckx par Daeninckx

Thierry Maricourt
Ed. Le Cherche-Midi
2009 - 312 p. - 17 €



Didier Daeninckx est un romancier atypique : il situe toujours ses histoires en lien avec un contexte politique trouble : guerre d'Algérie, collaboration pendant la dernière guerre, dérives de l'extrême-droite, immigration… Cela donne à ses livres un côté réaliste percutant. Dans ce long entretien où Thierry Maricourt, autre écrivain, s'efface presque totalement, Daeninckx raconte son parcours d'origine populaire, entre anarchisme et communisme, comment il en est arrivé à écrire, et son besoin de lier son écriture au politique. C'est très bien écrit et cela s'avère passionnant. FV.

Moins de biens, plus de liens, la simplicité volontaire, un nouvel engagement social

Emeline de Bouver
éd. Couleur livres (B Charleroi)
2009 - 116 p. - 12 €

Après un tour d'horizon des "simplicitaires" présents en Belgique francophone et un questionnement sur les liens avec d'autres mouvances (décroissance, altermondialisme, slow, Sel…), l'auteure s'interroge sur ce qu'une telle démarche a comme approche de la notion de temps de travail. Si l'échantillon montre une recherche de diminution du temps de travail avec deux fois plus de temps partiel que dans la population, une plus grande implication dans le monde associatif et politique, notamment écologique, la faiblesse de l'échantillon (28 réponses) rend les résultats peu exploitables. Les problématiques du livre, les témoignages sont intéressants, mais on ne peut percevoir en quoi cela peut avoir une influence sociale et politique. MB.

Sans blessures apparentes

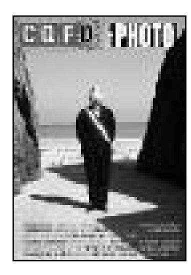
Jean-Paul Mari
Robert Laffont
2008 - 296p. - 20 €



"Matt double, triple les doses de somnifères, sombre mais se réveille immanquablement deux heures plus tard, en hurlant de terreur, dévasté par le même cauchemar. Sous la douche, debout à sa fenêtre, au volant de sa voiture ou en faisant l'amour, même les yeux grands ouverts, un flashback l'oblige à revivre cette scène qu'il a vécue. 'Pourquoi est-ce que je suis revenu vivant ? Pourquoi ?' ". Jean-Paul Mari a été grand reporter et a couvert de nombreuses zones de guerre. Marqué par ce qu'il a vu et vécu, il a voulu avec ce livre mener l'enquête sur ces traumatismes de guerre, ces mutilations invisibles que la guerre engendre. Aujourd'hui un vétéran sur trois souffre de névroses post-traumatiques. Les anciens d'Irak ou d'Afghanistan se suicident au rythme de cent vingt par semaine. Pas des gueules cassées, des âmes brisées. Mêlant ses expériences au Liban et ailleurs à des témoignages d'anciens reporters ou soldats en Irak, Rwanda, Bosnie, l'auteur explore et cherche à comprendre les arcanes de l'âme humaine, et montre au passage comment on transforme "de bons garçons de vingt ans en assassins professionnels" et en futures épaves. La guerre ne tue pas seulement : elle laisse aussi survivre. A lire cet ouvrage, on se demande si ce n'est pas parfois le pire… GG.

Hors série "Photos"

CQFD, BP 70054, 13192 Marseille cedex 20
2009 - 48 p. - 6 €



Quand l'équipe de la revue CQFD réalise un numéro spécial photo, on est loin des Unes Gore Trash et agressives du journal marseillais qui a la dent dure contre le capitalisme et donne des solutions marginales pour échapper au travail. Là c'est du lourd avec des grands noms de la photographie : Antoine d'Agata, des outsiders de la pellicule sociale comme Patxi qui sort également en décembre 2009 un livre sur les portraits de la guerre d'Espagne, ou Yohanne Lamoulère qui travaille de concert avec Jean Bernard Pouy pour les textes. Les collectifs ne sont pas en reste, celui de Sub propose des clichés ébouriffants de l'Argentine, et Active Stills des images accusatrices d'Israël. On cherche ce qui réunit ces photographes dans cet album : j'avoue, on ne trouve pas. Mais c'est beau comme une révolution zapatiste au 1er janvier. CG.

Vous avez dit schkrounk ?



Paul Hanime
MRJC, 103, rue d'Amiens, 62008 Arras
2009 - 15 € pour les salariés, 10 € pour les petits budgets

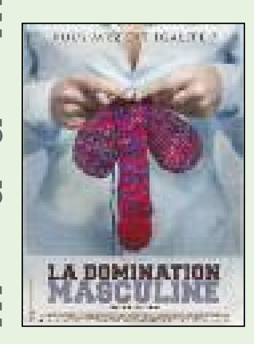
Et si le schkrounk venait à manquer ? Le financier, le scientifik, le religieux proposent chacun leurs solutions ! Quant au Poulitik, il reste un peu désemparé. Une prise de conscience soudaine va les entraîner sur la voie de la simplicité volontaire… Ce remarquable petit livre réalisé à partir de photos d'objets recyclés finement retravaillées à l'ordinateur, nous montre que selon l'approche du monde que l'on a, on ne pense pas aux mêmes solutions. Cet ouvrage est né d'un collectif de jeunes réunis au sein d'une association locale Abri&co dont la devise est "pas de chichis et bout de ficelle". Pour les petits comme les plus grands. FV.



le film du mois

La domination masculine

Patrick Jean,
Elzévir films/Black Moon
www.ladominationmasculine.net
2009 - 1h43



Ce film qui aborde de front la question du sexisme et du patriarcat permet d'apporter aux analyses qu'on peut lire sur le sujet des images qui font mouche. Impossible de fermer les yeux sur la réalité des discours sexistes banalisés, des violences conjugales, de la femme-objet en voyant ces images. On aimerait qu'elles soient vues largement. Là où le jeu est à double tranchant, c'est qu'à force d'insister sur des exemples marquants tels que des témoignages de femmes victimes de violence conjugale ou survivantes d'un massacre anti-femmes qui a eu lieu au Québec en 1989, le propos risque de se retourner contre son intention : avec un minimum de mauvaise foi, n'importe quel spectateur masculin qui n'a jamais été auteur de violences conjugales proprement dites pourra ne pas se sentir concerné par le propos. Il aurait été utile aussi de montrer la micro-domination qui vient se nicher dans les relations quotidiennes, les usages de la parole, etc. Ce film constitue néanmoins un bon outil pour sensibiliser le grand public à ces problématiques. C'est suffisamment rare pour être apprécié. GG.

No pasaran !

Portraits de combattant-e-s
de l'Espagne républicaine
Francis Blaise
Ed. L'Atinoir / Contre-Faits
2009 - 119 p. - 10 €



Photographe et collaborateur de *S!lence,* Francis Blaise est allé rencontrer en 2005-2006 quelques-un-e-s de celles et ceux qui prirent part aux combats de l'Espagne républicaine entre 1936 et 1939. Pour chaque rencontre, un portrait photographique couleur mis en face d'une phrase tirée d'un entretien. Puis une très brève chronologie de la vie et l'engagement de cette personne. Le tout dans le plus grand dépouillement. Le livre est entièrement bilingue franco-espagnol et en format « poche ». GG

Vive Le Feu
Affable chronique des temps sarkoziques



Sébastien Fontenelle
Le Chien Rouge
2009 - 170 p. - 10 €

Ecoutez C'est Pas Compliqué C'est le Dernier Chroniqueur Qui M' Essore de Rire : Voilà le genre de titre que n'hésite pas à donner vertueusement l'auteur d'un blog à succès sur Politis, (avant sur Bakchich.com) et accessoirement dans CQFD magazine. Sébastien Fontenelle emploie une langue riche et chiche (du dictionnaire même), verte (mais pas écolo compatible), profondément anti-Finky&Val ; bref et succinctement il se fait un observateur (pas romano) des médias et à la vitesse d'une glissade sur une peau de banane au chlordécone, envoie des tartes pas toujours crémeuses aux méchants de ce monde trop injuste. *Le Chien Rouge* a rassemblé une sélection de ces textes pour la plus grande joie des cul terreux bougnats anarcho-syndicalistes et des manchots maoïstes bouffeurs d'Hortefeux, ça va de soi. "Tu vas t'érudir velu, j'te l'annonce !" éructe le Fontenelle. CG.

Cohabiter pour vivre mieux

Marthe Marandola et Geneviève Lefebvre
Ed. J.-C. Lattès
2009 - 233 p. - 17 €

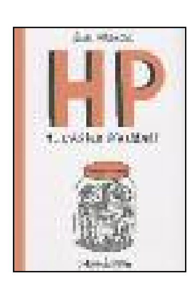


Nombreuses sont les personnes qui cherchent à partager leur espace de vie, diverses sont les motivations pour cela, et multiples les moyens pour le faire : écovillage, immeuble coopératif, colocation, maison partagée… C'est dans ce fleuve qu'aiment se baigner les deux auteures de ce livre, elles-mêmes partageant un lieu de vie et accompagnant des démarches collectives. Elles abordent ici l'ensemble des questions qui se pose à un groupe ou à des personnes vivant ou cherchant à vivre dans une forme ou une autre d'habitat partagé : aspects fonciers et juridiques, humains (valeurs, projets, dynamique de groupe, conflits), économiques… Surtout, un regard résolument humain et positif est posé sur tous ces sujets, avec des outils de communication ou d'organisation qui aident à rester réalistes et à devenir plus solides. Entre facteurs culturels et contraintes matérielles, diversité humaine et problèmes organisationnels, cohabiter est une aventure qui ne s'improvise pas. Ce livre y aidera. GG

Romans

Les ruines de la future maison

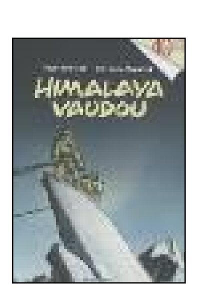
Hélène Dassavray
Ed. A plus d'un titre
2008 - 118 p. - 12,50 €



Dans ce petit roman vivement écrit, une femme raconte sa vie passée à un homme qu'elle vient de rencontrer. Elle a longtemps vécu en "smala" dans un campement de bric et de broc, avec trois hommes, deux anciens amants et le plus récent, tous trois destinés à "rester dans son cœur", ainsi qu'avec les enfants nés de ces relations. Dans un style léger et humoristique, elle nous décrit plusieurs années de bohème parfois difficile à vivre sur lesquelles, alors qu'elle en est sortie, elle porte un regard amusé, avec de rares moments dramatiques, toujours euphémisés, et très peu d'évaluation, en dehors de brèves leçons de sagesse intemporelle, s'il en est. On peut lire ce livre à l'instinct, en épousant la voix de la narratrice, et, pour d'autres lecteurs, il donnera matière à méditer sur un destin féminin… MPN.

B. D.

HP, l'asile d'aliénés



Lisa Mandel
Ed. L'association
2009 - 48 p. - 13€

Recueil d'anecdotes du milieu psychiatrique dans les années 1968 à 1973. Avec un dessin presqu'enfantin, des histoires vraies toutes plus horribles les unes que les autres. Le pire c'est qu'elles sont authentiques. Un style de BD réaliste parfaitement réussi. Même si c'est dur à digérer, on attend la suite… FV.

Himalaya Vaudou

Fred Bernard et Jean-Marc Rochette
Ed. Glénat
2009 - 112 p. - 19€

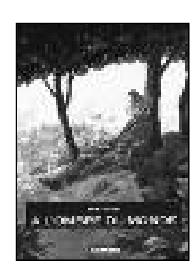
Le père Noël est un sorcier africain qui en a marre des politiques à court terme de nos dirigeants. Alors, usant du vaudou, il les transforme un à un en animaux pour leur rappeler qu'ils font partie de la nature. Trois journalistes, un qui ressemble à PPDA, un deuxième à Nicolas Hulot, le dernier sorti d'une émission de



télé-réalité, sont envoyés dans l'Himalaya pour essayer de l'interviewer. Une fable contemporaine qui nous alerte une nouvelle fois sur l'importance de la crise écologique actuelle, sur l'hypocrisie des puissants et qui propose dans sa chute grandiose une suite à l'effondrement de notre monde. On rit jaune de ce scénario original renforcé par une grande maîtrise de la mise en page. MB.

A l'ombre du monde

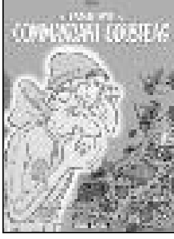
Marc Vlieger
Ed. Delcourt / collection Mirages
2009 - 112 p. - 14,95€



Joseph a fui la civilisation de la machine et vit retiré dans une forêt. Mais le maire de la commune a des projets grandioses. Deux jeunes ouvriers qui vont de petits boulots en petites galères, vont intervenir dans l'histoire pour les beaux yeux de Lyse, la seule à rendre visite à Joseph. L'histoire d'un coin de campagne rattrapé par la "croissance" économique, celle qui au nom du profit détruit les humains. La technique narrative fait monter l'émotion jusqu'à l'affrontement final. Une réussite. MB.

Le fantôme du commandant Cousteau

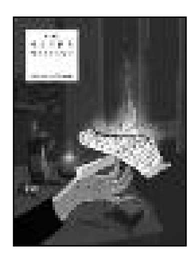
Isa
Ed. Fluide Glacial
2009 - 48 p. - 9,95€



Avec ses reportages, le commandant Cousteau a favorisé l'émergence d'une conscience écologique. Mort, il continue son action sous forme d'un fantôme… avec plus ou moins de succès tant la dessinatrice Isa n'hésite pas à le mettre dans des situations abracadabrantesques. Yann-Arthus Bertrand n'a plus qu'à bien se tenir ! FV.

Les petits adieux

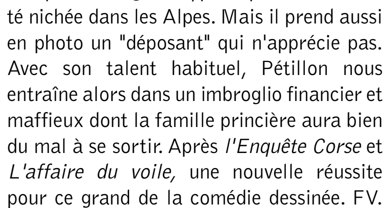
Magda et Marvano
Ed. Le Lombard / collection Signé
2009 - 72 p. - 15,50 €



Mère célibataire, Christine veut se lancer dans l'écriture d'un roman. Le soir, volontaire dans un réseau d'écoute téléphonique, en écoutant l'histoire d'une appelante, elle s'interroge sur la manière d'aborder une histoire. Et progressivement, cela l'interroge sur sa vie actuelle, sur l'absence de sa fille aînée et sur la rencontre avec un des anciens amoureux. A l'arrivée une terrible histoire qui se révèle progressivement et qui poursuit le lecteur, la lectrice pendant longtemps. Une BD d'une finesse et d'une force incroyable. MB.

Enquête au paradis

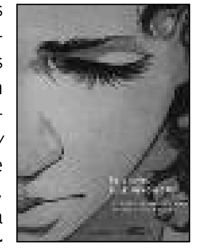
René Pétillon
Ed. Dargaud
2009 - 48 p. - 13,50 €



Jack Palmer, détective, prend une photo d'un mari infidèle qui dissimule son argent dans une banque du Bürgenzell, principauté nichée dans les Alpes. Mais il prend aussi en photo un "déposant" qui n'apprécie pas. Avec son talent habituel, Pétillon nous entraîne alors dans un imbroglio financier et maffieux dont la famille princière aura bien du mal à se sortir. Après *l'Enquête Corse* et *L'affaire du voile*, une nouvelle réussite pour ce grand de la comédie dessinée. FV.

En chemin, elle rencontre…

coordonné par Marie Moinard
Ed. Des Ronds dans l'O (Vincennes)
2009 - 96 p. - 18,50 €

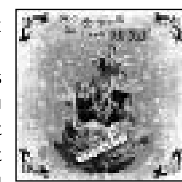


Trente artistes ont accepté, dans des styles différents, de participer à cet ouvrage qui dénonce les violences faites aux femmes. Un livre vendu en soutien à la commission femmes d'*Amnesty international France* où œuvre Marie Moinard qui y raconte, avec beaucoup de courage, sa propre histoire. Une BD pour briser le silence sur un sujet dont l'ampleur est de plus en plus visible dans nos sociétés. Motivant. MB.

Musique

Chansons biodynamites

Les Souricieuses
La Pérouse, 01310 Montracol
www.souricieuses.com
2009 - 6 titres



Ces trois souris vertes à la voix haut perchée et à l'attirail acoustique ambulant nous livrent une musique qui tient du numéro de cabaret joyeux et brouillon. Dans ce pamphlet écolo qui refuse de se prendre au sérieux, rien n'est oublié : dès le départ, le plastique, le 4x4 et la télé passent un mauvais quart d'heure avec Tape-la pas ta planète. Puis s'enchaînent un éloge des zones de gratuité (Troc fontaine), une ode ironique au nucléaire (L'interrupteur), un hymne antipublicitaire (Pub en pages), une comédie musicale sur la malbouffe (Cochonneries pour cochonnailles), et un hommage à la bicyclette qui tourne au vinaigre (C'est si charmant…). Et en plus elles y croient : pour se procurer leur disque, les Souricieuses vous proposent en effet de faire du troc en leur envoyant un objet de votre choix, gâteau fait maison, écharpe tricotée main, livre préféré ou disque pas vu à la télé. GG



Nous avons également reçu...

■ **Dieu en personne,** *Marc-Antoine Mathieu, éd. Delcourt, 2009, 124 p. 17,50 €* BD. Dieu revient sur Terre. Après une vague religieuse sans précédent, le monde reprend vie… avec des tas de procès à la clé : tout le malheur du monde n'est-il pas de la faute de ce dieu ? Celui-ci, avec son agence de communication, va essayer de s'en sortir. Agréable fable contemporaine.

■ **Le Maroc de Mohammed VI,** *Pierre Vermeren, éd. La Découverte, 2009, 320 p. 22 €* Après dix ans de règne, l'économie va mieux, mais la démocratie n'a guère évolué. L'aristocratie maintient la mainmise sur le pays, malgré une tentative de renouvellement de son image.

■ **Les graines germées de A à Z,** *Carole Dougaud Chavannes, éd. Jouvence, 2009, 244 p. 22,50 €* Intérêt de la germination, les plantes que l'on peut utiliser et des recettes.

■ **Un mur en Palestine,** *René Backmann, éd. FolioActuel, 2009, 330 p. 20 €* Comment Israël justifie la construction d'un mur qui s'avère plus un obstacle à la paix qu'aux attaques terroristes.

■ **Et si on s'arrêtait un peu de manger ?** *Bernard Clavière, éd. Nature et partage (Gironde), 2009, 250 p. 19,50 €* Le jeûne à l'eau ou d'une autre manière est un excellent remède dans un monde où nombre de nos maux proviennent de la sur-bouffe. Plein d'infos sur le sujet.

■ **Notre mère la guerre,** *Kris et Maël, éd. Futuropolis, 2009, 64 p. 16 €* Sur le front, pendant la première guerre mondiale, trois femmes sont retrouvées assassinées dans les tranchées. Un gendarme mène l'enquête… sur fond d'horreur. Si le dessin de cette BD est parfaitement réaliste rendant bien l'horreur de la situation, il est quand même difficile de renouveler le genre.

■ **L'enseignement de Soweto,** *Christophe Hutin, Patrice Goulet, éd. Actes sud, 2009, 104 p. 22 €* Lorsqu'une population est pauvre, il faut être en mesure de proposer des maisons peu coûteuses. Un programme de l'ANC au pouvoir en Afrique du Sud favorise la mise en place de maisons en briques de terre crue et toit en tôle : les maisons — sommaires — sont construites en très peu de temps. Les auteurs se sont inspirés de cette approche pour fabriquer ici des maisons "opportunistes" tenant compte du paysage et des ressources locales.

■ **L'économie au service des gens,** *Yves de Wasseige, Francis de Walque, éd. Couleur livres (B-Charleroi), 2009, 160 p. 16 €* Large rappel très pédagogique des théories économiques. Quelques amorces pour aller vers une autre économie, sans ouverture vers la décroissance.

■ **Le feu d'artifice d'Albert Dehosay, pionnier de l'écologie radicale,** *éd. asbl Vivre…S, place Cardinal Mercier, 16, B4102 Seraing, tél : 04 336 60 17.* Ecrits d'un dissident des organisations communistes qui dès la fin des années 1950 a senti venir l'importance des questions écologiques.

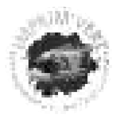
■ **Georges Rousse,** *photo Poche, Actes Sud, 144 p. 12,80 €* Ce maître de l'illusion publie un recueil de photos de ses installations plus troublantes les unes que les autres.

■ **Magasin général, tome 5 : Montréal,** *Régis Loisel et Jean-Louis Tripp, éd. Casterman, 2009, 72 p. 14 €* Partis pour faire ensemble trois tomes, les auteurs qui scénarisent et dessinent cette BD tous les deux, continuent à nous ravir avec cette histoire d'un village québécois dans les années 1920. Personnages hauts en couleur dans une société presque autarcique… sauf quand Marie qui tient le magasin général décide de partir à la ville. Succulent.

■ **Alerte sur Fangataufa,** *Philippe Geluck et Devig, éd. Casterman, 2009, 48 p. 12 €* Le père du "Chat" s'exerce ici dans un autre domaine : une parodie des aventures de Tintin : Scott Leblanc, qui interviewe les célébrités sur leur animal favori se retrouve emporté dans une histoire de savants fous au moment où la France va tester pour la première fois une bombe atomique sur l'atoll de Fangataufa (voisin de Moruroa en Polynésie).

Silence
9 rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net
Virements bancaires :
CCP 550 39 Y LYON
(IBAN : FR92 2004 1010
0700 5503 9Y03 840 -
Code BIC : PSSTFRPPLYO)
Pour la Belgique :
règlement à
Brabant-Ecologie,
33 route de Renipont
B - 1380 Ohain -
Tél. : 00 32 2 633 10 48
CCP 000-15-19-365-54
Pour la Suisse :
règlement à Contratom
CP 65 - CH 1211 Genève 8
Tél. : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h
Dépositaires, stands et gestion : Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h
Rédaction : Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h
Editeur : Association S!lence
N° de commission paritaire : 0910 G 87026 - **N° ISSN :** 0756-2640
Date de parution : 1er trimestre 2010
Tirage : 6200 ex.
Administrateurs : Patrick Allamel, Olivier Bidaut, Myriam Cognard-Dechavanne, Jean-Pierre Lepri, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Anne-Laurence Mazenc, Marie-Pierre Najman, Jean-Michel Pavillon, Christophe Rastoll
Directeur de publication : Jean-Pierre Lepri
Comité de rédaction : Michel Bernard, Béatrice Blondeau, Clémence Emprin, Guillaume Gamblin, Jean-Pierre Lepri, Marie-Pierre Najman
Pilotes de rubriques : Patrice Bouveret, Christian David, Sophie Dodelin, Esteban, Anne Girard, Natacha Gondran, Daniel Julien, Stephen Kerckhove, Eveline Mana, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier
Maquette : Damien Bouveret 06 03 50 54 93
Dessins : Coco, Lasserpe, Red !
Correcteurs : Bernadette Bidault, Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité
Photographes : aaa-West, Marie Clem's, Hélène Degrandpré, Guillaume de Crop, Christophe Lhomme, Anna Mano, Alain Miossec, Pascale Pragnère, Rafa / Hernani
Et pour ce n° : Dominique Béroule, Paul Bonny, Josiane Coelho, Francesca Cozzolino, Bertille Darragon, Ariela Epstein, Alexis Lis, Goulven Marechal, Pascal Pragnère
Couverture : Sophie_pr
Internet : Olivier Bidaut, Damien Bouveret, Thomas Perraut, Xavier Sérédine.



Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : *Atelier 26 Loriol - Tél. : 04 75 85 51 00*



L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables.

Je m'abonne à S!lence

France métropolitaine

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Institution	1 an	60 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Groupés par 3 ex*	1 an	115 €
☐ Groupés par 5 ex*	1 an	173 €
☐ Petit budget	1 an	28 €

* à la même adresse

Suisse

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	45 FS
☐ Particulier	1 an	85 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	27 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Institution	1 an	68 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	35 €

Pour commander un ancien numéro, reportez-vous en page 34.

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s) :

VOS COORDONNÉES — Merci d'écrire en majuscules

Nom : ______

Prénom : ______

Adresse : ______

______

Code Postal : ______

Ville : ______

Si vous désirez recevoir notre s!berlettre mensuelle, indiquez-nous votre courriel (lisiblement) : ______

Optez pour le virement automatique

à partir de 7 € par trimestre

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, un montant de :

☐ 7 € par trimestre (abonnement petit budget)
☐ 11 € par trimestre (abonnement normal)
☐ .... € par trimestre (abonnement de soutien)

ÉTABLISSEMENT TENEUR DE MON COMPTE À DÉBITER — Merci d'écrire en majuscules

Nom de mon agence bancaire ou CCP : ______

______

______

Adresse : ______

______

Code Postal : ______

Ville : ______

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER :
Silence
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR :
545517

Je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

Date et signature obligatoires :

COMPTE À DÉBITER

Code établissement	Code guichet	N° de compte	clé RIB

Important : *remplissez l'autorisation de prélèvement ci-dessus en y joignant obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).*



Marie Clem's



D.R.



Mimmo Puccarelli



Mimmo Puccarelli



D.R.



D.R.



Mimmo Puccarelli



Marie Clem's



Marie Clem's



D.R.